



CNEFOP

Le financement et les effectifs de l'apprentissage

Données 2012

Janvier 2015

Introduction

Le rapport sur le financement et les effectifs de l'apprentissage (données 2012) s'inscrit dans la continuité des précédents rapports de la Commission des comptes du CNFPTLV pour effectuer une analyse sur presque une décennie.

Les travaux ont été préparés, suivis et mis en cohérence par un Groupe Technique Apprentissage (GTA) qui comprend des spécialistes compétents en matière d'apprentissage, désignés par les organisations qui composent le Conseil. Qu'ils en soient vivement remerciés ainsi que André Bossard, expert auprès du secrétariat général.

Ce rapport permet de cerner les grandes masses financières dégagées au niveau national par les principaux financeurs finaux (Entreprises, Régions, Etat) à destination des bénéficiaires finaux (CFA, employeurs d'apprentis, apprentis eux-mêmes), de les schématiser et d'**analyser les circuits de la taxe d'apprentissage.**

Au niveau régional, il permet d'approfondir le financement des CFA.

Ainsi sont fournis des éléments pour mesurer la portée des différentes mesures mises en œuvre pour développer l'apprentissage depuis une dizaine d'années :

- Loi de cohésion sociale du 18 janvier 2005 : augmentation du quota de 40 à 52%, augmentation des versements au FNDMA, intermédiation obligatoire des OCTA, création de la CDA en compensation d'un crédit d'impôt pour les employeurs d'apprentis,
- Plan d'urgence pour les jeunes en 2009-2010 : dispositifs de primes à l'embauche d'un apprenti supplémentaire et « zéro charges »,
- Loi du 28 juillet 2011 (dite Loi « Cherpion ») et plus généralement plan alternance 2011 : augmentation du quota de la taxe d'apprentissage, système de bonus-malus pour les entreprises de plus de 250 salariés, simplifications et incitations à l'embauche.

Plus récemment, la loi du 5 mars 2014 et les lois de finances pour 2013 (rectificative), 2014 et 2015, introduisent notamment une refonte de la collecte de la taxe d'apprentissage : fraction régionale de 51%, quota à 26%, hors-quota à 23%, la diminution du nombre d'OCTA à une cinquantaine ainsi qu'une répartition concertée des fonds libres.

Le présent rapport marquera un point de référence à partir duquel pourront être étudiées les incidences de ces nouvelles mesures sur les évolutions futures.

La partie I du rapport permet de présenter la situation et l'évolution des effectifs d'apprentis selon différentes caractéristiques : région, niveaux, formation, insertion.

En partie II, une vue d'ensemble du financement de l'apprentissage au niveau national est présentée du point de vue des bénéficiaires et de celui des contributeurs ; les schémas globaux des flux financiers et un zoom sur la taxe d'apprentissage complètent cette partie.

Enfin, le financement des Centres de formation par apprentissage (CFA, SA) est détaillé en partie III.

Ce rapport a été rédigé par Carole ABOAF, conseillère technique, assistée de Maria MELICIANO.

Sommaire

Introduction.....	3
Sommaire	5
Partie I : Les effectifs d'apprentis	7
1. Stabilisation globale des effectifs avec des évolutions variables selon les régions.....	7
2. La part de l'apprentissage parmi les jeunes de 16 à 25 ans en hausse dans un contexte démographique à la baisse.....	8
3. Une concentration des apprentis dans le domaine de la production.....	10
4. L'apprentissage, une voie de formation majoritairement masculine.....	11
5. Une baisse des effectifs des niveaux V et IV malgré la permanence d'un socle important d'apprentis sur ces niveaux.....	12
6. Une augmentation régulière des niveaux supérieurs permettant à l'effectif total de ne pas baisser	12
7. Une insertion professionnelle favorisée pour les apprentis	14
Partie II : Vue d'ensemble sur le financement de l'apprentissage	15
1. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des bénéficiaires	15
1.1 Les CFA reçoivent 3 milliards d'euros (37% du financement).....	15
1.2 Les employeurs d'apprentis bénéficient de 1,6 milliard d'euros (20%)	16
1.3 Les apprentis et leurs familles bénéficient de 3,5 milliards d'euros (43%).....	18
2. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs.....	20
2.1 Les entreprises versent 3,7 milliards d'euros à l'offre de formation (13% du financement) et aux apprentis (32%)	20
2.2 Les Régions contribuent pour 2 milliards d'euros (soit 24% du financement de l'apprentissage).....	22
2.3 L'Etat contribue pour 1,9 milliard d'euros (soit 24 %).....	23
2.4 Autres contributeurs.....	25
2.5 Autres contributions	25
2.6 Synthèse du financement de l'apprentissage.....	26
3. Focus sur le circuit de la taxe d'apprentissage.....	27
3.1 Fonctionnement	27
3.2 Le circuit de la taxe en 2012	28
4. Les schémas des flux financiers.....	34
Partie III : Le financement de l'offre de formation et les aides aux apprentis	38
1. Les établissements de formation par apprentissage (centres de formation d'apprentis - CFA).....	39
1.1 La moitié des organismes gestionnaires de CFA sont privés	39
1.2 En moyenne, quatre sites de formation par CFA	39
2. Les ressources globales des CFA.....	40
2.1 En 2012, les ressources des CFA ont augmenté	41
2.2 Les ressources sont principalement destinées au financement pédagogique.....	42
2.3 Les Régions sont les premiers financeurs de l'offre de formation (44%)	43
2.4 La taxe d'apprentissage versée par les entreprises aux CFA représente 36% des ressources de leurs ressources.....	43
2.5 D'autres contributions se retrouvent dans les comptes des CFA	44

3. Le financement du fonctionnement pédagogique pour les deux principaux financeurs	44
.....	
3.1 Les contributions des deux principaux financeurs (Régions et entreprises) se complètent	45
3.2 Pour le financement de la pédagogie, les ressources par apprenti dont disposent les CFA pour le fonctionnement pédagogique varient selon les territoires régionaux	46
4. Les dépenses des CFA	48
4.1 86 % des dépenses des CFA sont des charges pédagogiques	48
4.2 Les frais de personnel constituent près des deux-tiers des charges d'exploitation	50
5. Les investissements des CFA	52
6. Les aides aux jeunes	53
6.1 Les frais de transport, hébergement, restauration (THR) ne transitent pas toujours par les comptes des CFA	53
6.2 Les Régions accordent des aides aux apprentis, au-delà du THR	54
Annexe 1 : Comptes en T des acteurs de l'apprentissage	56
Annexe 2 : Tableaux régionaux	63

Partie I : Les effectifs d'apprentis

Les données présentées dans cette partie sont issues de l'enquête SIFA et établies avec la collaboration de la Direction de l'évaluation, de la perspective et de la performance (DEPP) du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche¹.

Son exploitation permet de connaître les effectifs de pré-apprentis et d'apprentis inscrits dans les CFA au 31/12 de chaque année, par sexe, spécialité et niveau de formation.

Les effectifs annualisés (ou pondérés) sont calculés en prenant en compte 60% des effectifs de l'année scolaire N-1 et 40% des effectifs de l'année scolaire N. Ce calcul permet une analyse financière des coûts rapportés aux effectifs présents dans l'année.

Evolution des effectifs d'apprentis au 31 décembre et annualisé									
		31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	Evolution 2007-2012	Evolution 2011-2012
Nombre d'apprentis		425 162	427 650	424 742	426 280	436 334	438 143	3%	0%
<i>Nombre d'apprentis annualisé</i>	<i>414 734</i>	<i>426 199</i>	<i>426 523</i>	<i>425 428</i>	<i>430 302</i>	<i>437 058</i>		5%	2%

1. Stabilisation globale des effectifs avec des évolutions variables selon les régions

De 2008 à 2010, le nombre d'apprentis au 31 décembre est resté quasiment stable après de fortes augmentations de 2004 à 2007 où il était passé de 369.000 à 425.000 (+15%) ; il a légèrement augmenté (2%) en 2011 pour se stabiliser à nouveau en 2012.

Du point de vue des effectifs, la France métropolitaine représente 98,1 % des apprentis au 31 décembre 2012, les départements d'Outre mer représente donc 1,9 %.

A noter cette année, l'entrée de Mayotte dans le champ de l'enquête.

Quatre régions (Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Pays de la Loire) concentrent à elles seules 42,8 % des effectifs d'apprentis. Près d'un apprenti sur cinq est formé dans la région Ile-de-France (19,1 %).

Bien que la tendance nationale soit à la stagnation de l'effectif global d'apprentis, les évolutions sont différentes selon les régions. En 2012, Nord-Pas de Calais, Midi-Pyrénées, la Corse, le Limousin et Languedoc-Roussillon connaissent une croissance de leurs effectifs comprise entre 2,1 % et 3,4 %. Les plus fortes hausses sont pour les DOM : la Martinique (5

¹ Certaines données et analyses sont reprises d'après le RERS (Répertoire et références statistiques) du ministère du MENESR

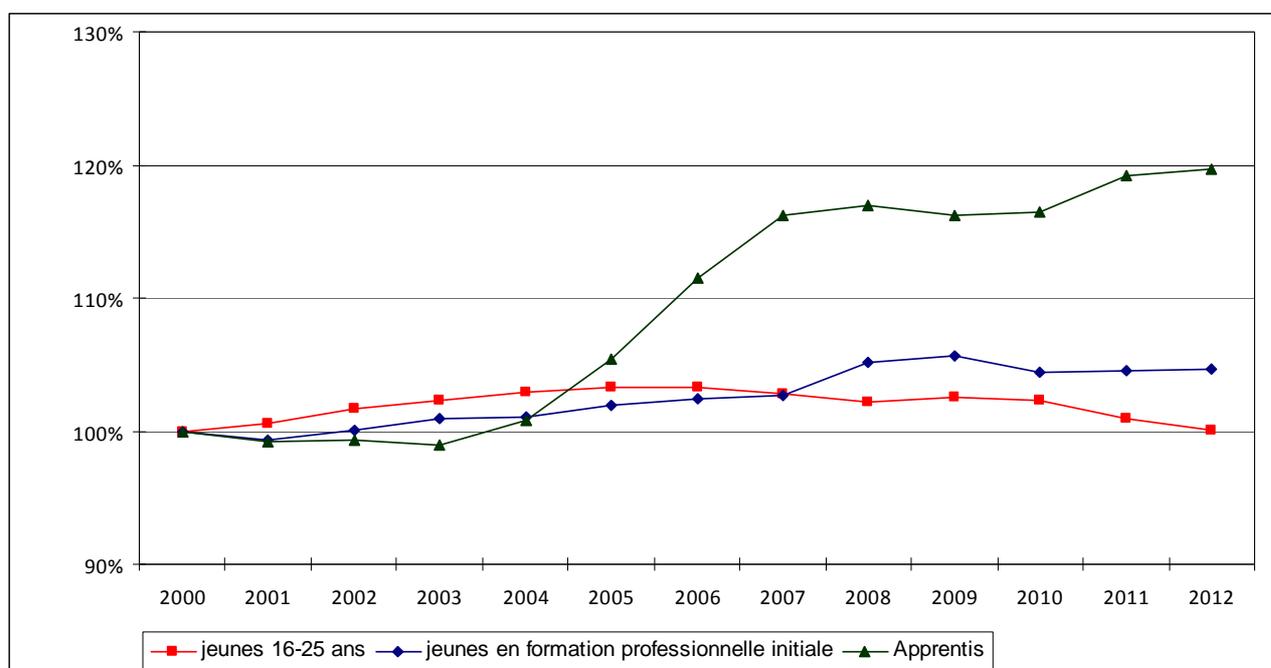
%), La Réunion (7%), la Guadeloupe (17%) et la Guyane (51%). À l'inverse, la Bourgogne, PACA et la Picardie perdent des apprentis, avec des baisses comprises entre 3,9% et 2,5%.

2. La part de l'apprentissage parmi les jeunes de 16 à 25 ans en hausse dans un contexte démographique à la baisse

En France métropolitaine, le contexte démographique est à la baisse du nombre de jeunes de 16 à 25 ans : de 8.144.000 en 2004, ils ne sont plus que 7.919.000 en 2012 soit une baisse de 3%.

Dans le même temps, les jeunes en formation professionnelle initiale passent de 2.100.000 à 2.176.000 soit une augmentation de 4%, le nombre de jeunes en apprentissage passant de 369.000 à 438.000 (+19%).

Evolution du nombre de jeunes âgés de 16 à 25 ans, des jeunes en formation professionnelle initiale et des apprentis entre 2000 et 2012



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MEN DEPPA1
Base 100 en 2000

Ainsi, la part des jeunes en formation professionnelle initiale passe en moyenne de 17,6% en 2004 à 19,9% en 2007 et 20,1% en 2012. Dans le même temps, la part des apprentis passe de 4,5% à 5,2% puis à 5,5% liés au développement de l'apprentissage dans le supérieur, pour les âges supérieurs à 19 ans.

Evolution des effectifs d'apprentis et comparaison avec les effectifs jeunes						
	31/12/2004	31/12/2007	31/12/2011	31/12/2012	Evolution 2011/2012	Evolution 2004/2012
Apprentis	368 988	425 162	436 334	438 058	0%	16%
Apprentis et pré apprentis	378 759	433 709	443 253	443 877	0%	15%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	1 730 787	1 710 551	1 735 775	1 737 412	0%	0%
Jeunes en formation professionnelle initiale	2 099 775	2 135 713	2 172 109	2 175 555	0%	3%
Jeunes âgés de 16 à 25 ans	8 144 598	8 131 163	7 987 555	7 918 932	-1%	-3%
Poids des apprentis dans la formation professionnelle initiale	17,6%	19,9%	20,1%	20,1%		
Poids des apprentis parmi les jeunes de 16 à 25 ans	4,5%	5,2%	5,5%	5,5%		

Note : L'évolution de l'apprentissage est appréhendée par son taux de pénétration dans la classe d'âge des 16 à 25 ans et par sa place dans le dispositif de formation professionnelle initiale².

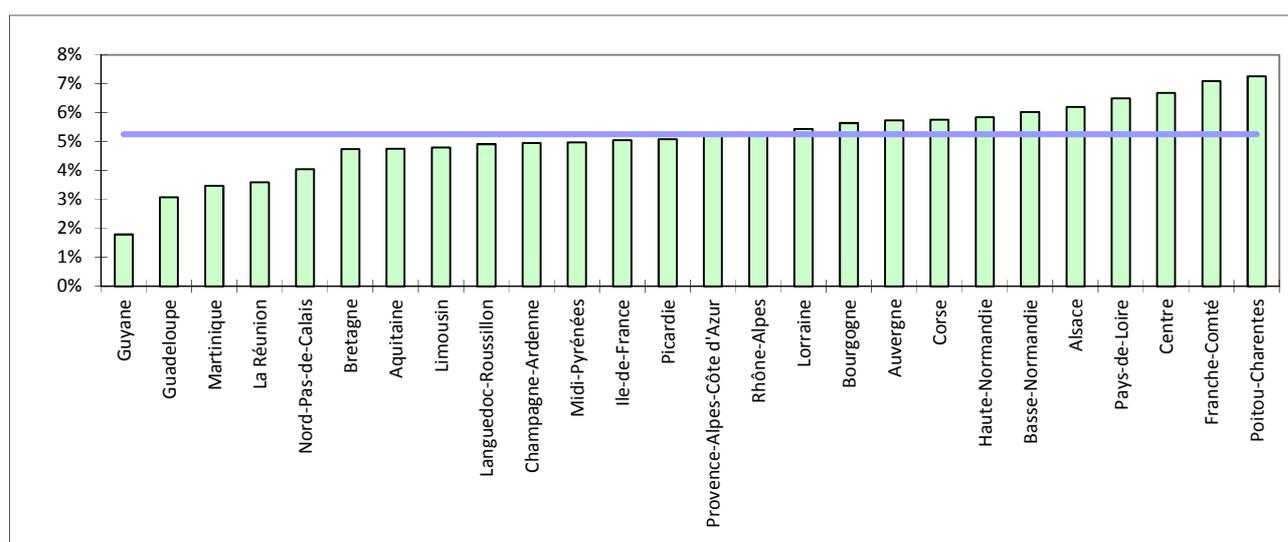
On constate toutefois un écart important entre les régions, la part des apprentis parmi les 16-25 ans variant de 4,1% à 7,3 % au 31 décembre 2012 en France métropolitaine. Les DOM ont les taux les plus faibles, compris entre 1,8 et 3,6 %.

C'est dans les régions Poitou-Charentes (7,3 %) et Franche-Comté (7,1%) que l'on rencontre la proportion la plus élevée d'apprentis parmi les jeunes.

Ces régions sont suivies de près par la région Centre (6,7 %) et les Pays de la Loire (6,5 %).

Les régions Picardie, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-D'azur et Lorraine se situent à un niveau proche de la moyenne nationale (5,2 %), douze régions métropolitaines sont au-dessus, dix en dessous.

Part des apprentis parmi les jeunes âgés de 16 à 25 ans en 2012



Source : SIFA au 31/12/2012, MEN DEPPA1

² La formation professionnelle initiale recouvre les jeunes sous statut scolaire et les apprentis

3. Une concentration des apprentis dans le domaine de la production

59 % des apprentis préparent un diplôme ou un titre dans le domaine de la production³ en 2012 contre 40,3 % dans le domaine des services et seulement 0,7 % dans les domaines dits disciplinaires (sciences, lettres, art).

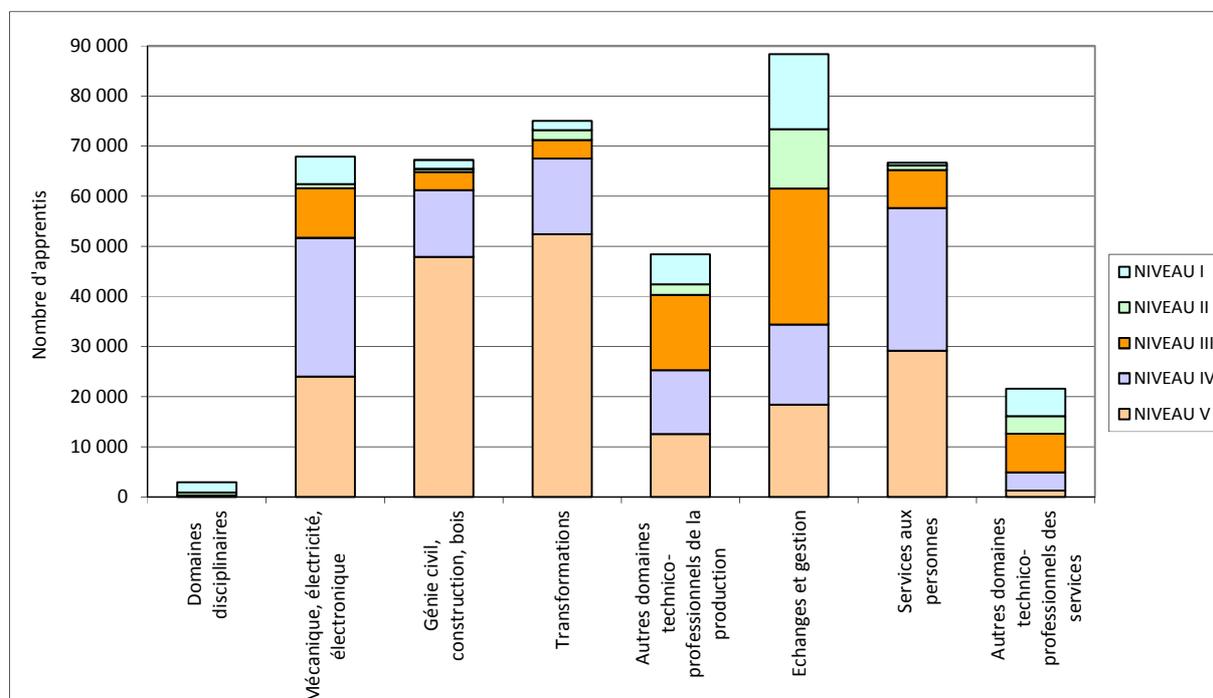
Il y a un contraste entre les premiers niveaux de qualification (IV et V), relevant majoritairement des domaines de la production (68 %), et le supérieur (niveaux I, II, et III), relevant majoritairement de ceux des services (58,8 %).

Au niveau V, près de trois apprentis sur quatre préparent leur diplôme dans les domaines de la production. Les effectifs les plus importants se concentrent dans les spécialités du génie civil et de la construction, et dans celles des transformations.

Les domaines de la production concentrent également un grand nombre d'apprentis en formation de niveau IV (58,8 %).

Les apprentis suivant une formation de l'enseignement supérieur relèvent majoritairement des domaines des services (56,6 % pour le niveau III, 72,8 % pour le niveau II et 55 % pour le niveau I) et plus particulièrement dans celui des échanges et gestion (respectivement 36,2 %, 53,2 % et 39,2 %).

**Répartition des apprentis par niveau
et par spécialité de formation au 31/12/2012**



Source : SIFA au 31/12/2012, MEN DEPPA1

³ S'agissant de jeunes inscrits en formation dans les CFA, c'est la nomenclature des spécialités de formation (NSF) du Conseil national de l'information statistique qui a été retenue ici pour ventiler les effectifs.

4. L'apprentissage, une voie de formation majoritairement masculine

Tous niveaux confondus, les filles sont toujours minoritaires dans l'apprentissage (32,2 %).

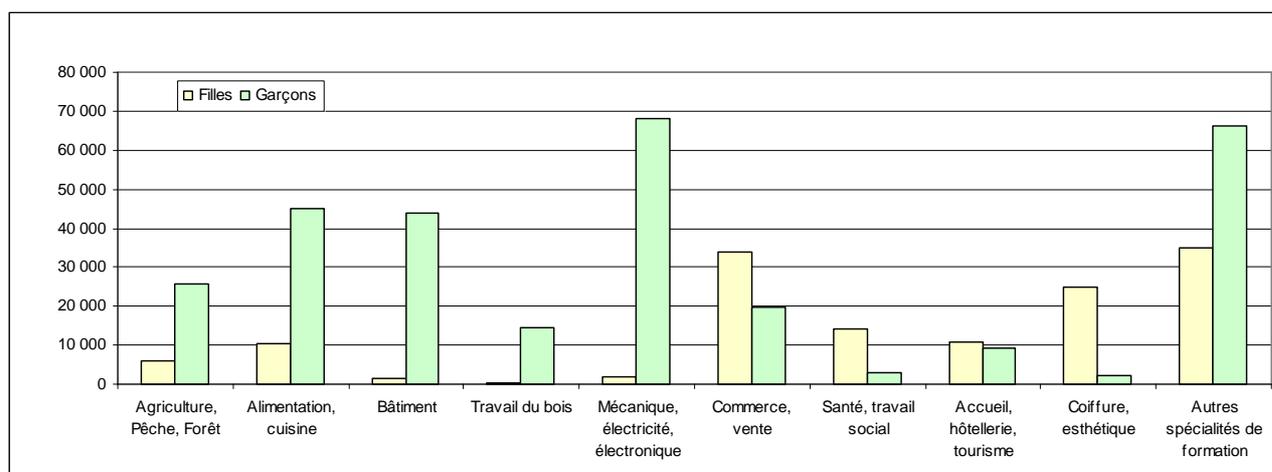
La féminisation des effectifs ne progresse que lentement : entre 2007 et 2012, la part des filles en apprentissage a gagné 1,7 point passant de 30,5 % à 32,2 %.

Huit régions accueillent une part de jeunes apprenties, supérieure ou égale à la moyenne nationale ; les taux les plus élevés se rencontrent en Ile-de-France (39,9 %), en Guyane (37,5%), en Guadeloupe (36,2 %), en Corse (35%), en Alsace (34,3 %), dans la région Centre (34 %) et en Martinique (33,3%).

A l'inverse, la Picardie, la Bourgogne, l'Auvergne et Champagne-Ardenne affichent les taux de féminisation les plus faibles (respectivement 25,2%, 26,8 %, 27 % et 27,4 % de filles).

Les domaines de la production sont à dominante fortement masculine (89,6 % sont des garçons). Les filles sont majoritaires en revanche dans les formations relevant des domaines « Services aux personnes » (77,3 %), « Matériaux souples » (70,6 %) et « Échanges et gestion » (59,4 %).

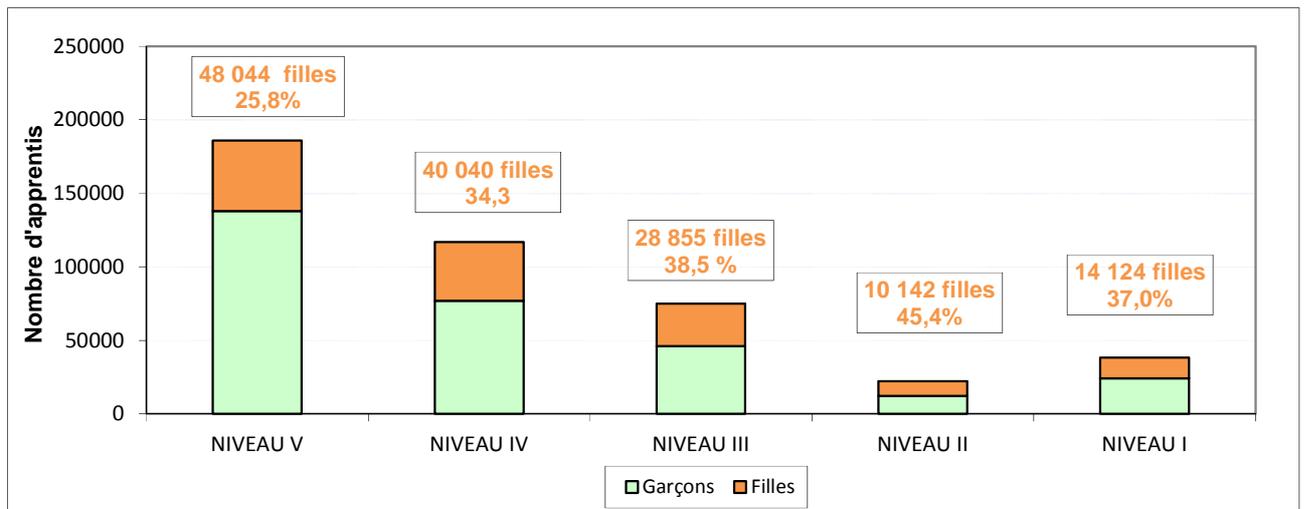
Nombre d'apprentis selon la spécialité de formation et le sexe en 2011 (2012 non disponible)



Source : SIFA au 31/12/2011, MEN DEPPA1

La part des filles reste la plus élevée au niveau II, mais augmente au niveau I (37,0 % en 2012-2013 contre 36,1 % en 2011-2012). Plus globalement, la part des filles à chaque niveau est liée à l'importance de l'offre de formation dans les spécialités des services.

Répartition des apprentis par sexe et niveau de formation en 2012



Source : SIFA au 31/12/2012, MENESR DEPPA1

5. Une baisse des effectifs des niveaux V et IV malgré la permanence d'un socle important d'apprentis sur ces niveaux

Les niveaux V et IV concentrent à eux seuls 69 % des effectifs d'apprentis au 31 décembre 2012, soit 302.772 apprentis en baisse constante depuis 2007.

Le niveau V accueille près d'un apprenti sur deux (42,4 %) et 94% des jeunes de ce niveau préparent un CAP. Le niveau IV forme 26,7 % des apprentis, répartis entre le baccalauréat professionnel (62 900 apprentis) et le brevet professionnel (44 800)..

La rénovation de la voie professionnelle, mise en place à la rentrée 2009 pour l'apprentissage, a supprimé le BEP (niveau V) au profit du baccalauréat professionnel en 3 ans (niveau IV).

En 2012, l'impact de cette réforme est perceptible :

- le niveau V est en recul de 1,9 % lié à la disparition des apprentis préparant un BEP, mais aussi à une baisse de ceux préparant un CAP.
- pour la première fois, le niveau IV décroît également (-5,6 %) avec une baisse des apprentis en baccalauréat professionnel et en brevet professionnel (respectivement - 8,4 % et - 3,2 % par rapport à l'année précédente).

6. Une augmentation régulière des niveaux supérieurs permettant à l'effectif total de ne pas baisser

L'élévation souhaitée des niveaux de compétence des apprentis, associée à la mise en place de filières de formation en apprentissage (du CAP à l'ingénieur) dans certaines régions,

conduit à une hausse régulière des effectifs des niveaux III, II, I qui passent de 63.000 en 2004 à 90.000 en 2007 et 135.000 en 2012. L'accélération est sensible ces deux dernières années avec une augmentation de 9% en 2011 et de nouveau en 2012.

Evolution comparée des niveaux bac et infra bac, et des niveaux supérieurs

Effectifs apprentis	31/12/2004	31/12/2007	31/12/2011	31/12/2012	Evolution 2007/2012	Evolution 2011/2012
Niveaux V IV	305 897	335 047	313 448	302 772	-11%	-4%
Niveaux III II I	63 091	90 115	122 886	135 371	33%	9%
TOTAL	368 988	425 162	436 334	438 143	3%	0%
Part des niveaux supérieurs	17%	21%	28%	31%		

Cette évolution s'explique notamment par le développement important des licences professionnelles (niveau II) et masters professionnels (niveau I) préparés par la voie de l'apprentissage.

Le niveau III représente 55,3 % des apprentis du supérieur, le niveau II, 16,5 % et le niveau I, 28,2 %.

Tous les niveaux enregistrent une augmentation par rapport à 2011 : 11,4 % pour le niveau III, 2,6 % pour le niveau II et 12,5 % pour le niveau I.

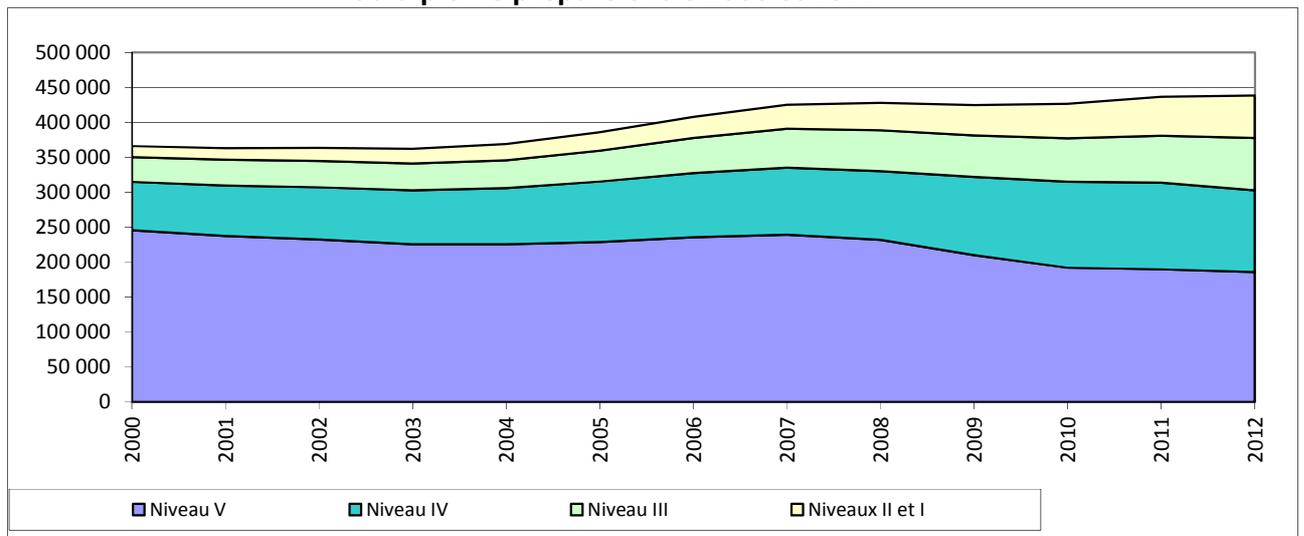
Le BTS occupe toujours une place prépondérante, puisqu'il regroupe 45,6 % des apprentis du supérieur. Les effectifs d'apprentis en BTS continuent leur progression entamée en 2011 (+ 12 % par rapport à 2011) après une période de stagnation entre 2008 et 2010. Les effectifs d'apprentis préparant un DUT augmentent (+ 2,7 %) et atteignent 5 900 jeunes en 2012. Quant aux effectifs d'apprentis préparant une licence ou un master professionnels, ils sont toujours en progression.

15 900 apprentis préparent un diplôme d'ingénieur (contre 14 100 l'an passé).

Au 31 décembre 2012, on compte 31 600 apprentis inscrits à l'université, soit 2,3% de l'ensemble du 1,4 million d'étudiants inscrit dans les universités.

Les étudiants issus des universités représentent environ 25% de l'ensemble des étudiants en apprentissage dans le supérieur et 7 % de l'ensemble des apprentis, tous niveaux confondus.

Répartition des apprentis selon le niveau du diplôme préparé entre 2000 et 2012



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MEN DEPPAI

En Ile-de-France, plus de la moitié des apprentis sont inscrits en niveau supérieur. En deuxième place, la région Nord-Pas de Calais suit de très loin avec seulement 33%. La plupart des régions se situent entre 30 et 40% d'apprentis aux niveaux III, II et I. L'Auvergne, la Basse-Normandie, la Bourgogne et le Limousin sont les régions où l'apprentissage est le moins développé dans le supérieur avec des taux inférieurs ou égaux à 20%.

7. Une insertion professionnelle favorisée pour les apprentis⁴

65 % des apprentis sont en emploi sept mois après leur sortie d'apprentissage en juin 2012. La situation d'emploi est un peu moins favorable que celle observée l'année précédente.

Le niveau d'études et le diplôme restent déterminants pour l'entrée dans le monde du travail : plus les jeunes sont diplômés, plus ils ont de chances de trouver un emploi.

Ainsi les diplômés de niveau CAP ou BEP ont un taux d'emploi de 50 % ; ce taux atteint plus de 70 % pour les titulaires du baccalauréat et près de 80 % pour les diplômés d'un BTS ou de niveaux I ou II.

Un peu plus d'un jeune sur deux (55 %) sortant d'apprentissage sans diplôme ou possédant uniquement le brevet des collèges, est au chômage.

Le taux d'emploi varie substantiellement d'une région à l'autre. Ces différences sont à relier au niveau d'études des jeunes sortants, qui diffère d'une région à l'autre, mais aussi au contexte économique local, facteur déterminant de l'insertion professionnelle des jeunes.

Ainsi la part des jeunes en emploi quelques mois après la fin des études en CFA en 2012 dépasse 70 % en Ile-de-France, Bretagne, Pays-de-la-Loire et Rhône-Alpes.

⁴ Note d'information 04 de mars 2014 - DEPP

Partie II : Vue d'ensemble sur le financement de l'apprentissage

Les apprentis, les CFA (offre de formation) et les employeurs d'apprentis sont les trois bénéficiaires des contributions accordées à l'apprentissage par les trois contributeurs principaux que sont les Régions, les entreprises et l'Etat.

Après près d'une décennie de croissance, le financement final⁵ de l'apprentissage se stabilise à 8,2 milliards d'euros en 2012 après avoir régulièrement augmenté depuis près d'une dizaine d'années.

Le niveau reste très au-delà de celui des années 2008 (7 milliards en 2008) et surtout 2004 (autour de 5 milliards d'euros).

Si l'on ne tient pas compte des rémunérations des apprentis soit 2,6 milliards d'euros⁶ (champ du compte formation professionnelle de la DARES), le financement de l'apprentissage se monte à **5,6 milliards d'euros** en 2012.

1. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des bénéficiaires

Les bénéficiaires reçoivent des contributions de natures différentes :

- les apprentis perçoivent la rémunération de leur travail et bénéficient d'exonérations d'impôt sur le revenu ;
- les CFA sont financés principalement par des subventions des conseils régionaux et des fonds des entreprises ;
- enfin les employeurs d'apprentis bénéficient d'exonérations de charges sociales sur le salaire des apprentis, d'un crédit d'impôt ; des primes versées par le conseil régional leur sont également attribuées.

1.1 Les CFA reçoivent 3 milliards d'euros (37% du financement)

Les ressources des CFA⁷ leur proviennent en grande partie des conseils régionaux (par des subventions de fonctionnement et d'investissement) et des entreprises (principalement par la taxe d'apprentissage).

Après une quasi stabilisation des ressources des CFA autour de 2,8 milliards d'euros entre 2009 et 2010 à 2,8 milliards d'euros, les ressources des CFA repartent à la hausse atteignant 3 milliards d'euros en 2012.

Cependant, la part qui leur revient (38%) reste plus faible qu'en 2004 où elle était de 41%.

⁵ Le financement de l'apprentissage ne correspond pas à l'addition des flux car une telle addition comporterait des doubles emplois. C'est pourquoi le financement de l'apprentissage est appréhendé sous l'angle des contributeurs et des bénéficiaires « finaux ». Les comptes en T (en annexe 2 permettent de recenser l'ensemble des flux).

⁶ Les primes aux employeurs sont déduites de la rémunération versée aux apprentis.

⁷ Les **comptes financiers des organismes de formation (CFA, SA)** sont exploités par les conseils régionaux et transmis depuis 2006 (données 2004) au CNFPTLV qui les agrège et les consolide ; cette source est intitulée « remontées CNFPTLV ».

L'analyse détaillée du financement de l'offre de formation figure en partie III de ce rapport.

Ressources des CFA en 2012

en millions d'euros

Subvention des Régions aux CFA régionaux (y compris investissements)	1 248
Participation des Régions aux frais de Transport, d'Hébergement et de Restauration (THR) *	82
Concours des entreprises Taxe d'apprentissage reçue**	861
Concours des entreprises ** Fonds mutualisés de la professionnalisation, taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP)	207
Contribution des organismes gestionnaires	107
Participation des familles aux frais de Transport, d'Hébergement et de restauration (THR)	55
Subvention des Ministères aux CFA à recrutement national et autres ressources provenant de l'Etat	15
Autres collectivités	48
Ventes et prestations	93
Recettes de contrepartie	173
Autres ressources ***	108
Total	2 997

Source : comptes financiers des CFA - remontée CNFPTLV

* Il s'agit ici de la partie des fonds du THR pour les apprentis qui transite par les CFA (une partie des fonds du THR est versé directement aux apprentis par les conseils régionaux) ; ces fonds contribuent également à l'activité des CFA lorsqu'ils gèrent des structures d'hébergement et/ou de restauration

** Les sources des contributeurs donnent des répartitions sensiblement différentes ; on peut attribuer ces différences à une difficulté d'identification de l'origine exacte (taxe d'apprentissage ou autres concours des entreprises) dans les comptes des CFA.

*** Les principaux postes des autres ressources sont des quotes-parts de subventions virées au compte de résultat, des ventes et prestations de services, des contributions d'autres collectivités

1.2 Les employeurs d'apprentis bénéficient de 1,6 milliard d'euros (20%)

Les employeurs d'apprentis (en majorité des entreprises) bénéficient de la part de l'Etat :

- d'exonérations de cotisations sociales patronales sur le salaire versé à leurs apprentis pour un montant de 1,1 milliard d'euros en 2012, en baisse par rapport aux années précédentes^{8,9}.
- d'un crédit d'impôt sur les sociétés (dit crédit d'impôt apprentissage) et qui se monte à 500 millions d'euros en 2012 et dont le montant a quasiment doublé depuis sa création en 2005.

Au total, les employeurs d'apprentis subissent une baisse de 16% de leurs ressources en 2012 après une hausse importante (33%) entre 2008 et 2009.

Les entreprises employeurs reçoivent par ailleurs une indemnité compensatrice forfaitaire (également appelée prime) versée et modulée par les Régions selon les actions qu'elles mènent. Le montant versé baisse régulièrement depuis 2009 passant de 628 millions d'euros en 2009 à 550 millions d'euros en 2012.

Afin d'éviter les double-comptes et afin de mieux mesurer les dépenses liées à la politique publique d'apprentissage des Régions, il a été choisi de porter l'indemnité compensatrice forfaitaire (ICF) ou prime aux employeurs :

- côté bénéficiaires, au bénéfice des apprentis (incluse dans les rémunérations qui leur sont versées par leurs employeurs),
- côté contributeurs, en tant que contribution des Régions.

Ressources des employeurs d'apprentis en 2012

	en millions d'euros	
Crédit d'impôt apprentissage	500	Loi de finances
Exonération de charges salariales et patronales sur le revenu de l'apprenti	1 109	Loi de finances
Bonus apprentissage	4	
Total	1 613	

Source : Loi de finances

Notes :

- Les employeurs d'apprentis sont considérés comme bénéficiaires, mais ils sont à la fois bénéficiaires et contributeurs ; les éléments ci-dessus représentent une moindre charge imputable sur leur rôle de contributeurs (pour les rémunérations) ; voir les comptes en T en annexe de ce rapport.
- le compte des employeurs d'apprentis est incomplet du fait de manques d'informations concernant :
 - en ressources, la production des apprentis,
 - en charges, le tutorat et autres dépenses liées à l'emploi des apprentis.

⁸ La baisse est principalement due à un réajustement budgétaire lié au remboursement de l'Etat aux caisses de sécurité sociale.

⁹ Les données ne nous permettent pas de distinguer entre les cotisations patronales et les cotisations salariales qui sont ici entièrement affectées aux employeurs.

1.3 Les apprentis et leurs familles bénéficient de 3,5 milliards d'euros (43%)

Les apprentis reçoivent la rémunération de leur travail. Le total des rémunérations reçues en 2012 se montent à près de 3,2 milliards d'euros en hausse constante (9% en 2012) probablement en raison de l'augmentation régulière de l'âge des apprentis et de niveaux d'études¹⁰.

Les ménages concernés bénéficient en outre d'une exonération de l'impôt sur le revenu pour le salaire des apprentis. Cette exonération représente 290 millions d'euros en 2012.

Les apprentis bénéficient également d'aides qui leur sont attribuées par les Conseils régionaux : aides directes au THR versées sans l'intermédiation des CFA, aides au permis de conduire, à la mobilité, fonds social d'urgence, etc. Ces aides représentent 45 millions d'euros en 2012.

Ressources des apprentis en 2012

	en millions d'euros	Sources
Rémunérations des apprentis *	3 170	DARES
Crédit d'impôt sur le revenu de l'apprenti	290	Loi de finances
Aides directes des Conseils régionaux	45	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
TOTAL	3 505	

Les apprentis reçoivent également des aides par l'intermédiaire des CFA (cf Partie III du rapport). Selon les politiques, les Conseils régionaux versent les aides au THR soit par l'intermédiaire des CFA, soit directement aux apprentis.

1.4. Synthèse des bénéficiaires du financement de l'apprentissage

La stagnation des ressources des bénéficiaires de l'apprentissage (légère baisse de 0,5%) est la résultante d'un double effet : la diminution de 16% des aides aux employeurs qui avaient marqué un pic entre 2009 et 2011 et concomitamment l'augmentation de 8% de la rémunération accordée aux apprentis.

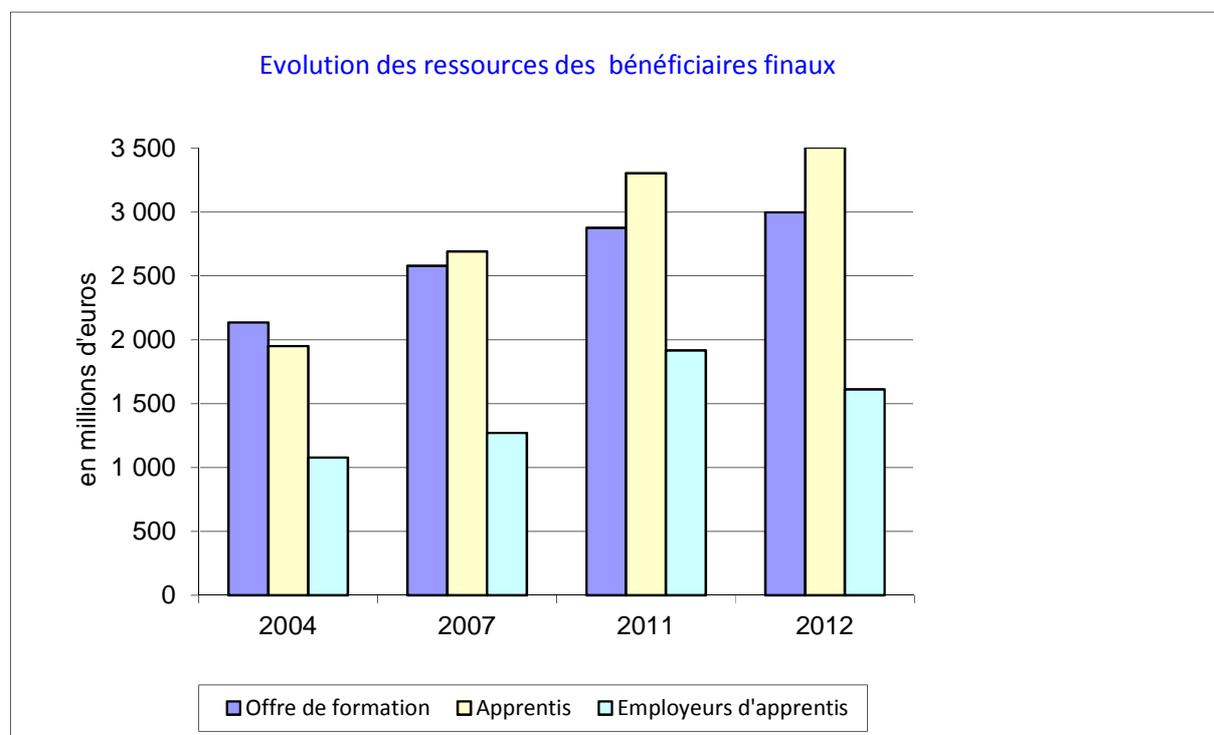
De leurs côtés, les ressources des CFA continuent d'augmenter de quelques pourcents par an, mais leur part dans l'ensemble du financement final a baissé de 41% à 37% au profit de celle des apprentis.

¹⁰ La rémunération légale des apprentis est fonction de l'âge et de l'année d'études

Tableau de synthèse des ressources des bénéficiaires

en millions d'euros

Bénéficiaires finaux	2004	2007	2011	2012	Evolution 2011/2012	Evolution 2004/2012
Offre de formation	2 135 41%	2 578	2 875	2 997 37%	4%	40%
Apprentis	1 950 38%	2 690	3 305	3 505 43%	6%	80%
Employeurs d'apprentis	1 078 21%	1 270	1 915	1 613 20%	-16%	50%
Autres		84	120	60		
Total bénéficiaires	5 163	6 622	8 215	8 175	-0,5%	58%



2. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs

En miroir des bénéficiaires, les financeurs finaux de l'apprentissage consacrent donc 8,2 milliards d'euros au financement de l'apprentissage dont 3,3 milliards d'euros soit 41% proviennent des entreprises (entreprises assujetties et employeurs), 2,1 milliards d'euros de l'Etat (27%) et 2 milliards d'euros (24%) des Régions.

Hors des rémunérations des apprentis, le financement de l'apprentissage se monte à **5,6 milliards d'euros** en 2012 avec une répartition de l'effort ainsi ventilé : 36% provenant de l'Etat, 35% des Régions et 19% des entreprises.

Chaque contributeur finance selon des modalités différentes :

- Les entreprises versent la taxe d'apprentissage aux CFA mais aussi d'autres contributions des branches dont elles relèvent. Celles qui emploient des apprentis leur versent des rémunérations.
- L'Etat intervient principalement auprès des employeurs sous forme de dépenses fiscales et sociales (exonérations de cotisations ou d'impôts).
- Les Régions apportent des subventions aux CFA. Elles versent également des primes aux employeurs d'apprentis et des aides aux apprentis.

2.1 Les entreprises versent 3,7 milliards d'euros à l'offre de formation (13% du financement) et aux apprentis (32%)¹¹

On distingue les entreprises dites « assujetties » des entreprises employeurs d'apprentis, dont le champ ne se recoupe que partiellement¹².

Les entreprises « assujetties » versent, par l'intermédiaire des OCTA, la taxe d'apprentissage sous forme de concours financiers aux CFA : concours obligatoires pour les employeurs d'apprentis, affectation libre pour les autres.

De plus, les branches professionnelles peuvent prévoir, par voie conventionnelle et selon des pourcentages qu'elles déterminent, l'affectation de fonds mutualisés au financement de l'apprentissage. Ainsi les entreprises versent également aux CFA, par l'intermédiaire des

¹¹ Si l'on s'intéresse aux flux intermédiaires, la contribution des entreprises est bien supérieure, puisqu'elle comporte également la contribution au développement de l'apprentissage (CDA) et le financement du fonds national de modernisation de l'apprentissage (FNDMA) versés à l'Etat pour transfert aux Régions. De plus, depuis la loi de finances rectificatives du 29 juillet 2011, une contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) est versée par les entreprises ne respectant pas le quota d'alternants (malus). Ces flux figurent en pointillés sur le schéma global du financement de l'apprentissage et sont repris dans les comptes en T (en annexe 1).

¹² Toutes les entreprises ne sont pas assujetties à la taxe d'apprentissage (très petites entreprises qui emploient un apprenti mais dont la masse salariale est inférieure à 6 SMIC, secteurs public, associatif, agricole en grande partie,...). Par ailleurs, les entreprises qui emploient des apprentis sont également bénéficiaires d'exonérations de cotisations salariales et patronales au titre de l'apprentissage.

OPCA, des sommes issues des fonds mutualisés de la professionnalisation pour 120 millions d'euros. S'ajoutent des taxes fiscales collectées dans les secteurs de la réparation automobile (ANFA) et du transport-logistique (AFT) ainsi que la cotisation professionnelle, du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP), soit 87 millions d'euros pour ces trois branches.

En 2012, **les contributions des entreprises aux CFA** se montent à 1,1 milliard d'euros. Le financement par la taxe d'apprentissage qui avait baissé de 5% en 2010 à 800 millions d'euros remonte en 2011 et surtout en 2012 pour atteindre 861 millions d'euros. Les autres fonds attribués aux CFA par les branches, restent stables.

Contribution des entreprises en 2012

Taxe d'apprentissage *	861	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Fonds mutualisés de la professionnalisation	207	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Taxe fiscale (secteurs du transport routier et de la réparation automobile)		
Cotisation professionnelle (secteur du bâtiment)		
Total	1 068	

* Taxe consommée : 861M€, Taxe reçue : 873 M€ / Selon Pactole : 810M€

Remarque : les sources des contributeurs (fonds mutualisés et taxes) donnent des répartitions sensiblement différentes ; on peut attribuer ces différences à une sous-estimation dans la source DGEFP d'une part, et d'autre part à une difficulté d'identification de l'origine exacte (taxe d'apprentissage ou autres concours des entreprises) dans les comptes des CFA.

Les employeurs des apprentis qui pour la plupart sont des entreprises versent des salaires aux apprentis en contrepartie de leur travail.

Les entreprises supportent des coûts qui ne sont pas quantifiables, liés notamment au tutorat voire dans certains contextes à l'aménagement du poste de travail.

Le total des rémunérations versées en 2012 se monte à 2,6 milliards d'euros¹³ (hors primes aux employeurs).

¹³ Afin d'éviter les double-comptes et afin de mieux mesurer les dépenses liées à la politique publique d'apprentissage des Régions, il a été choisi de porter l'indemnité compensatrice forfaitaire (ICF) ou prime aux employeurs :

- côté bénéficiaires, au bénéfice des apprentis (incluse dans les rémunérations qui leur sont versées par leurs employeurs),
- côté contributeurs, en tant que contribution des Régions et donc déduites de la rémunération versée aux apprentis par leurs employeurs.

Contribution des employeurs en 2012

Rémunérations des apprentis *	2 620
-------------------------------	-------

Source DARES (d'après DADS)

* Les primes aux employeurs versées par les Régions soit 550 M€, sont ici déduites de la rémunération versée par les employeurs.

Au total, comme le montrent les comptes dits en T¹⁴ (cf annexe 1), les employeurs d'apprentis contribuent à hauteur de 1 milliard d'euros au financement de l'apprentissage ; ils dépensent 3.170 millions en rémunérations et perçoivent 2.159 millions en aides. Ainsi le coût du travail des apprentis est allégé des deux-tiers.

S'ajoute les contributions des entreprises qu'elles soient employeurs ou non, qui contribuent notamment par la taxe d'apprentissage pour un montant également d'environ un milliard d'euros.

2.2 Les Régions contribuent pour 2 milliards d'euros (soit 24% du financement de l'apprentissage)

Les Régions contribuent de plusieurs manières :

- par des subventions à l'offre de formation (CFA) pour un montant d'1,1 milliard d'euros dont 1 milliard pour le fonctionnement et un peu plus de 100 millions d'euros pour la part de l'investissement passant par les comptes des CFA¹⁵.
- par des aides directes ou indirectes (via les CFA) aux apprentis pour le transport, l'hébergement et la restauration (THR), aides à la mobilité européenne, au premier équipement des jeunes, etc. pour un peu moins de 100 millions d'euros.
- par le versement d'indemnités compensatrices forfaitaires (dites primes) aux employeurs d'apprentis dont les Régions ont la pleine et entière responsabilité. En 2012, des primes ont été versées pour un montant de 550 millions d'euros.
- selon les Régions, d'autres aides non reprises dans les comptes des CFA, pour un montant d'environ 55 millions d'euros, sont attribuées aux employeurs (aide au tutorat par exemple) ou à des actions de promotion de l'apprentissage comme les Olympiades des métiers, mais aussi l'animation et l'accompagnement, la formation de formateurs, etc.

¹⁴ Les comptes en T reflètent l'ensemble des ressources et des dépenses des acteurs (flux intermédiaires compris)

¹⁵ Les comptes des CFA ne retracent que partiellement les investissements. En effet, la gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...). Les chiffres présentés ne donnent donc qu'un aperçu partiel du financement des investissements dans les CFA.

Le financement provenant des **Régions** a augmenté de 50% entre 2004 et 2009 pour se stabiliser à près de 2 milliards d'euros depuis.

Contribution des Régions en 2012

en millions d'euros		Sources
Financement du fonctionnement des CFA régionaux (hors THR)	1 124	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Financement de l'investissement des CFA *	124	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Participation des Régions aux frais de THR **	82	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Aides directes des Régions aux apprentis ou leur famille (THR, mobilité, équipement ...)	45	Remontées CNFPTLV
Indemnités compensatrices forfaitaires (ICF) aux employeurs d'apprentis	550	Comptes administratifs des Régions (DARES)
Autres dépenses des Régions pour l'apprentissage : (formation de formateurs, accompagnement et animations régionales, olympiades des métiers ...)	55	calculé par différence
Total	1 980	Enquête DARES auprès des Conseils régionaux

* partiel : une partie des investissements ne figure pas dans la comptabilité des CFA, mais dans celle des organismes gestionnaires ou de sociétés civiles immobilières

Sur ces 2 milliards d'euros, les Régions reçoivent de l'Etat, 800 millions au titre du transfert de l'ICF (pour verser les primes aux employeurs), 200 millions au titre de la péréquation et 350 millions au titre des COM Etat-Régions (cf annexe 1 : comptes en T) ; le solde de 600 millions provient en partie de la CDA que les Régions peuvent répartir de manière variable entre l'apprentissage et la formation professionnelle.

2.3 L'Etat contribue pour 1,9 milliard d'euros (soit 24 %)

La contribution de l'Etat se fait sous forme de dépenses sociales et fiscales :

- remboursement aux régimes de sécurité sociale, aux caisses complémentaires et à l'UNEDIC des exonérations de cotisations sociales des apprentis et de leurs employeurs
- crédit d'impôt pour les employeurs
- et exonération d'impôt sur le revenu des apprentis.

Les dépenses sociales et fiscales de l'Etat se montent à 1,1 milliard d'euros en régression de 20% en 2012 après s'être maintenues à un niveau élevé depuis 2009. Ce repli est du principalement à un réajustement budgétaire¹⁶.

Le crédit d'impôt en faveur des entreprises employeurs créé en 2005¹⁷ continue à monter en puissance atteignant 500 millions d'euros en 2012 contre 430 en 2010.

Les exonérations d'impôt sur le revenu en faveur des apprentis et de leurs familles continuent de croître régulièrement passant de 175 millions d'euros en 2004 à 265 millions d'euros en 2010 et 290 millions d'euros en 2012 selon le rapport annuel de performances (RAP) annexé à la loi de finances.

A signaler en 2012, le démarrage de l'incitation financière en direction des entreprises respectant les quotas d'alternants (loi « Cherpion » du 28 juillet 2011) connu sous le nom de « bonus alternance », pour un montant de 4,5 millions d'euros.

Contribution de l'Etat en 2012

en millions d'euros		
Exonération de cotisations salariales et patronales sur le salaire de l'apprenti	1 109	RAP 2012
Crédit d'impôt pour les employeurs d'apprentis	500	RAP 2012
Exonération d'impôt sur le revenu du ménage de l'apprenti	290	RAP 2012
Autres dépenses pour l'offre de formation dont subventions aux CFA nationaux	17	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Actions de promotion et de communication	4	RAP 2012
Bonus apprentissage	4	RAP 2012
Total	1 923	

Les comptes en T (cf annexe 1) montrent que les dépenses de l'Etat pour l'apprentissage ne sont couvertes qu'à hauteur d'un cinquième par des fonds fléchés apprentissage (taxe d'apprentissage).

¹⁶ La dépense exécutée sur l'exercice 2012 s'élève à 1 108,5 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, ventilée entre les différents organismes de sécurité sociale. Le niveau des versements tient compte de l'évolution des méthodes de calcul de la compensation (meilleure prise en compte des ruptures de contrats) avec un ajustement au titre des années 2010, 2011 et 2012 (Rapport annuel de performance 2012).

¹⁷ Crédit d'impôt créé pour compenser la mise en place du paiement de la contribution au développement de l'apprentissage (CDA) par les entreprises

2.4 Autres contributeurs

Viennent ensuite d'autres contributeurs finaux dont la participation financière directe est nettement moins importante, malgré leur rôle non négligeable dans le circuit de l'apprentissage.

- Les organismes gestionnaires des centres de formation avec 107 millions d'euros (soit 1,3 %). Les apports des organismes gestionnaires ne sont cependant pas entièrement retracés dans les comptes des CFA, notamment en ce qui concerne les investissements, les mises à disposition totales ou partielles de personnel administratif.
- Les apprentis et leur famille avec 55 millions d'euros (soit 0,7%) dont les frais sont concentrés sur le transport, l'hébergement et la restauration des apprentis. Une partie de cette somme provient d'aides attribuées par les Régions aux apprentis.

2.5 Autres contributions

Les autres contributions se répartissent en plusieurs domaines :

- Ventes de produits fabriqués et prestations de services par les apprentis des CFA : 93 millions d'euros dont commensaux (service de repas pour les personnes extérieures au CFA) : 15 millions
- Contributions d'autres collectivités (départements, communes...) pour 48 millions d'euros
- Contreparties comptables :
 - Quotes-parts de subventions virées au compte de résultat (étalement des immobilisations subventionnées) : 128 millions d'euros,
 - Reprises sur amortissements et provisions : 16 millions d'euros,
 - Transfert de charges : 15 millions,
 - Produits financiers : 8 millions d'euros.

Ainsi le poste « autres ressources » non encore identifiées diminue régulièrement pour ne plus atteindre que 108 millions en 2012 (435 en 2004).

2.6 Synthèse du financement de l'apprentissage

Tableau de synthèse du financement par les contributeurs

en millions d'euros

Contributeurs	2004	2007	2011	2012	Evolution 2011/2012	Evolution 2004/2011
Entreprises assujetties	735 14%	927	1 019	1 068 13%	5%	39%
Entreprises employeurs	1 350 26%	1 852	2 408	2 620 32%	9%	78%
Régions	1 321 26%	1 807	2 010	1 980 24%	-1%	52%
Etat	1 254 24%	1 507	2 205	1 923 24%	-13%	76%
Autres ressources	504 10%	529	571	584 7%	2%	13%
Total contributeurs	5 164	6 622	8 213	8 175	-0,5%	58%

Le financement est en très légère régression en 2012 après plusieurs années de croissance entre 2004 à 2007 et dans une moindre mesure jusqu'à 2011. En huit ans, le financement de l'apprentissage augmente de près de 60%.

Dans le même temps, les effectifs de l'apprentissage ont également beaucoup augmenté jusqu'à 2007, ont stagné de 2008 à 2010 pour croître légèrement à nouveau de 1% en 2011 et 2012 (chiffres annualisés).

Ainsi, globalement, 18.700 euros ont été dépensés en moyenne par apprenti en 2012 dont 12.700 euros hors rémunération des apprentis. Cette dépense, rapportée au nombre d'apprentis, se partage entre ce que coûte un apprenti :

- aux financeurs de l'offre de formation (pédagogie, THR, investissement) : 6.600 euros partagés entre les Régions (2.900 euros) et les entreprises (2.400 euros) plus divers financements (1.300 euros)
- aux pouvoirs publics pour leurs actions en faveur des employeurs et des apprentis : 6.000 euros dont 4.400 euros par l'Etat et 1.600 euros par les Régions
- aux employeurs d'apprentis en termes de rémunération : 6.000 euros.

Lié à l'évolution du financement et à celui du nombre d'apprentis, le coût moyen par apprenti est passé de 14.200 euros en 2004 à 16.000 euros en 2007 et 19.100 euros en 2011 pour retomber à 18.700 euros en 2012.

3. Focus sur le circuit de la taxe d'apprentissage

3.1 Fonctionnement

En 2012, la taxe d'apprentissage est encore partagée en deux fractions¹⁸ :

- le « quota » : fraction de la taxe réservée au financement de l'apprentissage. Il représente 53% de la taxe et est lui-même divisé en deux parties :
 - 31 % pour les concours financiers aux centres de formation d'apprentis (CFA) et aux sections d'apprentissage (SA)
 - 22 % pour le compte d'affectation spécial (CAS) intitulé « Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage (FNDMA) » au profit de la péréquation régionale et de contrats d'objectifs et de moyens (COM) signés entre l'Etat et les Conseils régionaux. Le CAS FNDMA, créé par la loi du 29 juillet 2011 de finances rectificatives, remplace l'ancien fonds en conservant en grande partie le même usage.
- le « hors quota » destiné au financement des premières formations technologiques et professionnelles, qu'elles se déroulent sous statut scolaire (exemple : enseignements dispensés dans les lycées professionnels) ou sous statut d'apprenti. Une partie du hors-quota peut donc aller à l'apprentissage.

Les versements au titre de la taxe d'apprentissage sont obligatoirement effectués par l'intermédiaire d'un organisme collecteur de la taxe d'apprentissage (OCTA) et affectés :

- d'une part aux organismes de formation : CFA pour l'apprentissage, établissements de formation autorisés pour les autres premières formations (figurant sur les listes dites préfectorales des formations susceptibles de recevoir la taxe d'apprentissage),
- d'autre part à l'Etat (CAS FNDMA).

Des règles de base régissent les versements des entreprises :

- respect de la répartition quota / hors-quota,
- part obligatoire destinée au FNDMA,
- obligation de versement au CFA de leur apprenti (concours financier obligatoire) pour les entreprises employeurs d'apprentis qui participent ainsi au coût pédagogique, sur la base du coût par apprenti tel qu'il figure sur les listes des formations publiées annuellement par les préfetures de région.
-
- au-delà, liberté d'affectation des fonds au CFA ou à l'établissement de formation de leur choix (à condition qu'il figure sur les listes préfectorales).

¹⁸ La loi du 5 mars 2014 et la loi de finances pour 2014 réforment le circuit de la taxe d'apprentissage en instituant une part régionale (51%), une part quota réservée à l'apprentissage (26%) et une part hors-quota (23%) dédiée aux autres formations

Si les entreprises n'ont pas indiqué d'affectation, l'OCTA a toute latitude pour répartir les fonds (dits fonds disponibles ou libres) aux formations de leur choix (à condition là encore qu'elles figurent sur la liste préfectorale et que la répartition quota/hors-quota soit respectée).

Depuis la loi du 29 juillet 2011 de finances rectificatives, les entreprises de plus de 250 salariés ne respectant pas le quota d'alternants¹⁹ (4% en 2012) sont tenues de verser une « contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) » qui est modulée selon leur effort.

En contrepartie, les entreprises dépassant le seuil (entre 4 et 6% d'alternants) reçoivent un « bonus » de 400 euros par an et par alternant supplémentaire, versé par Pôle Emploi.

3.2 Le circuit de la taxe en 2012

La taxe d'apprentissage finance l'ensemble des premières formations professionnelles et technologiques

Pour des raisons de cohérence interne entre les données, l'analyse suivante est basée uniquement sur les données de la DGEFP²⁰ (remontées de données des OCTA – système PACTOLE).

En 2012, la collecte totale de la taxe d'apprentissage (basée sur les salaires 2011) s'élève à **2.034 millions d'euros** soit une hausse de 4% par rapport à 2011. Cette hausse bénéficie surtout à l'apprentissage dont la part a augmenté de 6% contre seulement 4% pour le hors-quota (voir tableau ci-dessous).

Après déduction des frais de gestion des OCTA sur les opérations de collecte et de répartition (28 millions d'euros), les fonds à **répartir** en 2012 s'élèvent à **2.005 millions d'euros**.

Sur cette somme, **1.056 millions d'euros sont répartis au titre du Quota et 860 millions au titre du Hors-Quota**. Le graphique et le tableau ci-dessous permettent de détailler les affectations.

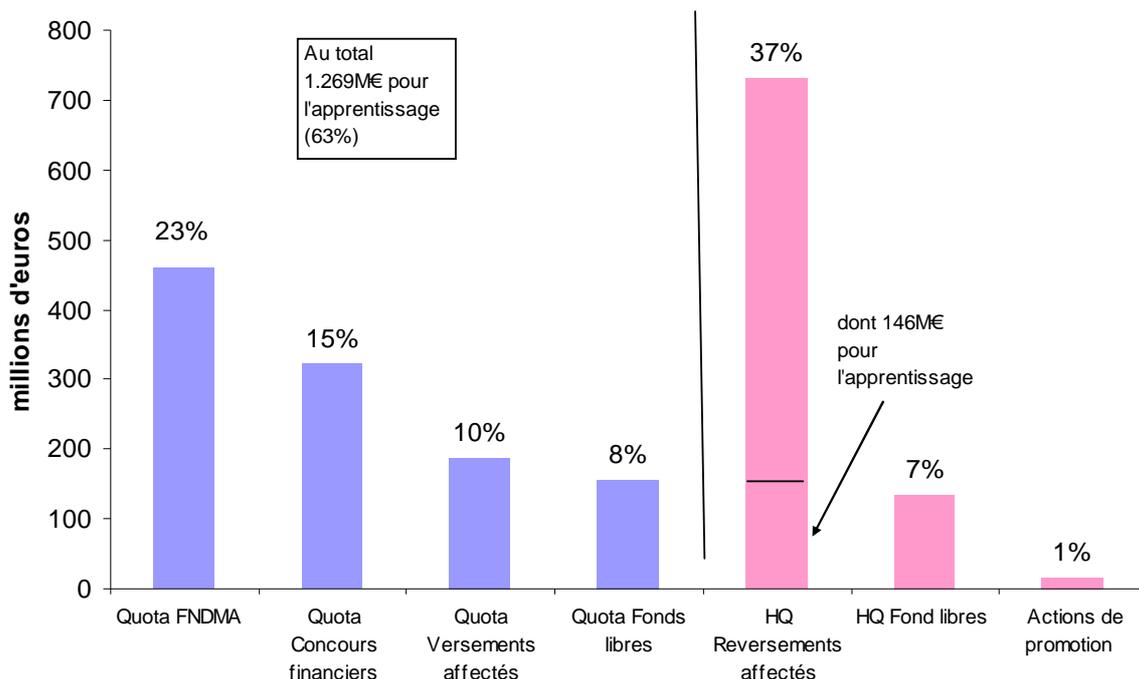
En outre, en 2012, les recettes de la CSA inscrites dans le CAS FNDMA se sont élevées à 215 millions d'euros.

¹⁹ Les alternants concernés sont les salariés en contrats d'apprentissage, ceux en contrats de professionnalisation, les personnes accomplissant un VIE et celles bénéficiant d'un Cifre.

²⁰ Les données remontées des comptes des CFA ne correspondant pas exactement aux chiffres de la DGEFP. Les différences peuvent provenir :

- de confusions dans les comptes des CFA entre les fonds provenant de la taxe d'apprentissage et ceux provenant des autres contributions des entreprises,
- une sous-estimation de la source DGEFP.

Répartition de la taxe d'apprentissage en 2012



85 % des fonds ont fait l'objet d'affectation par les entreprises (y compris les fonds destinés au CAS FNDMA et les concours financiers des employeurs) et 15% (dits fonds libres) ont été attribués par les OCTA.

L'apprentissage est destinataire de près de 1,3 milliard d'euros soit 63% des fonds de la taxe d'apprentissage.

40% sont affectés directement aux CFA (via les OCTA)

En 2012, au titre du quota, les CFA ont reçu des concours financiers obligatoires (versements des entreprises aux CFA de leurs apprentis) pour un montant de 322 millions d'euros soit 16% de la taxe. Ils ont reçu également 187 millions d'euros affectés par les entreprises et 155 millions suite à une décision d'attribution prise par les organismes collecteurs (sur les fonds disponibles ou fonds libres).

En complément de la partie affectée aux CFA au titre du quota, environ 146 millions d'euros au titre du hors-quota leur sont également attribués.

23% des fonds sont destinés au Compte d'affectation spécial Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (CAS FNDMA)

En 2012, selon PACTOLE, les entreprises ont versé 459 millions de taxe d'apprentissage au FNDMA, via les OCTA.

Selon les comptes du CAS FNDMA, les ressources 2012 se montent à 653 millions d'euros dont 439 millions au titre du quota de la taxe d'apprentissage et 215 millions d'euros au titre de la contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA).

En dépenses, 200 millions d'euros ont été consacrés à la péréquation entre Régions et 353 millions d'euros à la contractualisation pour le développement et la modernisation de l'apprentissage (COM apprentissage).

La répartition de la taxe d'apprentissage est détaillée dans le tableau de la page suivante.

	2011	2012	Evolution 2011/2012	Part 2012
FNDMA	438	459	5%	23%
Concours financiers obligatoires (CFA des apprentis de l'entreprise)	289	322	10%	16%
Versements aux CFA affectés par les entreprises	183	187	2%	9%
Versements aux CFA non affectés par les entreprises	146	155	6%	8%
TOTAL QUOTA	1 056	1 123	6%	56%
Versements affectés par les entreprises (CFA et autres premières formations)	710	732	3%	37%
Versements non affectés par les entreprises (CFA et autres premières formations)	133	134	1%	7%
Actions de promotion	17	16	-6%	1%
TOTAL HORS-QUOTA	860	882	2%	44%
TOTAL QUOTA + HORS-QUOTA	1 916	2 005	4%	100%
<i>DONT Versements aux CFA (Quota+Hors-Quota) hors FNDMA</i>	753	810	7%	40%
<i>DONT Versements aux CFA provenant du hors-quota</i>	135	146	8%	7%
TOTAL APPRENTISSAGE (versements aux CFA et FNDMA)	1 191	1 269	6%	63%

Source : DGEFP (annexe au PLF 2014 - Pactole) - Traitement CNFPTLV

Les organismes collecteurs

Les organismes collecteurs (notamment organisations professionnelles nationales ou régionales, chambres consulaires régionales) sont au nombre de 147 en 2012.

Parmi eux,

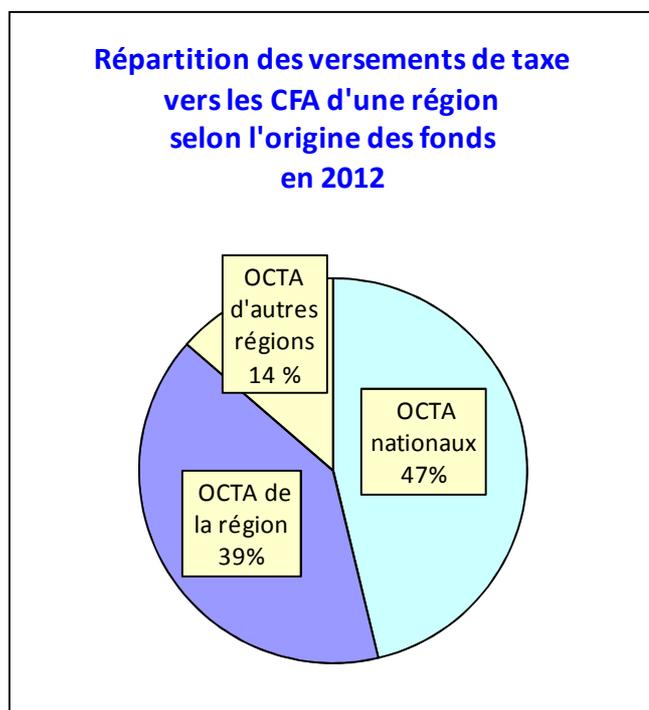
- 53 OCTA ont une habilitation nationale ; ils peuvent collecter et répartir la taxe sur tout le territoire.
- 94 OCTA sont habilités régionalement ; ils doivent collecter dans leur région d'implantation ; ils peuvent répartir la taxe dans ou hors de leur région.

Les OCTA nationaux ont collecté 993 millions d'euros soit 49% de la taxe d'apprentissage et les OCTA régionaux 1.040 millions d'euros soit 51% de la collecte.

L'origine de la taxe

L'analyse des financements croisés entre les régions permet de faire un certain nombre de constatations.

En moyenne en 2012, les CFA d'une région reçoivent 39% de leur taxe via des OCTA implantés dans la même région, 14% via des OCTA implantés dans d'autres régions et 47% des OCTA nationaux.



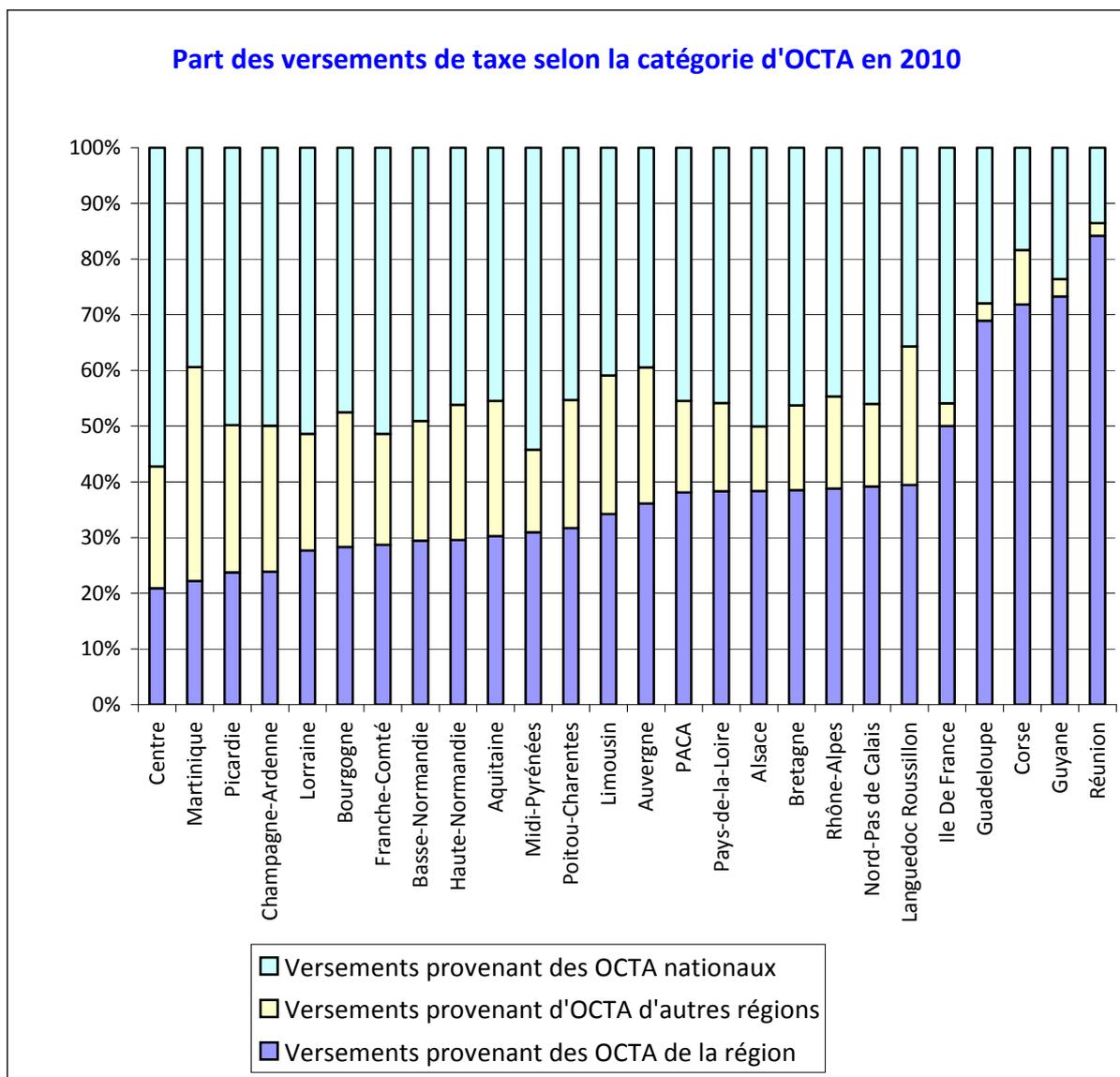
Source : DGEFP (Pactole) – Traitement CNFPTLV

Lecture : en moyenne, 39 % de la taxe versée dans une région provient d'OCTA implantés dans la région, 47 % provient d'OCTA nationaux et 14 % d'OCTA implantés dans d'autres régions.

Cependant, la situation est très contrastée selon les régions.

Sans tenir compte des extrêmes, les CFA peuvent recevoir entre un quart et la moitié de leurs fonds en provenance des OCTA nationaux, également entre un quart et la moitié de la part des OCTA implantés dans leur propre région, mais seulement entre 10 et 25% des OCTA implantés dans d'autres régions.

Les CFA de l'Île de France ont une position singulière, recevant seulement 4% de la part des OCTA d'autres régions. Les CFA de Corse et des DOM reçoivent peu de l'extérieur que ce soit des CFA nationaux ou des CFA régionaux d'autres régions à l'exception notable de la Martinique qui bénéficie de versements importants des OCTA nationaux et d'autres régions (deuxième région après le Centre en terme de diversification des ressources).



Source : DGEFP (Pactole) – Traitement CNFPTLV

4. Les schémas des flux financiers

Deux schémas présentés ci-après représentent les flux financiers de l'apprentissage :

- le premier présente la vision des flux liés au **fonctionnement et à l'investissement de l'appareil de formation**
- le second, les flux financiers de l'apprentissage **vers les bénéficiaires.**

Deux types de flux coexistent sur les schémas :

- les flux finaux ;

- les flux intermédiaires notamment des transferts de fonds effectués de l'État aux Régions au titre de la péréquation nationale, des contrats d'objectifs et de moyens, de la décentralisation. C'est le cas notamment de la taxe d'apprentissage versée au FNDMA par les entreprises, puis transférée aux Régions (péréquation et COM). Ces flux figurent en pointillés sur le schéma.

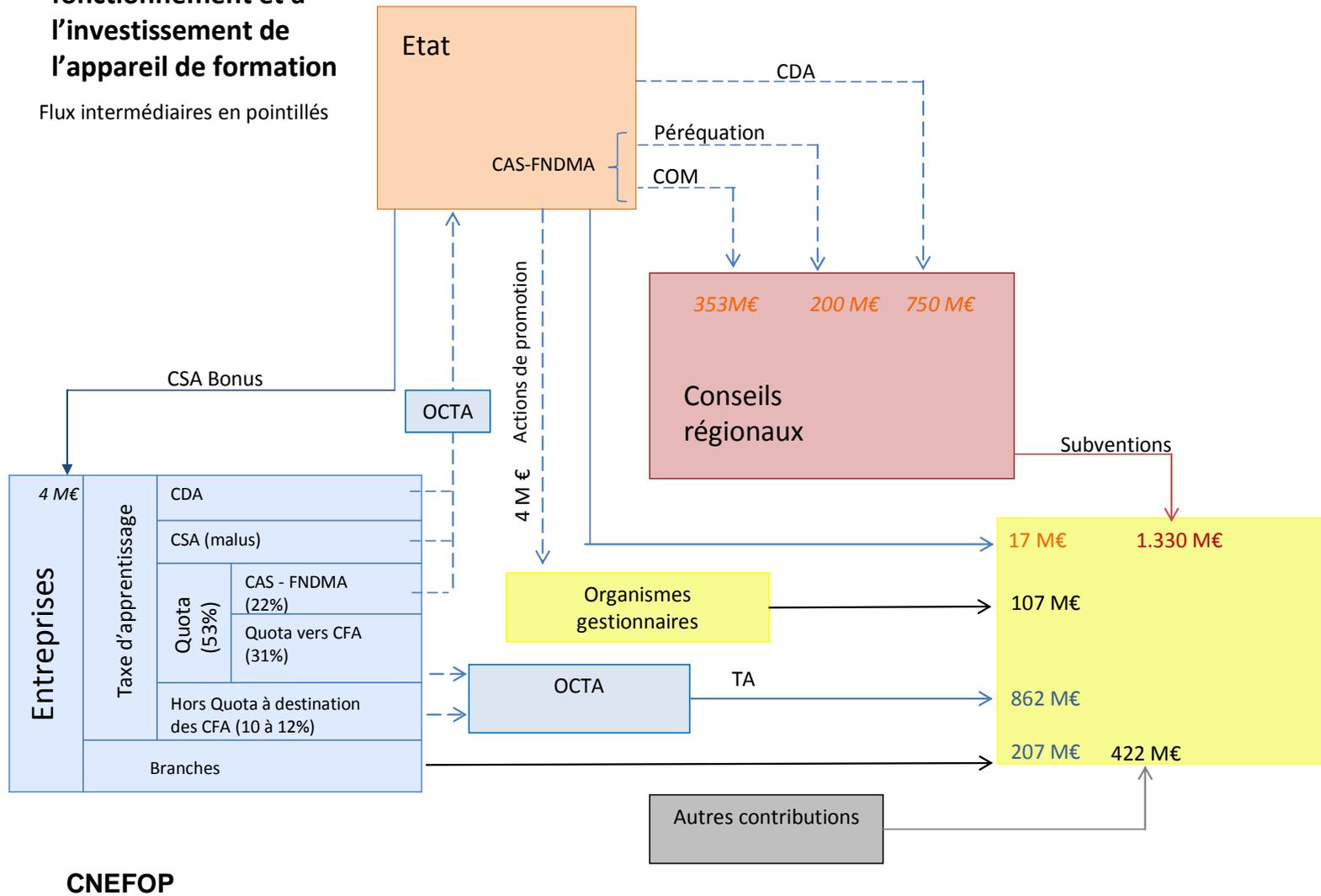
La Contribution au développement de l'apprentissage (CDA) figure également comme un flux intermédiaire sur le schéma.

Les entreprises versent la CDA, ressource fiscale (art. 1599 quinquies A du code général des impôts) qui s'est substituée à la dotation générale de décentralisation relative à la formation professionnelle. Cette DGD visait à compenser les transferts de compétences de l'État vers les Régions opérées en 1983 et 1987 en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. La CDA n'a donc pas vocation à être affectée exclusivement à l'apprentissage comme le laisserait supposer son nom. Son produit est versé aux fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (FRAFPC) et les Régions peuvent l'affecter de manière variable entre l'apprentissage et la formation professionnelle.

1- Flux liés au fonctionnement et à l'investissement de l'appareil de formation

Schéma des flux financiers de l'apprentissage en 2012

Flux intermédiaires en pointillés

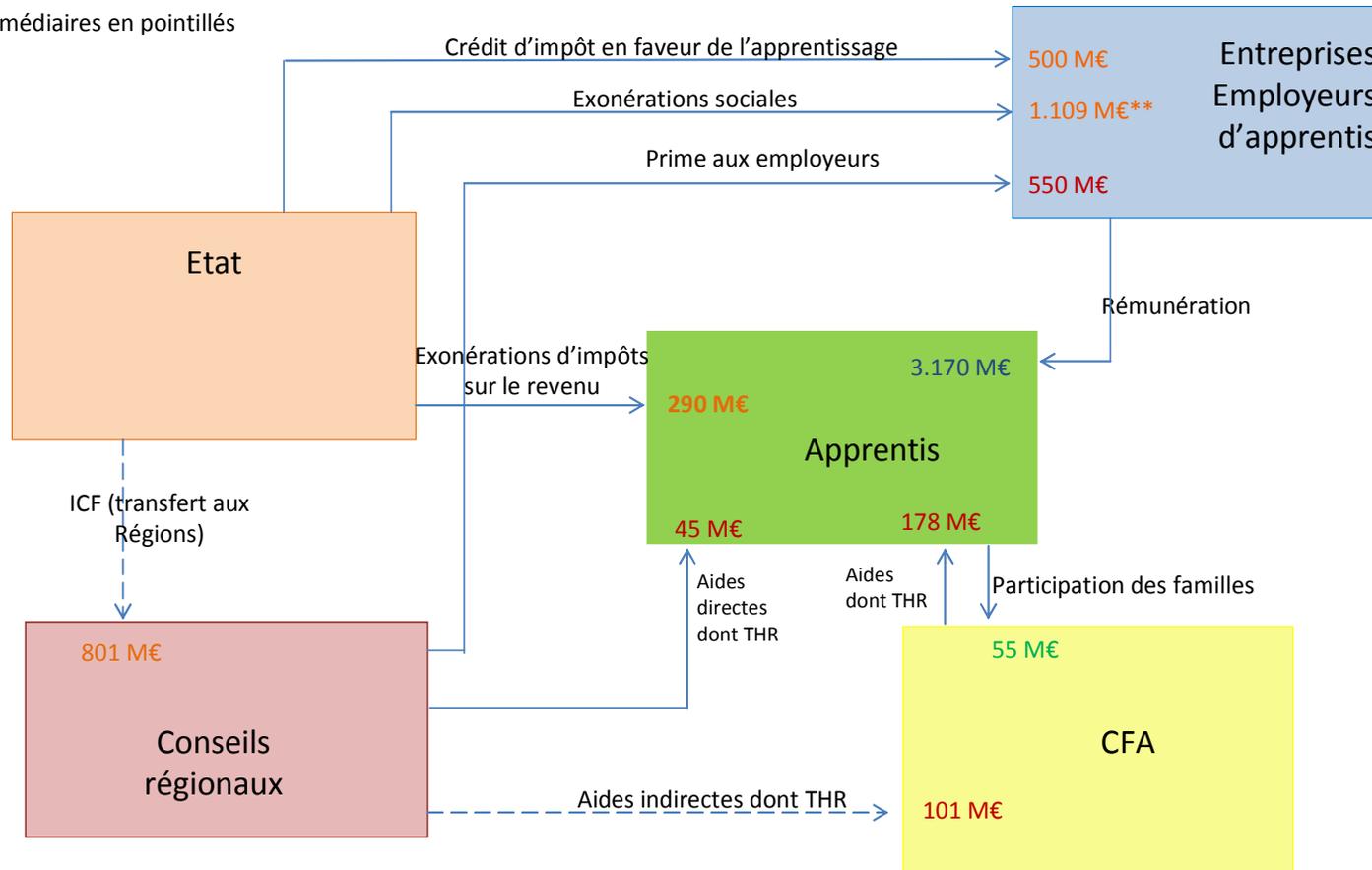


CNEFOP

2- Flux vers les bénéficiaires

Schéma des flux financiers de l'apprentissage en 2012

Flux intermédiaires en pointillés



***dépense exécutée

CNEFOP

Tableau de synthèse du financement de l'apprentissage - 2004/2012

Bénéficiaires finaux	2004	2007	2011	2012	Evolution 2011/2012	Contributeurs finaux	2004	2007	2011	2012	Evolution 2011/2012
Offre de formation	2 135	2 578	2 875	2 997	4%	Entreprises "assujetties" et "employeurs"	2 085	2 779	3 427	3 688	8%
Contribution des Conseils régionaux aux CFA (THR compris)	896	1 095	1 269	1 330	5%	Taxe d'apprentissage versée	603	748	811	861	6%
Contribution des entreprises - taxe d'apprentissage reçue *	603	748	811	861	6%	Participation des branches	132	179	208	207	0%
Contribution des branches : fonds mutualisés, taxes fiscales AFT, ANFA, Cotis. CCCA-BTP	132	179	208	207	0%	Rémunération des apprentis **	1350	1 852	2 408	2 620	9%
Contribution des organismes gestionnaires	73	77	99	107	8%	Régions (total source DARES)	1 321	1 807	2 010	1 980	-1%
Contribution des apprentis et leurs familles	43	71	61	55	-10%	Subvention aux CFA (yc aides indirectes aux jeunes)	896	1 095	1 268	1 330	5%
Participation de l'Etat		27	16	15	-6%	Primes aux employeurs d'apprentis	425	614	577	550	-5%
Report de taxe d'apprentissage			4			Aides directes aux apprentis et leur famille		14	45	45	0%
Autres ressources	388	381	407	422	4%	Autres dépenses		84	120	55	-54%
Apprentis	1 950	2 690	3 305	3 505	6%	Etat	1 254	1 507	2 205	1 923	-13%
Rémunérations aux apprentis	1775	2 466	2 985	3 170	6%	Exonérations de cotisations sociales et autres dispositifs	823	900	1 444	1 109	-23%
Exonérations - impôt sur le revenu	175	210	275	290	5%	Crédit d'impôt apprentissage (aides en 2004)	255	370	470	500	6%
Aides directes des conseils régionaux		14	45	45	0%	Exonérations - impôt sur le revenu des apprentis	175	210	275	290	5%
Employeurs d'apprentis **	1 078	1 270	1 915	1 618	-16%	Divers	1	27	16	20	25%
Crédit d'impôt apprentissage (aides en 2004)	255	370	470	500	6%	Bonus				4	
Exonération de cotisations sociales et autres dispositifs (plan urgence jeunes)	823	900	1 445	1 109	-23%	Organismes gestionnaires	73	77	99	107	8%
Bonus apprentissage				4		Familles	43	71	61	55	-10%
Actions de promotion				5		Report de taxe d'apprentissage			4		-100%
Autres dépenses des Régions (accompagnement, animations régionales, formation de formateurs...)		84	120	55	-54%	Autres contributions : Ventes de produits fabriqués et prestations de services, contributions des départements et des communes, commensaux, contreparties	388	381	407	422	4%
Total bénéficiaires	5 163	6 622	8 215	8 175	-0,5%	Total contributeurs	5 164	6 622	8 213	8 175	-0,5%

* En 2012, les CFA ont reçu 873M€ de TA et ont consommé 861M€

** Afin d'éviter les double-comptes et afin de mieux mesurer les dépenses liées à la politique publique d'apprentissage des Régions, il a été choisi de porter l'indemnité compensatrice forfaitaire (ICF) ou prime aux employeurs :
- côté bénéficiaires, au bénéfice des apprentis (incluse dans les rémunérations qui leur sont versées par leurs employeurs),
- côté contributeurs, en tant que contribution des Régions.

Partie III : Le financement de l'offre de formation et les aides aux apprentis

Les données figurant dans cette partie proviennent des conseils régionaux qui exploitent **les comptes financiers de leurs organismes de formation (CFA, SA)** ; ces comptes sont transmis depuis 2006 (données 2004) au CNFPTLV qui les agrège et les consolide.

Depuis 2009 (données de 2007), ces données sont transmises par un Intranet sur le site du Conseil national. Elles font désormais l'objet d'une **base de données** utilisable par les acteurs et les décideurs.

L'analyse présentée dans ce chapitre **concerne uniquement les CFA régionaux métropolitains ainsi que la Guyane**, seule région ultramarine à avoir communiqué ses données.

Pour mémoire, on trouvera ci-dessous un bref rappel des données concernant les CFA ultramarins :

- Les DOM comptent 9.074 apprentis en 2012 dont 1.811 en Guadeloupe, 702 en Guyane, 1.726 en Martinique, 357 à Mayotte et 4.478 à La Réunion.
- Pour les dernières années connues, les ressources des CFA ultramarins se montaient à 9,4 millions en Guadeloupe (2008), 5 millions d'euros en Guyane (2012), 9,7 millions en Martinique (2009), 16 millions d'euros à La Réunion (2006).
- Les CFA d'outremer représentent ainsi environ 2% des effectifs et environ 1,3% des ressources.

Les données financières concernant les quelques CFA à recrutement national ne sont pas pris en compte dans cette étude : par contre les effectifs de leurs apprentis sont classés dans les régions dans lesquels ces CFA sont situés.

1. Les établissements de formation par apprentissage (centres de formation d'apprentis - CFA)

1.1 La moitié des organismes gestionnaires de CFA sont privés

Les centres de formation d'apprentis (CFA) y compris ceux qui sont supports d'unités de formation par apprentissage (UFA) et les sections d'apprentissage (SA) sont gérés par des organismes privés (associations, entreprises, branches), parapublics (chambres consulaires)²¹ ou publics (établissements publics locaux d'enseignement, collectivité territoriale).

Au 31 décembre 2012, les organismes privés (dont les CFA de branche) accueillent 53 % des apprentis (soit 234.000 apprentis) contre 30% pour les organismes parapublics et 16% pour les organismes publics.

Répartition des apprentis selon l'organisme gestionnaire en 2012

Association mixte consulaire	14 359
Chambre d'agriculture	853
Chambre de commerce et d'industrie	47 749
Chambre des métiers	70 275
CFA résultant d'une convention nationale	483
Association, organisme pro, entreprise, groupement	218 520
Collectivités locales et territoriales	7 643
EPLEFPA (établissement public agricole)	25 765
Établissement de formation ou recherche	8 216
Établissement public local enseignement	28 906
Établissement scolaire privé sous contrat	6 802
Section d'apprentissage	2 287
Groupement d'intérêt public	6 285
	438 143

Source : MENESR DEPP / Sifa

1.2 En moyenne, quatre sites de formation par CFA

Le nombre de sites de formation en apprentissage continue à s'accroître (+1,4% entre 2010 et 2012) pour atteindre le nombre de 3.176 en 2012 répartis sur l'ensemble du territoire.

Parallèlement le nombre de conventions entre Régions et CFA baisse de 3,8%. Le développement de l'apprentissage se fait donc principalement par la création de nouveaux sites de formation plus

²¹ les chambres consulaires sont parfois organisées en association, elles sont alors classées parmi les organismes privés. En conséquence, les organismes parapublics ne représentent pas l'ensemble de l'activité de formation des chambres consulaires.

que par la création de CFA. Ainsi, le nombre moyen de sites par CFA est passé de 2,1 en 2004 à 3,2 en 2012.

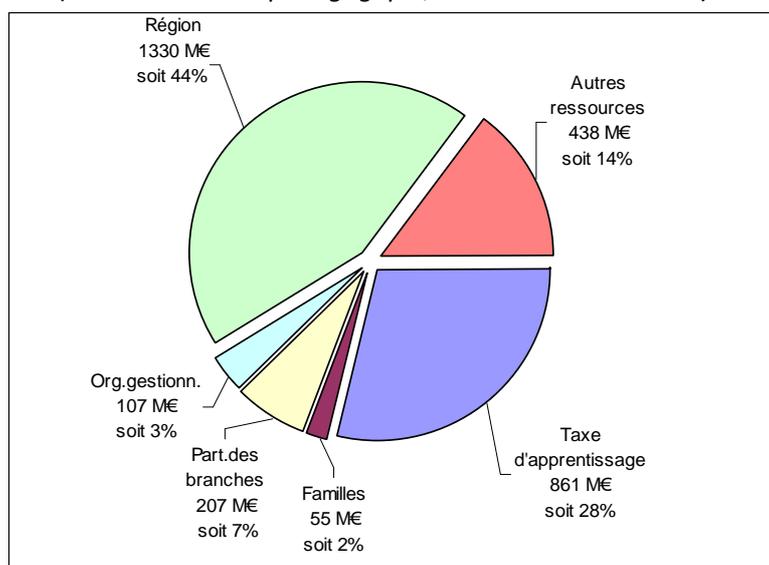
Cette évolution s'explique à la fois par une réelle politique d'aménagement du territoire conduite par les Régions et par le développement des CFA « hors les murs » c'est-à-dire dont les formations sont dispensées dans un établissement d'enseignement (ex : université) qui garde la responsabilité pédagogique (le CFA, quant à lui, exerce la responsabilité administrative et financière).

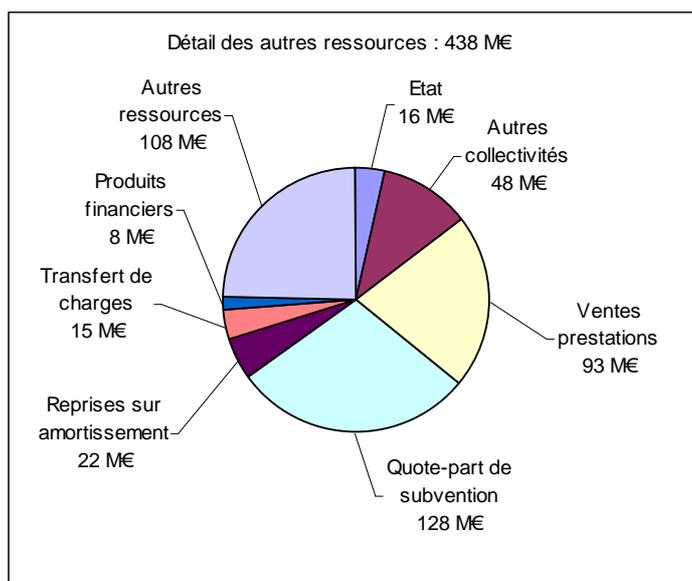
Cette moyenne traduit cependant des disparités régionales, le nombre moyen de sites pouvant aller de moins de 2 à plus de 6 selon les régions.

2. Les ressources globales des CFA

Les ressources nécessaires au financement des CFA s'élèvent à 2.998 millions d'euros en 2012. Comme le montre le graphique ci-dessous, les ressources des CFA proviennent essentiellement des subventions des conseils régionaux et des fonds des entreprises (taxe d'apprentissage et fonds des branches).

*Synthèse générale des ressources des CFA régionaux métropolitains en 2012
(Fonctionnement pédagogique, THR et investissement)*





Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

2.1 En 2012, les ressources des CFA ont augmenté

Entre 2004 et 2008, les ressources des CFA ont augmenté de près de 30% accompagnant la progression du nombre d'apprentis certes moins élevée, mais conséquente (+16 % sur la même période).

Après des années 2009 et 2010 assez stables, les ressources des CFA ont à nouveau augmenté pour atteindre 3 milliards d'euros en 2012 soit une hausse de 11% par rapport à 2011.

Dans le même temps, ces dernières années, les effectifs pondérés d'apprentis évoluent lentement : 2% en 2012 et seulement 5% au total de 2007 à 2012.

EVOLUTION DES RESSOURCES DES CFA POUR LES EXERCICES 2004 A 2012

	Exercice 2007		Exercice 2011		Exercice 2012		Evolution 2007-2012	Evolution 2011-2012
	en M€	Poids	en M€	Poids	en M€	Poids		
REGION	1 086	43%	1 278	44%	1 330	44%	23%	4%
ENTREPRISES	858	34%	1 019	35%	1 068	36%	25%	5%
Taxe apprentissage reçue	669	27%	814	32%	861	34%	55%	6%
Participation des branches	189	8%	209	8%	207	8%	56%	-1%
ORGANISMES GESTIONNAIRES *	95	4%	102	4%	107	4%	48%	5%
FAMILLES	63	3%	61	2%	55	2%	28%	-10%
AUTRES RESSOURCES	412	16%	424	15%	437	15%	15%	3%
Etat	23	1%	16	1%	16			
Ventes et prestations	65	3%	101	4%	93			
Autres collectivités	35	1%	45	2%	48			
Contrepartie comptable	119	5%	154		173			
Autres	171	7%	104	4%	107			
TOTAL RESSOURCES CONSOMMEES	2 513		2 884		2 997		16%	11%

Source : remontées CNFPTLV

CFA métropolitains + Guyane

* Seuls sont indiqués ici les financements figurant dans les comptes des CFA. Une part importante des investissements pris en charge

Les grandes tendances qui se dégagent de l'analyse des chiffres sont détaillées dans les pages suivantes :

- la part importante des Conseils régionaux dans le financement des CFA qui conforte leur position de principal financeur des CFA avec près de 44% des ressources en 2012.
- la part des entreprises, deuxième financeur des CFA, se stabilise autour de 36% des ressources :
 - o mis à part une année 2010 difficile où les CFA ont du faire appel à un report de taxe, le produit de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA est en constante augmentation ; il a augmenté de 11% en 2012,
 - o l'apport des branches professionnelles est assez stable autour de 200 M€.
- la participation des organismes gestionnaires telle que retracée dans les comptes des CFA reste marginale (4%).

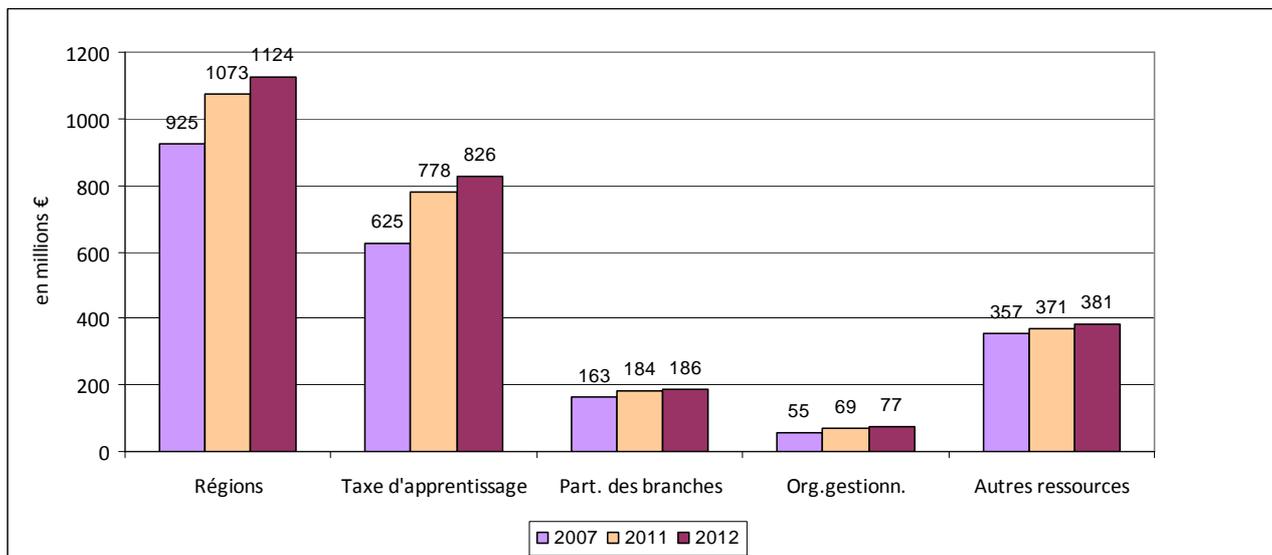
Une part importante des ressources consacrées aux investissements ne figure pas dans la comptabilité des CFA. La gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...).

- la participation des familles est limitée et ne concerne que le THR ; cette participation qui se monte à 57 M€ (2% des ressources des CFA) est en baisse après avoir fortement augmenté entre 2004 et 2008 (+60%).

2.2 Les ressources sont principalement destinées au financement pédagogique

Le fonctionnement pédagogique (fonctionnement hors THR) des CFA mobilise 2.594 millions d'euros, soit près de 87% des ressources consommées. Les ressources sont également consacrées aux activités de transport, hébergement, restauration (THR) qui en utilisent 6%, et à certains investissements pour 8%.

Evolution des ressources de fonctionnement pédagogique des CFA entre 2007 et 2012



Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

Le fonctionnement pédagogique absorbe 85% des ressources provenant des Régions (1.124 millions d'euros), le THR 6% et l'investissement 9%.

La taxe d'apprentissage est utilisée à 96% pour le fonctionnement (826 millions d'euros) et à 4% pour l'investissement. Les fonds des branches professionnelles le sont à 90% pour le fonctionnement, à 1% pour le THR et 9% pour les investissements.

Par rapport à 2011, les financements par les Régions ont augmenté de 6% et ceux des entreprises (taxe d'apprentissage et autres fonds) de 5%.

2.3 Les Régions sont les premiers financeurs de l'offre de formation (44%)

Les Régions interviennent pour équilibrer les comptes des CFA « en fonction des participations financières réelles perçues »²².

44% des ressources des CFA proviennent des Régions qui sont donc leur premier financeur.

Une grande variabilité s'observe entre les différentes régions ; on en étudiera les mécanismes liés notamment à l'interaction entre les deux financeurs principaux, au paragraphe 3 consacré à la complémentarité des financements.

Globalement, les ressources accordées aux CFA par les Régions ont fortement augmenté jusqu'en 2008, ont suivi un rythme plus modéré d'environ 2% par an jusqu'en 2011 ; l'augmentation est plus marquée atteignant près de 5% en 2012. Entre 2004 et 2012, les Régions ont ainsi mis à disposition des CFA, 50% de ressources supplémentaires.

2.4 La taxe d'apprentissage versée par les entreprises aux CFA représente 36% des ressources de leurs ressources

Les entreprises sont le deuxième financeur avec 1,1 milliard d'euros (36%) provenant :

- de la taxe d'apprentissage pour 861 millions d'euros
- des fonds de certaines branches pour un montant total de 207 millions d'euros.

En 2012, les CFA ont reçu 861 millions d'euros en provenance de la taxe d'apprentissage.

Après une baisse de 5% en 2010 des fonds reçus en provenance de la taxe d'apprentissage, les CFA, incités par les Régions, ont amplifié les campagnes de recherche de fonds et enregistrent une hausse de 2% en 2011 et une nouvelle hausse de près de 6% en 2012.

La presque totalité des territoires sont sur cette tendance.

Les CFA reçoivent aussi des fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisation professionnelle.

La participation des branches professionnelles et des OPCA au financement des CFA, hors taxe d'apprentissage, provient :

- de transferts de fonds de la professionnalisation (120 millions d'euros)

²² Article R6233-11 du Code du Travail : « le montant définitif de la subvention [régionale] due au titre d'un exercice déterminé est arrêté en fonction des participations financières réelles perçues »

- de taxes fiscales destinées à l'apprentissage collectées dans les secteurs de la réparation automobile (ANFA) et du transport-logistique (AFT), ainsi que de la cotisation professionnelle du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP), soit 87 millions d'euros pour ces trois branches.

En 2012, les fonds en provenance des branches représentent ainsi 207 M€. Le poids de ces ressources est stable depuis 2008 après de fortes augmentations entre 2004 (133 M€) et 2008.

2.5 D'autres contributions se retrouvent dans les comptes des CFA

Parmi les autres contributeurs, on trouve les organismes gestionnaires dont la participation s'élève à 107 millions d'euros en 2012 (4% des ressources inscrites dans la comptabilité des CFA) et les familles dont les contributions figurant dans les comptes des CFA s'élèvent à 55 millions d'euros (2%) et sont concentrées sur les frais de THR.

A côté des ressources des financeurs détaillées ci-dessus, l'exploitation des comptes financiers des CFA fait apparaître d'autres ressources, de mieux en mieux identifiées au fil des années, qui se montent à 437 millions d'euros en 2012 et proviennent :

- de ventes et prestations de services effectuées par les CFA qui augmentent régulièrement (93 M€) et leur fournissent désormais un peu plus de 3% de leurs ressources ; il peut s'agir par exemple de restauration dans les CFA, de prestations de coiffure, de ventes de chocolats fabriqués par les apprentis).
- de l'Etat (16 M€) qui, outre la gestion des CFA nationaux résiduels, participe en direct bien que faiblement au fonctionnement de certains CFA en convention avec les Régions
- des autres collectivités territoriales qui versent des contributions (48 M€, soit 1,6% des ressources) au fonctionnement, à l'investissement, et au THR.

De plus, sont identifiées dans les comptes des CFA, des ressources de contreparties financières :

- Quotes-parts de subvention versées au compte de résultat (128 M€)
- Reprises sur amortissements et provisions (22 M€)
- Transferts de charges (15 M€)
- Produits financiers (8 M€).

En 2012, les autres ressources non identifiées (120 M€) représentent moins de 4% des ressources contre 7% en 2007.

3. Le financement du fonctionnement pédagogique pour les deux principaux financeurs

Comme on l'a vu, près de 90% des ressources sont utilisées pour le financement pédagogique. L'analyse ci-dessous permet d'approfondir ce sujet.

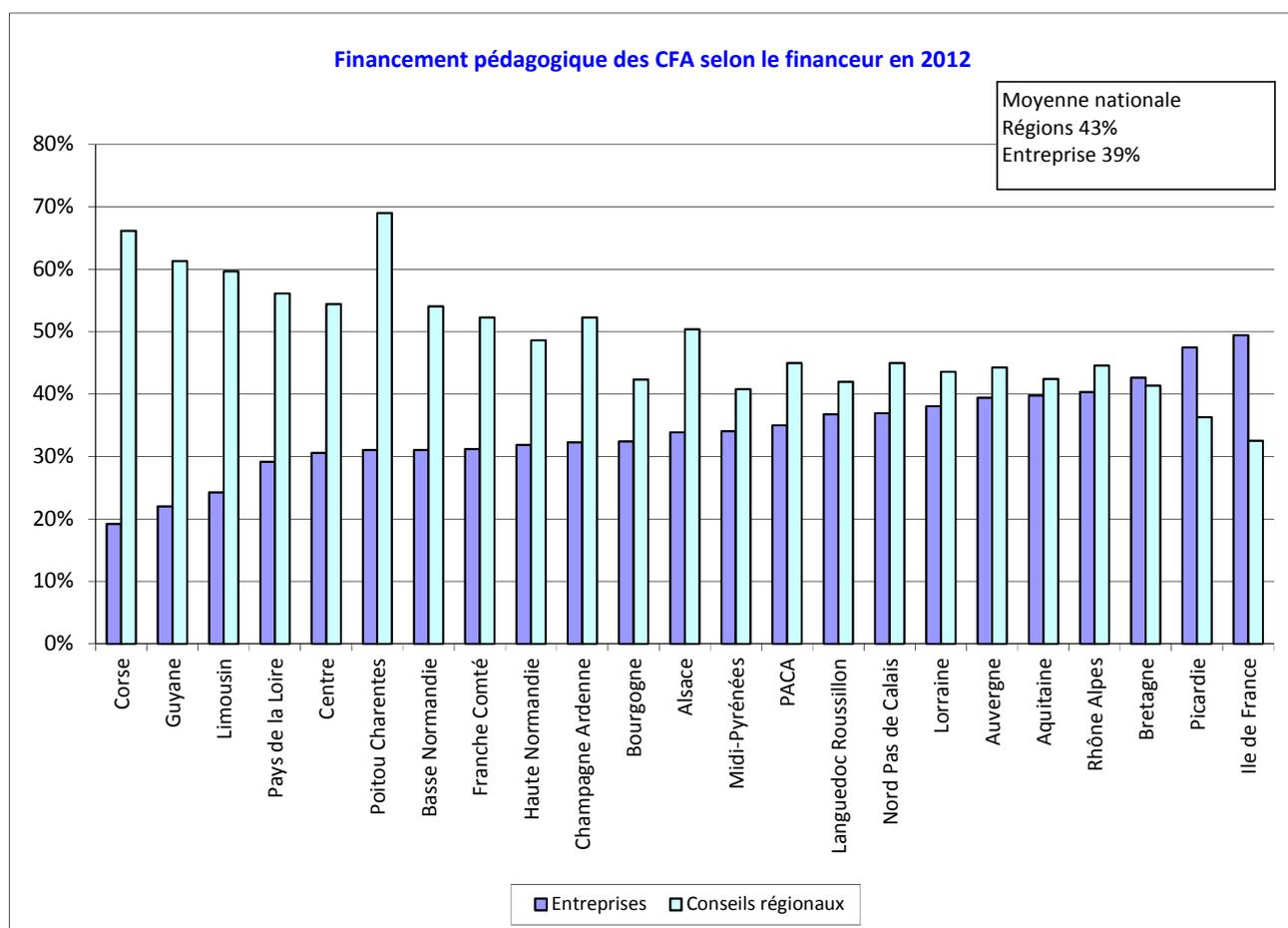
3.1 Les contributions des deux principaux financeurs (Régions et entreprises) se complètent

Le financement du fonctionnement pédagogique des CFA provient pour 82% des deux contributeurs principaux, en moyenne 43% des Régions, 39% des entreprises (taxe d'apprentissage et fonds des branches), le solde provenant d'autres contributeurs (familles, OG ...) ou de diverses contributions (ventes, Etat, autres collectivités, contreparties comptables...).

Selon la règle d'équilibre budgétaire (déjà citée ci-dessus²³) pesant sur la Région, la contribution de cette dernière a tendance à être d'autant plus forte que la contribution des entreprises (taxe d'apprentissage et versement des branches) est plus faible.

L'analyse montre cependant des différences notables selon les territoires pour les deux contributeurs majeurs.

L'Ile-de-France se distingue par une participation particulièrement forte des entreprises qui se monte à 327 millions d'euros soit la moitié des ressources des CFA concernés. Cette part se situe largement au-dessus de celle du Conseil régional (215 millions d'euros).



²³ Article R6233-11

En Picardie et en Bretagne également, mais dans une moindre mesure, les ressources de fonctionnement pédagogique des CFA proviennent aussi majoritairement des entreprises.

- Picardie : 35 millions d'euros pour les entreprises et 27 millions d'euros pour le conseil régional
- Bretagne : respectivement 43 et 41 millions d'euros

Dans toutes les autres régions, c'est la contribution du Conseil régional qui est la plus importante ; elle dépasse et parfois largement le financement par les entreprises. Ainsi dans les régions Basse-Normandie, Centre, Corse, Guyane, Limousin, Pays-de-la-Loire et Poitou-Charentes, il représente plus du double du financement des entreprises.

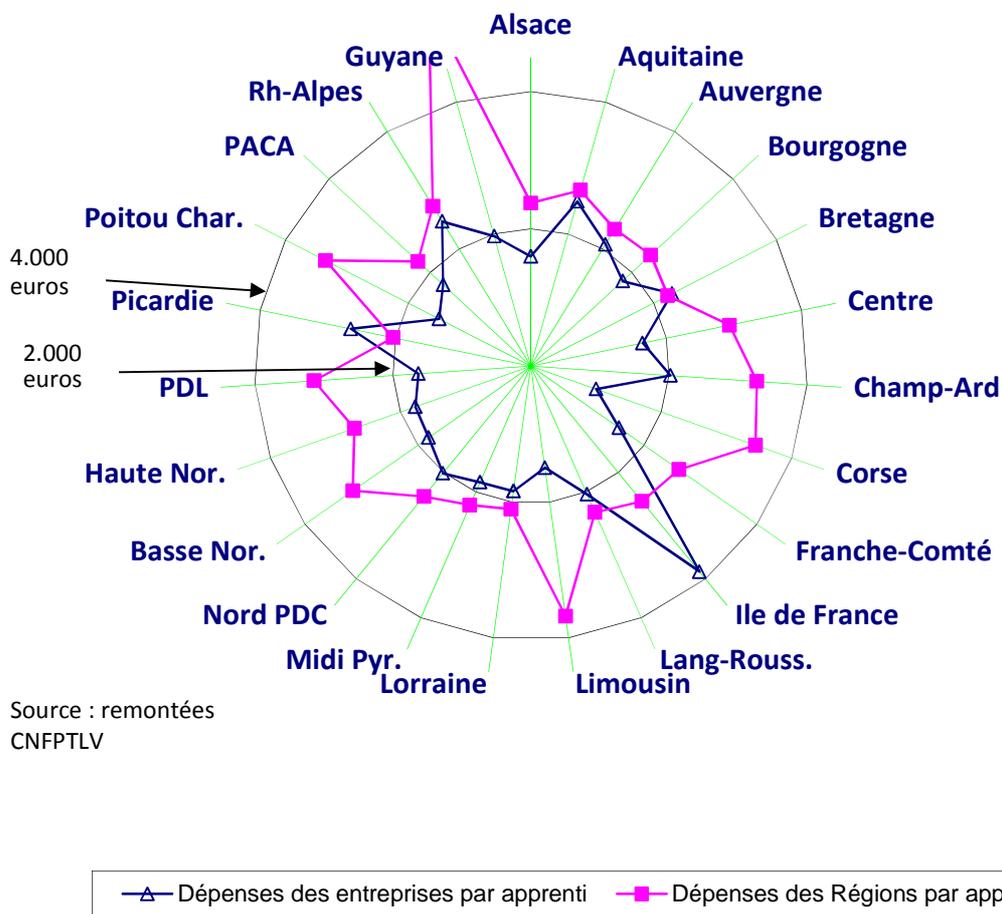
3.2 Pour le financement de la pédagogie, les ressources par apprenti dont disposent les CFA pour le fonctionnement pédagogique varient selon les territoires régionaux

Selon les régions, les ressources des CFA par apprenti pour le fonctionnement pédagogique (hors THR et investissement) varient de 4.700 euros à 7.800 euros avec une moyenne de 5.900 euros.

Les CFA de cinq régions (Alsace, Franche-Comté, Lorraine, PACA et Poitou-Charentes) fonctionnent avec des ressources inférieures à 5.000 euros par apprenti. A l'opposé, ceux de cinq régions disposent de ressources de fonctionnement supérieures à 6.000 euros : c'est le cas de l'Aquitaine, de Champagne-Ardenne, du Limousin, de Rhône-Alpes et encore plus de l'Île-de-France (7.600 euros) et de la Guyane (8.900 euros).

Le graphique ci-dessous propose un éclairage sur le financement du fonctionnement pédagogique rapporté au nombre d'apprentis de la région pour les deux financeurs principaux que sont les conseils régionaux et les entreprises. En moyenne, les entreprises participent au fonctionnement pédagogique à hauteur de 2.300 euros par apprenti et les conseils régionaux à hauteur de 2.600 euros.

Dépenses de fonctionnement par apprenti en 2012



L'Ile-de-France se démarque par un financement des entreprises (3.860 euros par apprenti) largement supérieur à celui du Conseil régional (2.500 euros).

Ce qui n'empêche pas le financement du conseil régional d'Ile-de-France de se situer dans la moyenne régionale (2.600 euros).

Dans une moindre mesure, et avec des niveaux de financement très inférieurs, on observe en Picardie, un financement moyen par les entreprises supérieur à celui du conseil régional (respectivement 2.600 et 2.000 euros). Par contre ici, la participation du conseil régional est inférieure à la moyenne nationale.

Dans toutes les autres régions, le financement du conseil régional domine.

En Champagne-Ardenne, Corse, Limousin, Poitou-Charentes, Basse-Normandie, Centre, Pays-de-la-Loire et la contribution de la Région se situe largement au-dessus de la moyenne et approche ou dépasse 3.000 euros par apprenti. Dans ces régions, le financement par les entreprises est très inférieur à celui du Conseil régional.

Les constatations ci-dessus ne peuvent fonder des jugements de valeur, car pour une très grande part, elles rendent compte de situations qui ne peuvent être imputées à la volonté des acteurs : répartition des populations actives, place de l'apprentissage, etc.; elles appellent donc des travaux complémentaires d'information.

4. Les dépenses des CFA

En 2012, les charges des CFA s'élèvent à 3.048 millions d'euros en augmentation de 4% par rapport à 2011. Les ressources de 2012 se montant à 2.998 millions d'euros, on constate un déficit global des CFA d'environ 50 millions d'euros.

Cependant, pour le fonctionnement seul (hors THR et investissement), les comptes des CFA sont quasiment à l'équilibre.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DES CFA EN 2012 FONCTIONNEMENT

RESSOURCES	millions d'euros	CHARGES	millions d'euros
Région	1 124	Charges de personnel formateurs	1 033
Taxe d'apprentissage	826	Autres charges de personnel	547
Txe d'apprentissage : report de 2010		Charges de personnel non réparties	85
Contribution des branches	186	SOUS-TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	1 665
Organismes gestionnaires	77	Dotations aux amortissements et aux provisions	149
Familles	5	Autres charges d'exploitation	721
Ventes et prestations de service	74	Autres charges hors exploitation	61
Autres ressources	302		
TOTAL RESSOURCES CONSOMMEES	2 594	TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	2 596
RESULTAT FONCTIONNEMENT	-2		

Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

4.1 86 % des dépenses des CFA sont des charges pédagogiques

Les charges de fonctionnement des CFA représentent 85% des dépenses de l'année 2012, celles de THR 6% et celles d'investissement 9%. La croissance des charges globales est continue et marque une nouvelle accélération en 2012 avec 4,7%.

Evolution des charges des CFA

millions d'euros

	2007	2010	2011	2012
Charges d'exploitation	2 081	2 384	2 422	2 536
Charges hors exploitation	24	26	28	61
Charges de THR	180	184	181	178
Charges d'investissement	269	209	255	272
TOTAL	2 555	2 803	2 886	3 047
EVOLUTIONS		2,5%	1,6%	4,7%

Source : compte des CFA - remontées CNFPTLV

En ce qui concerne le montant des dépenses de fonctionnement (hors THR et investissements) des CFA, l'augmentation est encore plus significative atteignant 6% en 2012.

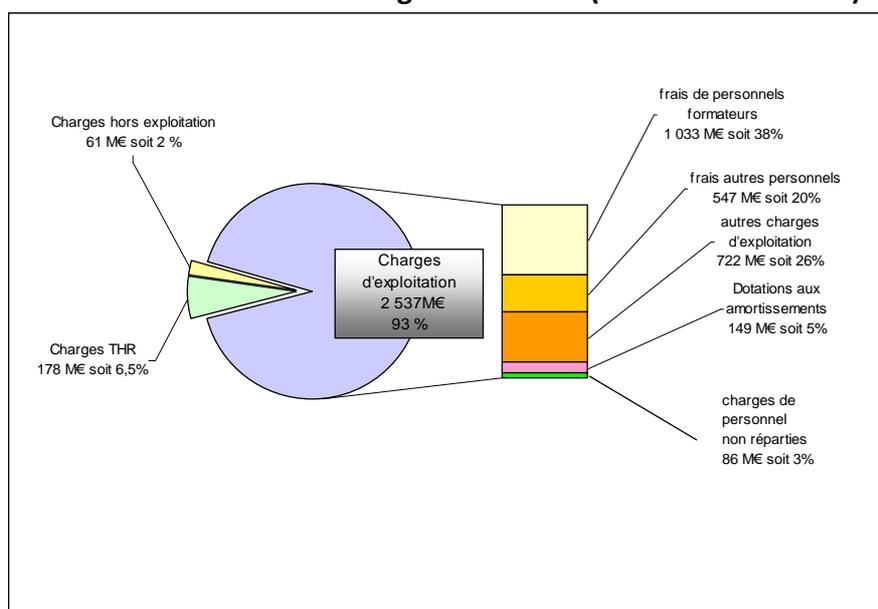
La hausse des charges de fonctionnement pédagogique couplée avec une faible hausse des effectifs d'apprentis (pondérés) conduit à une augmentation significative du coût de fonctionnement unitaire qui passe de 5 100 euros par jeune en 2007 à 5 600 euros en 2010 et 5 900 euros en 2012.

Il faut noter que le développement de la qualité de la formation et l'augmentation de charges d'environnement (animateurs, médiateurs pour les jeunes en difficultés, etc.) sont des éléments contributifs important de cette hausse.

S'agissant de la structure des dépenses des CFA, on relève le poids particulièrement important des charges d'exploitation (comptes 60 à 65 et compte 681) qui représentent 93% du total des dépenses en 2012.

Comme on le voit au paragraphe 5, le poids des dotations aux amortissements (5% pour 135 M€) quant à lui, est sous-estimé compte tenu du mode de gestion du patrimoine des CFA.

Dépenses de fonctionnement et de THR des CFA en 2012 Montant total des charges : 2 776M€ (2 598 M€ HORS THR)



4.2 Les frais de personnel constituent près des deux-tiers des charges d'exploitation

Les frais de personnel se montent à 1.666 millions d'euros et représentent 66% des charges d'exploitation ; en 2012, ils ont augmenté de 6,7%.

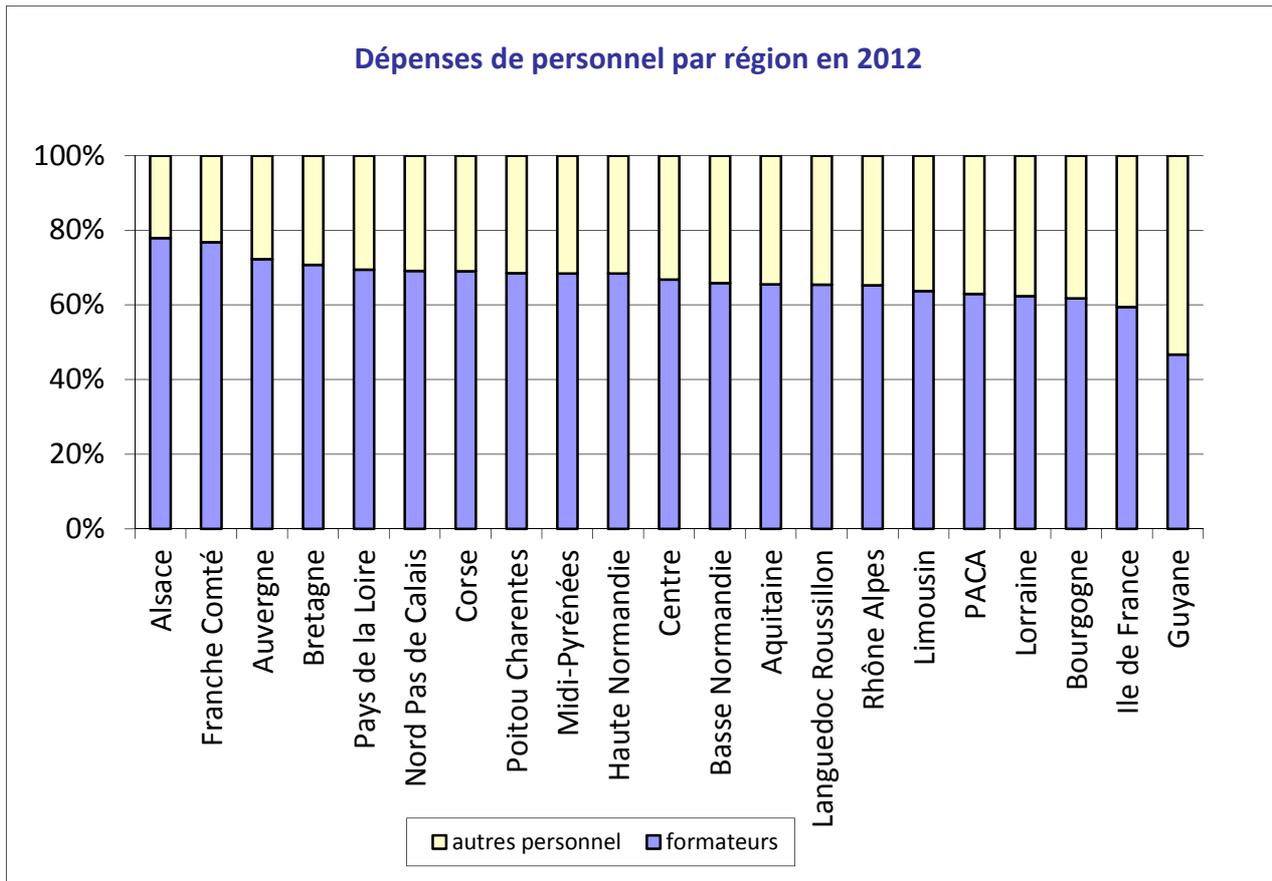
Evolution des charges de personnels

	2007	2010	2011	2012
Charges de personnel relatives aux formateurs	871	999	1 040	1 033
Charges de personnel relatives aux autres personnels	433	517	542	547
Charges de personnel non réparties	39	43	39	85
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	1 342	1 560	1 621	1 665
Evolution		6,2%	3,9%	2,7%

Source : comptes des CFA - remontées CNFPTLV

En moyenne, 65% des charges de personnel concernent le personnel formateur. Le graphique ci-dessous montre les variations régionales.

Selon les régions, le personnel formateur représente de moins de 50% des coûts de personnel en Guyane, à 78% en Alsace et Franche-Comté en passant par 58% en Ile-de-France.



Les données concernant le personnel restent toutefois incomplètes du fait du développement de l'appel à la sous-traitance qui ne permet pas toujours d'isoler les frais de personnel des autres dépenses. Les mises à disposition de personnels notamment par les organismes gestionnaires, ne sont pas non plus prises en compte.

Le poste « autres charges d'exploitation », constitué essentiellement des charges d'achats et de services extérieurs donc de la **sous-traitance** de formation, augmente régulièrement pour atteindre 721 millions d'euros en 2012 (soit 50% des dépenses de personnel).

5. Les investissements des CFA

Les comptes des CFA sur lesquels sont basés ces travaux, ne retracent que partiellement les investissements. En effet, la gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...).

Les chiffres ci-après ne donnent donc qu'un aperçu partiel du financement des investissements dans les CFA.

Les ressources des CFA qui servent à financer **les dépenses d'investissement** représentent en 2012, 237 millions d'euros soit 8% du total des ressources des CFA (contre 159 M€ en 2004 et 200M€ en 2010) se décomposant comme suit :

	Origine des ressources d'investissement (en M€)	
Région	124	52%
Taxe d'apprentissage	32	14%
Participation des branches	19	8%
Organismes gestionnaires	27	11%
Etat	5	2%
Autres collectivités	14	6%
Autres ressources	16	7%
	237	100%

Par leur nature, les investissements (et en particulier les opérations immobilières) ne présentent pas de caractère régulier. Toutefois l'analyse des chiffres met en lumière le rôle prépondérant des Régions comme financeur des investissements comptabilisés dans les CFA, avec maintien de cette tendance sur 2012 puisque les Conseils régionaux financent plus de la moitié des investissements figurant dans les comptes des CFA. Les Régions ont en effet eu tendance à élargir leur intervention sur les investissements structurels et matériels mais aussi la remise à niveau informatique de l'administratif et le matériel y afférant.

Le montant de taxe d'apprentissage affectée aux investissements s'élève à 32 M€ en 2012 en baisse par rapport à 2010 ; avec le financement des branches professionnelles, la participation des entreprises s'élève à 51 M€.

Des ressources supplémentaires en hausse de 35% par rapport à 2010, proviennent des autres collectivités (14 M€) ainsi que de l'Etat (5 M€).

Le financement des investissements par les organismes gestionnaires inscrits dans les comptes des CFA s'établit à 27 M€ en 2012 soit le double de ceux de 2010 ; cependant en raison de la situation

particulière du patrimoine des CFA, on ne connaît pas le montant réel des investissements des organismes gestionnaires dans les CFA.

Les charges ne sont pas détaillées dans les données exploitées ; celles figurant dans les comptes des CFA sont souvent liées aux dépenses pédagogiques : mises aux normes d'atelier, achat de machines ...

Les autres dépenses d'investissement et notamment l'immobilier se retrouvent plus généralement dans les comptes des organismes gestionnaires.

6. Les aides aux jeunes

6.1 Les frais de transport, hébergement, restauration (THR) ne transitent pas toujours par les comptes des CFA

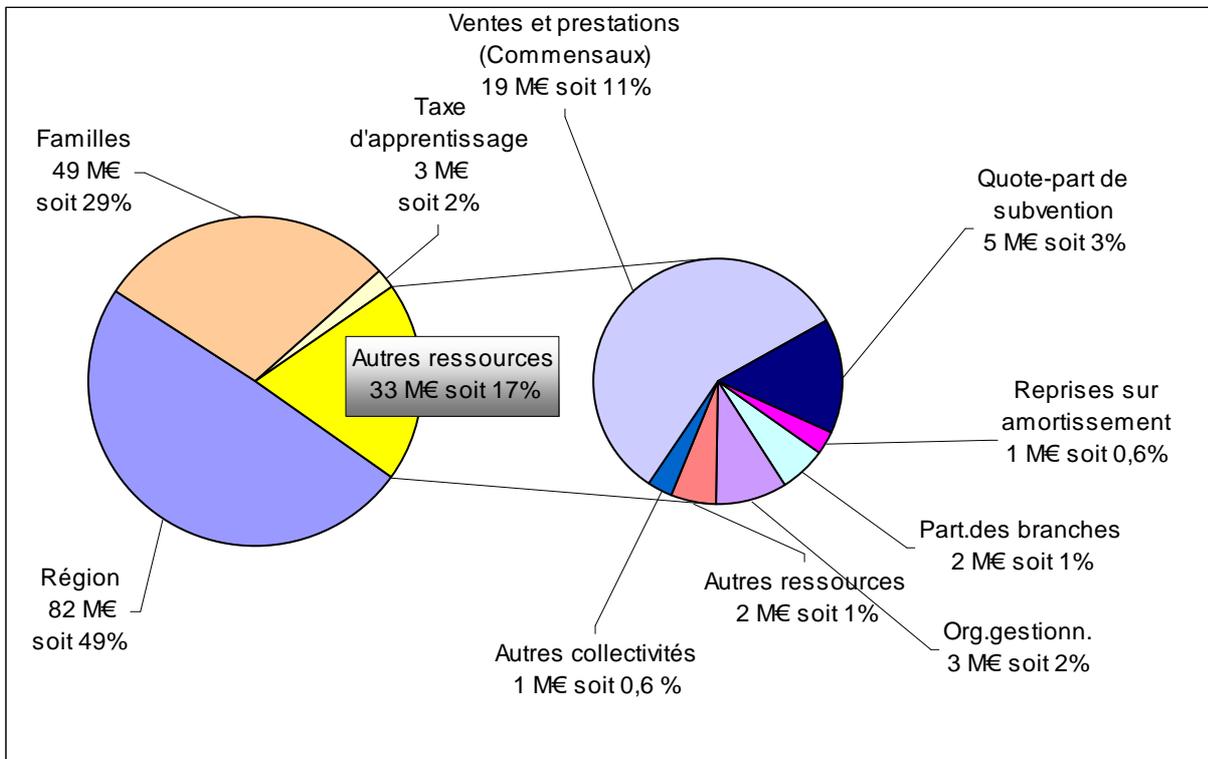
En 2012, les frais de transport, d'hébergement et de restauration des apprentis (THR) figurant dans les comptes des CFA représentent un montant de 167 M€, soit 6% des charges des CFA réparties comme suit :

	Origine des ressources THR (en M€)		%
Régions	82		49%
Familles	49		29%
Taxe apprentissage	3		2%
Autres ressources	33		20%
<i>dont commensaux</i>		19	
RESSOURCES THR	167		100%

Les « autres ressources de THR » regroupent : participation du personnel des CFA et visiteurs (commensaux) aux frais de restauration et d'hébergement, taxe fiscale, crédits de la professionnalisation, participation des organismes gestionnaires, subventions de l'Etat et des autres collectivités et contreparties comptables.

Bien que les données concernant le THR figurant dans les comptes des CFA ne reflètent qu'une partie de la réalité, on peut constater que les Régions et les familles en sont les principaux financeurs.

**Répartition des ressources des CFA consacrées au
THR des apprentis en 2012
Montant total des ressources : 167€**



Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

Selon les comptes des CFA, les Régions attribuent une somme de 82 M€ aux apprentis pour leurs frais de transport, d'hébergement ou de restauration THR.

Il faut ajouter que pour des raisons de visibilité, plusieurs Conseils régionaux ne font plus transiter le THR par les CFA et transmettent leurs aides de THR directement aux apprentis ; ainsi 29 M€ supplémentaires sont attribuées par les Régions aux apprentis pour leurs frais de transport, hébergement, restauration.

Les familles versent 49 millions d'euros aux CFA pour le THR des apprentis.

De plus, un certain nombre de CFA affectent au THR des ressources en provenance de ventes et prestations de services sous la forme de service de repas pour personnes extérieures (commensaux). Ce dernier financement, non négligeable, s'élève à 19 M€.

6.2 Les Régions accordent des aides aux apprentis, au-delà du THR

L'information a été complétée par l'ensemble des aides des Régions retracées ou non dans les comptes des CFA. Les Régions accordent d'autres aides que l'on retrouve dans leurs comptes administratifs et dont la liste figure dans le tableau ci-après.

Ainsi, en dehors du THR qui reste dominant représentant les trois-quarts des aides, les Régions attribuent :

- des aides au premier équipement des apprentis (16 M€) afin de leur permettre de s'équiper dans le cadre de leur métier
- favorisent la mobilité européenne (6 M€)
- versent des aides à caractère social (fonds d'urgence)
- participent à l'achat des livres et aux animations à caractère culturel et sportif.

Aides des Conseils régionaux aux apprentis en 2012			
	Aides directes aux apprentis	Aides via les CFA	Total
Premier équipement	8 915 423	7 832 484	16 747 907
Fournitures scolaires	1 170 508	184 255	1 354 763
Transport / Hébergmt / Rest	28 582 427	82 046 935	110 629 362
Mobilité européenne	1 084 478	5 169 872	6 254 350
Fonds d'aides sociales	256 498	2 135 572	2 392 070
Aide au permis B	2 811 812		2 811 812
Aides aux handicapés		1 015 163	1 015 163
Carte nationale d'apprenti	61 272	15 983	77 255
Ordinateurs	338 445		338 445
Chèques Culture	624 300		624 300
Autres aides	812 610	2 360 705	3 173 315
Total	44 657 772	100 760 969	145 418 741
Source : comptes administratifs des Régions - remontées CNFPTLV			

Annexe 1 : Comptes en T des acteurs de l'apprentissage

Les comptes en T permettent de présenter les flux réalisés qu'ils soient intermédiaires ou finaux.

En effet, deux types de flux coexistent :

- les flux finaux qui sont effectués par le dernier financeur ;
- les flux intermédiaires notamment des transferts de fonds effectués de l'État aux Régions au titre de la péréquation nationale, des contrats d'objectifs et de moyens, de la décentralisation. C'est le cas notamment de la taxe d'apprentissage versée au FNDMA par les entreprises, puis transférée aux Régions (péréquation et COM).

La contribution au développement de l'apprentissage (CDA) n'est pas comptabilisée dans les tableaux :

Les entreprises versent la CDA, ressource fiscale (art. 1599 quinquies A du code général des impôts) qui s'est substituée à la dotation générale de décentralisation relative à la formation professionnelle. Cette DGD visait à compenser les transferts de compétences de l'État vers les Régions opérées en 1983 et 1987 en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. La CDA n'a donc pas vocation à être affectée exclusivement à l'apprentissage comme le laisserait supposer son nom. Son produit est versé aux fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (FRAFPC) et les Régions le répartissent de manière variable entre les dispositifs concernés.

ÉTAT

	Ressources	Emplois	
FNDMA (Taxe d'apprentissage) Source : Budget de l'Etat	439	200	Péréquation vers les Régions (programme 787)
Contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) Source : Budget de l'Etat	215	353	COM - Contrats d'objectifs et de moyens (programme 788)
		1,5	CFA à recrutement national (programme 788)
		3,5	Bonus (Programme 789)
		3,5	Actions nationales promotion et communication (Programme 789)
		15,0	Versements aux CFA
		801	Prime (ICF) à la charge de l'Etat et transfert aux Régions
			Dépenses fiscales et sociales
			<i>Soutien aux entreprises</i>
		1 109	Compensation des exonérations de cotisations salariales et patronales
		500	Crédit d'impôt apprentissage
			<i>Soutien aux apprentis et leurs familles</i>
Budget de l'Etat	2 623	290	Exonération de l'impôt sur le revenu
	3 277	3 277	

RÉGIONS

	Ressources	Emplois	
		1 124	Subvention aux CFA pour le fonctionnement source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV
		124	pour les investissements source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV
		82	pour le THR (via les CFA)
		45	Aides directes aux apprentis source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV
ICF (transfert de l'Etat)	801	550	Primes aux Employeurs – ICF source : DARES
Péréquation	200	55	Autres dépenses dont Subventions d'investissements Source : DARES, calcul par différence
Contrats d'objectifs et de moyens	353		
Budget des Régions	626		
Hors CDA	1 980	1 980	Source : DARES

ENTREPRISES ASSUJETTIES

en millions d'euros		
Ressources	Emplois	
	861	* Concours aux CFA – taxe d'apprentissage Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
	439	FNDMA ** Source : Budget de l'Etat
	215	CSA Source : Budget de l'Etat
	120	Fonds mutualisés de la professionnalisation Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Budget des entreprises	1 722	87 Taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP) Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
	1 722	1 722

* Selon Pactole 810M€

** selon Pactole (DGEFP) : 459
Hors CDA

2012

EMPLOYEURS D'APPRENTIS

	Ressources	Emplois	
Primes aux employeurs	550		
		3 170	Rémunération des apprentis Source : DARES/DADS
Exonération de cotisations salariales et patronales	1 109		
Plan urgence jeunes			
Crédit d'impôt apprentissage	500		
Budget des employeurs	1 011		
Total	3 170	3 170	

2012

APPRENTIS

	Ressources	Emplois	
Rémunérations brutes des apprentis	3 170	58	Participation aux frais de transport, hébergement et restauration
Aides directes des conseils régionaux pour le THR	45		
Exonération de l'impôt sur le revenu	290		
		3 447	Dépenses des ménages
Total	3 505	3 505	

2012

ORGANISMES DE FORMATION

	Ressources	Emplois	
	millions d'euros	millions d'euros	
Subvention des Conseils régionaux (Fonctionnement et investissements)	1 248	2 598	Charges de fonctionnement des CFA
Contribution des Conseils régionaux au THR	82	178	Charges de THR
Concours des entreprises aux CFA (taxe d'apprentissage)	861	272	Charges d'investissement
Fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisation professionnelle	207		
Organisme gestionnaire	107		
Participation des familles aux frais de THR	55		
Subvention Etat	20		
Ventes de produits fabriqués et prestations de service	74		
Commensaux	19		
Contributions d'autres collectivités	48	-46	Déficit CFA
Contreparties comptables	173		
Autres ressources	108		
	3 002	3 002	

Annexe 2 : Tableaux régionaux

Tableau 1 : Effectifs d'apprentis par niveaux.....	65
Tableau 2 : Effectifs d'apprentis par nature d'organisme gestionnaire	66
Tableau 3 : Effectifs 2011-2012	67
Tableau 4 : Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle initiale par niveau	68
Tableau 5 : Effectifs d'apprentis par domaine d'activité	69
Tableau 6 : Evolution des effectifs d'apprentis par sexe et par région	70
Tableau 7 : Effectifs par niveau de formation et par sexe	71
Tableau 8 : Ressources des CFA	72
Tableau 9 : Taxe d'apprentissage reçue par les CFA.....	74
Tableau 10 : Evolution de la taxe d'apprentissage	75
Tableau 11 : Contribution des branches professionnelles au financement des CFA	76
Tableau 12 : Contribution des organismes gestionnaires au financement des CFA	77
Tableau 13 : Contribution des conseils régionaux au financement des CFA.....	78
Tableau 14 : Contribution de l'Etat au financement des CFA.....	79
Tableau 15 : Contribution des autres collectivités au financement des CFA	80
Tableau 16 : Ventes/prestations de service des CFA.....	81
Tableau 17 : Contribution des familles au financement des CFA.....	82
Tableau 18 : Quotes-parts de subvention virée au compte de résultat	83
Tableau 19 : Reprises sur amortissement et provisions	84
Tableau 20 : Transferts de charges	85
Tableau 21 : Produits financiers	86
Tableau 22 : Autres ressources consacrées au financement des CFA	87
Tableau 23 : Ressources consacrées au fonctionnement des CFA.....	88
Tableau 24 : Charges de personnels des CFA	90
Tableau 25 : Charges de fonctionnement des CFA	91
Tableau 26 : Ressources consacrées à l'investissement	92
Tableau 27 : Ressources consacrées au THR	93
Tableau 28 : Aides aux apprentis	94

Tableau 1

EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR NIVEAU 2012

Région	Niveau VI	Niveau V	Niveau IV	Niveau III	Niveau II	Niveau I	
	Effectifs pondérés pré-apprentis	Effectifs pondérés apprentis et pré-apprentis					
Alsace	261	6 858	4 158	2 697	875	907	15 755
Aquitaine	298	9 311	5 040	2 327	648	1 255	18 880
Auvergne	76	5 079	2 373	752	268	450	8 998
Bourgogne	251	5 907	3 244	1 396	137	358	11 292
Bretagne	166	9 106	5 465	2 057	677	1 047	18 518
Centre	308	9 586	5 899	3 245	665	867	20 571
Champagne Ardenne	239	4 491	2 408	988	211	486	8 823
Corse	2	1 232	375	242	89	112	2 052
Franche Comté	286	4 356	3 179	2 101	340	326	10 587
Ile de France	1 486	21 010	19 645	16 886	10 169	15 482	84 677
Languedoc Roussillon	61	7 883	4 077	2 205	518	1 289	16 033
Limousin	40	1 929	1 236	408	160	111	3 884
Lorraine	532	7 312	4 716	3 272	638	554	17 024
Midi-Pyrénées	737	8 957	4 221	2 736	568	1 229	18 448
Nord Pas de Calais	0	8 884	6 508	4 194	623	2 102	22 311
Basse Normandie	0	5 681	3 330	1 072	221	509	10 814
Haute Normandie	222	6 887	3 611	1 969	548	879	14 117
Pays de la Loire	157	12 623	10 563	4 625	557	1 131	29 657
Picardie	685	5 723	3 505	1 973	352	1 052	13 291
Poitou-Charentes	109	6 674	4 245	2 434	432	696	14 590
PACA	12	16 221	8 543	3 752	1 054	1 837	31 419
Rhône Alpes	634	17 953	12 657	7 585	1 912	2 869	43 611
France métropolitaine	6 563	183 664	118 999	68 916	21 662	35 548	435 352
Guadeloupe	89	996	226	275	62	9	1 657
Guyane	0	404	50	106	0	0	560
Martinique	131	585	554	276	127	11	1 684
Mayotte	36	256	35	0	0	0	327
Réunion	0	2 181	1 228	691	135	63	4 297
France outre mer	256	4 422	2 093	1 347	323	83	8 525
TOTAL France	6 819	188 086	121 092	70 263	21 986	35 631	443 877

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR NATURE D'ORGANISME GESTIONNAIRE - TOUS CFA CONFONDUS - 2010-2012

	au 31/12/2010				au 31/12/2011				au 31/12/2012			
	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total
Alsace	8 357	2 448	4 172	14 977	8 526	2 620	4 338	15 484	8 525	2 680	4 306	15 511
Aquitaine	4 736	6 202	7 030	17 968	4 859	6 143	7 516	18 518	5 113	5 072	8 491	18 676
Auvergne	1 241	0	7 354	8 595	1 294		7 601	8 895	1 362		7 601	8 963
Bourgogne	1 361	487	9 179	11 027	1 350	465	9 403	11 218	1 379	428	8 970	10 777
Bretagne	1 902	9 399	6 712	18 013	1 925	9 377	7 053	18 355	1 886	9 161	7 301	18 348
Centre	4 632	5 124	10 002	19 758	4 943	5 227	10 168	20 338	5 896	5 260	8 996	20 152
Champagne-Ardenne	1 110	287	7 133	8 530	1 195		7 447	8 642	1 253		7 245	8 498
Corse	458	768	745	1 971	436	825	769	2 030	484	830	766	2 080
Franche-Comté	2 735	1 835	5 514	10 084	2 784	1 842	5 723	10 349	2 853	1 768	5 607	10 228
Ile de France	3 710	18 750	56 215	78 675	4 077	19 475	59 269	82 821	4 154	19 158	60 435	83 747
Languedoc-Roussillon	3 083	6 431	5 396	14 910	3 276	6 566	5 959	15 801	3 610	6 630	5 987	16 227
Limousin	1 650	1 052	1 040	3 742	1 657	1 153	982	3 792	1 767	1 168	985	3 920
Lorraine	4 312	4 636	7 041	15 989	4 585	4 747	7 153	16 485	4 851	4 609	7 042	16 502
Midi-Pyrénées	3 105	5 562	8 767	17 434	3 105	5 569	8 869	17 543	3 320	5 620	9 023	17 963
Nord-Pas de Calais	3 912	5 809	11 725	21 446	4 191	5 845	12 090	22 126	4 454	5 692	12 443	22 589
Basse-Normandie	1 622	5 558	3 657	10 837	1 807	5 448	3 628	10 883	1 796	5 311	3 603	10 710
Haute-Normandie	2 833	4 840	6 166	13 839	2 914	3 150	7 801	13 865	2 862	3 090	7 988	13 940
Pays de la Loire	3 886	10 578	14 682	29 146	4 037	10 684	14 822	29 543	3 816	11 327	14 292	29 435
Picardie	1 666	4 426	6 818	12 910	1 566	4 282	6 887	12 735	1 619	4 061	6 732	12 412
Poitou-Charentes	2 360	8 184	3 400	13 944	2 552	8 345	3 503	14 400	2 722	8 150	3 729	14 601
Provence Alpes Côte d'Azur	7 946	8 144	15 998	32 088	8 339	8 596	14 837	31 772	7 646	8 322	14 891	30 859
Rhône-Alpes	4 003	3 659	33 600	41 262	4 333	3 787	34 682	42 802	4 543	3 874	34 821	43 238
France Métropolitaine	70 620	114 179	232 346	417 145	73 751	114 146	240 500	428 397	75 911	112 211	241 254	429 376
Guadeloupe	295	1012	251	1 558	301	1 028	136	1 465	347	1 131	244	1 722
Guyane	35	333	0	368	94	371		465	127	575		702
Martinique	125	1024	437	1 586	153	994	376	1 523	136	1 084	379	1 599
Mayotte					307			307	267			267
Réunion	415	3396	44	3 855	425	3 688	64	4 177	513	3 876	88	4 477
Outre Mer	870	5 765	732	7 367	1 280	6 081	576	7 937	1 390	6 666	711	8 767
CFA régionaux	71 490	119 944	233 078	424 512	75 031	120 227	241 076	436 334				
CFA nationaux	0	171	1 597	1 768								
TOTAL	71 490	120 115	234 675	426 280	75 031	120 227	241 076	436 334	77 301	118 877	241 965	438 143

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

EFFECTIFS D'APPRENTIS 2012

	au 31/12/2011			2012			au 31/12/2012		
	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total
Alsace	243	15 484	15 727	261	15 495	15 755	287	15 511	15 798
Aquitaine	252	18 518	18 770	298	18 581	18 880	368	18 676	19 044
Auvergne	75	8 895	8 970	76	8 922	8 998	78	8 963	9 041
Bourgogne	231	11 218	11 449	251	11 042	11 292	280	10 777	11 057
Bretagne	165	18 355	18 520	166	18 352	18 518	167	18 348	18 515
Centre	313	20 338	20 651	308	20 264	20 571	300	20 152	20 452
Champagne-Ardenne	240	8 642	8 882	239	8 584	8 823	237	8 498	8 735
Corse	3	2 030	2 033	2	2 050	2 052		2 080	2 080
Franche-Comté	292	10 349	10 641	286	10 301	10 587	277	10 228	10 505
Ile de France	1 584	82 821	84 405	1 486	83 191	84 677	1 339	83 747	85 086
Languedoc-Roussillon	58	15 801	15 859	61	15 971	16 033	66	16 227	16 293
Limousin		3 792	3 792	40	3 843	3 884	101	3 920	4 021
Lorraine	532	16 485	17 017	532	16 492	17 024	532	16 502	17 034
Midi-Pyrénées	745	17 543	18 288	737	17 711	18 448	726	17 963	18 689
Nord-Pas de Calais		22 126	22 126	0	22 311	22 311		22 589	22 589
Basse-Normandie		10 883	10 883	0	10 814	10 814		10 710	10 710
Haute-Normandie	210	13 865	14 075	222	13 895	14 117	240	13 940	14 180
Pays de la Loire	262	29 543	29 805	157	29 500	29 657		29 435	29 435
Picardie	691	12 735	13 426	685	12 606	13 291	677	12 412	13 089
Poitou-Charentes	89	14 400	14 489	109	14 480	14 590	140	14 601	14 741
Provence Alpes Côte d'Azur	20	31 772	31 792	12	31 407	31 419		30 859	30 859
Rhône-Alpes	692	42 802	43 494	634	42 976	43 611	548	43 238	43 786
France Métropolitaine	6 697	428 397	435 094	6 563	428 789	435 352	6 363	429 376	435 739
Guadeloupe	89	1 465	1 554	89	1 568	1 657	89	1 722	1 811
Guyane		465	465	0	560	560		702	702
Martinique	133	1 523	1 656	131	1 553	1 684	127	1 599	1 726
Mayotte		307	307	36	291	327	90	267	357
Réunion		4 177	4 177	0	4 297	4 297	1	4 477	4 478
Outre Mer	222	7 937	8 159	256	8 269	8 525	307	8 767	9 074
CFA régionaux	6 919	436 334	443 253						
CFA nationaux									
TOTAL	6 919	436 334	443 253	6 819	437 058	443 877	6 670	438 143	444 813

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

POIDS DE L'APPRENTISSAGE DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE PAR NIVEAU
(effectif au 31/12 de l'année)

	2010	2011	2012	2011/2010	2012/2011
V					
Apprentis	191 857	189 560	185 875	-1,2%	-1,9%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	218 889	177 417	142 901	-18,9%	-19,5%
Jeunes en formation professionnelle initiale	410 746	366 977	328 776	-10,7%	-10,4%
Poids de l'apprentissage	46,71%	51,65%	56,54%		
IV					
Apprentis	123 018	123 888	116 897	0,7%	-5,6%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	577 615	610 567	609 018	5,7%	-0,3%
Jeunes en formation professionnelle initiale	700 633	734 455	725 915	4,8%	-1,2%
Poids de l'apprentissage	17,56%	16,87%	16,10%		
III (DUT, BTS, DMA)					
Apprentis	62 074	67 193	74 868	8,2%	11,4%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	357 944	361 043	368 410	0,9%	2,0%
Jeunes en formation professionnelle initiale	420 018	428 236	443 278	2,0%	3,5%
Poids de l'apprentissage	14,78%	15,69%	16,89%		
II (licence, maîtrise)*					
Apprentis (total niveau II)	19 189	21 762	22 321	13,4%	2,6%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire (licence et maîtrise)	471 779	465 177	492 635	-1,4%	5,9%
Jeunes en formation professionnelle initiale	490 968	486 939	514 956	-0,8%	5,8%
Poids de l'apprentissage	3,91%	4,47%	4,33%		
I (diplôme d'ingénieur)**					
Apprentis (total niveau I)	30 142	33 931	38 182	12,6%	12,5%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire (ingénieur)	117 582	121 571	124 448	3,4%	2,4%
Jeunes en formation professionnelle initiale	147 724	155 502	162 630	5,3%	4,6%
Poids de l'apprentissage	20,40%	21,82%	23,48%		
Total					
Apprentis	426 280	436 334	438 143	2,4%	0,4%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	1 743 809	1 735 775	1 737 412	-0,5%	0,1%
Jeunes en formation professionnelle initiale	2 170 089	2 172 109	2 175 555	0,1%	0,2%
Poids de l'apprentissage	19,64%	20,09%	20,14%		

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR DOMAINE D'ACTIVITE AU 31/12/2012

	Code 11 : mathématiques et sciences	Code 12 : sciences humaines et droit	Code 13 : lettres et arts	Code 20 : spécialités pluri-techno de la production	Code 21 : Agriculture, Pêche, Forêt, Espaces verts	Code 22 : Transformations	Code 23 : Génie civil, Construction, Bois	Code 24 : Matériaux souples	Code 25 : Mécanique, Electricité, Electronique	Code 30 : Spécialités plurivalentes des services	Code 31 : Echanges et Gestion	Code 32 : Communication et information	Code 33 : Services aux personnes	Code 34 : Services à la Collectivité	TOTAL
Alsace	106	33	14	572	928	2 802	1 994	38	2 649	24	3 360	518	2 282	191	15 511
Aquitaine	19			686	1 757	3 439	3 168	36	3 051	10	3 264	394	2 572	280	18 676
Auvergne				345	850	1 927	1 644	3	1 495		1 523	87	1 066	23	8 963
Bourgogne				382	1 268	2 124	1 937	30	1 866		1 575	157	1 428	10	10 777
Bretagne				396	1 459	3 782	3 665		2 564		3 028	503	2 686	265	18 348
Centre	46	62		710	1 668	3 604	3 133	73	2 793	11	3 962	452	3 330	308	20 152
Champagne-Ardennes				319	692	1 747	1 779	1	1 430		1 494	48	960	28	8 498
Corse	15				106	313	378		383	22	454	49	335	25	2 080
Franche-Comté	33	4		260	1 201	2 160	1 243	8	1 819	6	1 753	317	1 320	104	10 228
Ile de France	411	1 096	209	2 858	2 107	9 742	6 639	392	11 045	85	25 629	8 031	14 267	1 236	83 747
Languedoc-Roussillon	14	74		259	1 252	2 738	2 856	17	2 502		3 137	387	2 872	119	16 227
Limousin				61	454	773	724	1	587		654	63	580	23	3 920
Lorraine	33	17		785	1 372	3 326	2 405	37	2 283	14	3 414	351	2 348	117	16 502
Midi-Pyrénées		27		395	1 343	3 064	2 753	31	3 630		3 157	587	2 818	158	17 963
Nord-Pas de Calais	87	25		1 025	1 968	3 981	3 262	119	3 104	7	4 363	695	3 768	185	22 589
Basse-Normandie	13	48		383	1 140	2 254	1 955	18	1 426		1 865	81	1 509	18	10 710
Haute-Normandie	16			687	1 118	2 466	2 649		2 397	10	2 561	363	1 642	31	13 940
Pays de la Loire	3	7	5	1 099	2 837	5 440	6 609	80	4 623		4 691	617	3 383	41	29 435
Picardie	70	9		428	1 388	1 892	2 225	1	2 250		2 063	460	1 541	85	12 412
Poitou-Charentes	28	48		687	1 294	2 400	2 779	29	2 042		2 673	434	2 136	51	14 601
Provence Alpes Côte d'Azur	43	92		788	2 679	5 115	4 741	39	5 154	22	4 815	685	6 427	259	30 859
Rhône-Alpes	169	76		1 790	2 723	8 441	7 219	244	7 453	32	7 159	1 500	5 950	482	43 238
France Métropolitaine	1 106	1 618	228	14 915	31 604	73 530	65 757	1 197	66 546	243	86 594	16 779	65 220	4 039	429 376
Guadeloupe				2	42	347	368	11	214		316	19	399	4	1 722
Guyane					50	81	71		169		165	27	139		702
Martinique				3	126	182	210		291		507	49	227	4	1 599
Mayotte						60	71		44		54		38		
Réunion		1		69	383	834	755	4	612	37	716	353	665	48	4 477
Outre Mer	0	1	0	74	601	1 504	1 475	15	1 330	37	1 758	448	1 468	56	8 767
TOTAL	1 106	1 619	228	14 989	32 205	75 034	67 232	1 212	67 876	280	88 352	17 227	66 688	4 095	438 143

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education

**EVOLUTION DES EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR SEXE ET PAR REGION
2004-2011-2012**

	au 31/12/2004			% Filles	au 31/12/2011			% Filles	au 31/12/2012			% Filles
	G	F	Total	en 2004	G	F	Total	en 2011	G	F	Total	en 2011
Alsace	8 430	4 276	12 706	33,65%	10 182	5 302	15 484	34,24%	10 191	5 320	15 511	34,30%
Aquitaine	10 407	4 524	14 931	30,30%	12 908	5 610	18 518	30,29%	13 067	5 609	18 676	30,03%
Auvergne	5 751	1 722	7 473	23,04%	6 525	2 370	8 895	26,64%	6 541	2 422	8 963	27,02%
Bourgogne	8 073	3 086	11 159	27,65%	8 202	3 016	11 218	26,89%	7 883	2 894	10 777	26,85%
Bretagne	11 484	4 756	16 240	29,29%	13 010	5 345	18 355	29,12%	12 925	5 423	18 348	29,56%
Centre	10 758	5 143	15 901	32,34%	13 543	6 795	20 338	33,41%	13 306	6 846	20 152	33,97%
Champagne-Ardenne	5 651	2 157	7 808	27,63%	6 390	2 252	8 642	26,06%	6 173	2 325	8 498	27,36%
Corse	917	327	1 244	26,29%	1 373	657	2 030	32,36%	1 351	729	2 080	35,05%
Franche-Comté	5 988	2 525	8 513	29,66%	7 224	3 125	10 349	30,20%	7 122	3 106	10 228	30,37%
Ile de France	39 484	22 343	61 827	36,14%	50 133	32 688	82 821	39,47%	50 307	33 440	83 747	39,93%
Languedoc-Roussillon	8 621	3 343	11 964	27,94%	11 146	4 655	15 801	29,46%	11 414	4 813	16 227	29,66%
Limousin	2 455	903	3 358	26,89%	2 728	1 064	3 792	28,06%	2 796	1 124	3 920	28,67%
Lorraine	10 006	4 214	14 220	29,63%	11 264	5 221	16 485	31,67%	11 129	5 373	16 502	32,56%
Midi-Pyrénées	10 708	4 395	15 103	29,10%	12 325	5 218	17 543	29,74%	12 705	5 258	17 963	29,27%
Nord-Pas de Calais	11 512	4 975	16 487	30,18%	15 183	6 943	22 126	31,38%	15 196	7 393	22 589	32,73%
Basse-Normandie	6 699	3 123	9 822	31,80%	7 410	3 473	10 883	31,91%	7 309	3 401	10 710	31,76%
Haute-Normandie	9 453	4 082	13 535	30,16%	9 597	4 268	13 865	30,78%	9 653	4 287	13 940	30,75%
Pays de la Loire	20 302	7 785	28 087	27,72%	21 446	8 097	29 543	27,41%	21 299	8 136	29 435	27,64%
Picardie	8 810	2 455	11 265	21,79%	9 510	3 225	12 735	25,32%	9 286	3 126	12 412	25,19%
Poitou-Charentes	8 425	3 561	11 986	29,71%	9 836	4 564	14 400	31,69%	9 977	4 624	14 601	31,67%
Provence Alpes Côte d'Azur	21 053	10 015	31 068	32,24%	21 603	10 169	31 772	32,01%	20 829	10 030	30 859	32,50%
Rhône-Alpes	23 893	9 251	33 144	27,91%	30 427	12 375	42 802	28,91%	30 584	12 654	43 238	29,27%
France Métropolitaine	248 880	108 961	357 841	30,45%	291 965	136 432	428 397	31,85%	291 043	138 333	429 376	32,22%
Guadeloupe	779	451	1 230	36,67%	973	492	1 465	33,58%	1 099	623	1 722	36,18%
Guyane	147	59	206	28,64%	318	147	465	31,61%	439	263	702	37,46%
Martinique	1 273	677	1 950	34,72%	998	525	1 523	34,47%	1 067	532	1 599	33,27%
Mayotte					219	88			167	100	267	37,45%
Réunion	2 854	1 055	3 909	26,99%	2 980	1 197	4 177	28,66%	3 123	1 354	4 477	30,24%
Outre Mer	5 053	2 242	7 295	30,73%	5 488	2 449	7 937	30,86%	5 895	2 872	8 767	32,76%
CFA régionaux	253 933	111 203	365 136	30,46%								
CFA nationaux	3 438	414	3 852	10,75%								
TOTAL	257 371	111 617	368 988	30,25%	297 453	138 881	436 334	31,83%	296 938	141 205	438 143	32,23%

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale
CNEFOP

EFFECTIFS PAR NIVEAU DE FORMATION ET PAR SEXE

2012

	31/12/2012																				
	VI(1)			V			IV			III			II			I			TOTAL GENERAL		
	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total
Alsace	174	113	287	4628	2039	6 667	2709	1326	4 035	1704	1176	2 880	559	394	953	591	385	976	10 365	5 433	15 798
Aquitaine	279	89	368	7062	2256	9 318	3215	1676	4 891	1521	956	2 477	344	336	680	925	385	1 310	13 346	5 698	19 044
Auvergne	54	24	78	3801	1220	5 021	1755	637	2 392	591	230	821	138	116	254	256	219	475	6 595	2 446	9 041
Bourgogne	210	70	280	4256	1494	5 750	2215	784	2 999	1097	412	1 509	73	76	149	242	128	370	8 093	2 964	11 057
Bretagne	130	37	167	6813	2190	9 003	3561	1850	5 411	1387	737	2 124	381	291	672	783	355	1 138	13 055	5 460	18 515
Centre	239	61	300	6995	2485	9 480	3479	2145	5 624	1937	1556	3 493	379	308	687	516	352	868	13 545	6 907	20 452
Champagne-Ardenne	193	44	237	3304	1104	4 408	1629	668	2 297	732	309	1 041	157	65	222	351	179	530	6 366	2 369	8 735
Corse			0	947	298	1 245	176	183	359	109	158	267	59	39	98	60	51	111	1 351	729	2 080
Franche-Comté	201	76	277	3071	1209	4 280	2061	874	2 935	1471	790	2 261	227	150	377	292	83	375	7 323	3 182	10 505
Ile de France	974	365	1 339	13938	6640	20 578	11705	7047	18 752	9886	7888	17 774	5367	4698	10 065	9411	7167	16 578	51 281	33 805	85 086
Languedoc-Roussillon	46	20	66	6139	1698	7 837	2525	1499	4 024	1551	877	2 428	347	202	549	852	537	1 389	11 460	4 833	16 293
Limousin	67	34	101	1410	507	1 917	860	370	1 230	311	107	418	134	93	227	81	47	128	2 863	1 158	4 021
Lorraine	379	153	532	5166	1984	7 150	2976	1637	4 613	2143	1248	3 391	370	354	724	474	150	624	11 508	5 526	17 034
Midi-Pyrénées	493	233	726	6923	2053	8 976	2474	1654	4 128	1979	951	2 930	336	270	606	993	330	1 323	13 198	5 491	18 689
Nord-Pas de Calais			0	6300	2579	8 879	4047	2264	6 311	2956	1567	4 523	374	255	629	1519	728	2 247	15 196	7 393	22 589
Basse-Normandie			0	3923	1639	5 562	2130	1135	3 265	800	337	1 137	108	102	210	348	188	536	7 309	3 401	10 710
Haute-Normandie	195	45	240	5031	1803	6 834	2391	1206	3 597	1284	765	2 049	253	306	559	694	207	901	9 848	4 332	14 180
Pays de la Loire			0	9796	2862	12 658	6932	3033	9 965	3320	1593	4 913	381	268	649	870	380	1 250	21 299	8 136	29 435
Picardie	475	202	677	4289	1195	5 484	2439	939	3 378	1520	563	2 083	209	127	336	829	302	1 131	9 761	3 328	13 089
Poitou-Charentes	125	15	140	4862	1679	6 541	2787	1379	4 166	1533	1077	2 610	233	228	461	562	261	823	10 102	4 639	14 741
PACA			0	11897	3782	15 679	5031	3255	8 286	2182	1896	4 078	488	409	897	1231	688	1 919	20 829	10 030	30 859
Rhône-Alpes	468	80	548	13751	4312	18 063	8391	3757	12 148	5247	2745	7 992	1087	885	1 972	2108	955	3 063	31 052	12 734	43 786
France Métropolitaine	4 702	1 661	6 363	134 302	47 028	181 330	75 488	39 318	114 806	45 261	27 938	73 199	12 004	9 972	21 976	23 988	14 077	38 065	295 745	139 994	435 739
Guadeloupe	66	23	89	804	269	1 073	99	117	216	160	192	352	27	31	58	9	14	23	1 165	646	1 811
Guyane			0	300	123	423	38	14	52	101	126	227			0			0	439	263	702
Martinique	97	30	127	495	115	610	354	179	533	140	156	296	70	68	138	8	14	22	1 164	562	1 726
Mayotte	47	43	90	134	100	234	33		33			0			0			0	214	143	357
Réunion	1		1	1796	409	2 205	845	412	1 257	351	443	794	78	71	149	53	19	72	3 124	1 354	4 478
Outre Mer	211	96	307	3 529	1 016	4 545	1 369	722	2 091	752	917	1 669	175	170	345	70	47	117	6 106	2 968	9 074
TOTAL	4 913	1 757	6 670	137 831	48 044	185 875	76 857	40 040	116 897	46 013	28 855	74 868	12 179	10 142	22 321	24 058	14 124	38 182	301 851	142 962	444 813

Source : Enquête SIFA -DEPP

RESSOURCES DES CFA EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations
Alsace	15 755	22 345 459	4 665 296	2 978 647	40 215 897	255 153	626 824	3 464 717
Aquitaine	18 880	38 230 160	10 823 582	7 220 995	82 527 649	1 112 743	8 511 994	3 675 332
Auvergne	8 998	14 417 110	5 009 800	161 328	26 359 437	319 930	619 885	1 956 456
Bourgogne	11 292	16 350 244	4 618 621	868 347	31 687 800	681 899	1 668 508	4 088 954
Bretagne	18 518	32 829 211	12 707 018	2 907 136	44 516 593	333 669	821 659	6 876 081
Centre	20 571	28 259 996	9 674 344	4 526 649	75 540 498	625 846	1 718 006	4 285 408
Champagne Ardenne	8 823	14 569 513	5 193 943	210 235	33 878 042	194 629	299 928	1 203 362
Corse	2 052	2 208 021	201 117	173 524	8 365 365	34 109	8 630	313 583
Franche Comté	10 587	11 349 872	5 666 017	2 764 016	29 502 654	1 046 587	42 432	1 625 660
Ile de France	84 677	307 468 167	28 371 131	29 760 852	226 675 072	1 672 650	17 441 442	21 266 074
Languedoc Roussillon	16 033	29 420 998	6 203 141	5 167 223	43 410 738	438 862	3 546 372	3 974 967
Limousin	3 884	4 698 057	1 847 254	119 819	16 143 735	123 783	1 114 511	669 448
Lorraine	17 024	22 077 921	9 922 272	3 868 570	42 275 711	655 361	1 104 371	2 762 980
Midi-Pyrénées	18 448	33 074 114	2 266 062	1 419 598	50 508 264	381 804	823 714	5 014 176
Nord Pas de Calais	22 311	39 115 862	7 731 407	11 084 886	72 473 052	789 281	2 178 479	873 917
Basse Normandie	10 814	14 907 183	12 989 389	2 028 475	52 947 338	533 323	77 098	3 906 318
Haute Normandie	14 117	21 972 542	4 968 719	964 236	46 127 524	245 523	1 085 923	2 447 270
Pays de la Loire	29 657	36 296 384	14 856 736	4 104 009	118 766 906	937 772	2 853 952	5 373 635
Picardie	13 291	22 272 633	14 134 180	3 881 774	31 297 692	1 483 178	111 554	1 700 716
Poitou-Charentes	14 590	15 902 396	3 964 601	4 119 685	45 346 422	1 005 758	241 051	3 257 775
PACA	31 419	48 375 812	7 441 768	10 755 586	73 303 434	649 418	2 726 307	364 857
Rhône Alpes	43 611	83 670 997	33 776 601	7 595 158	134 570 389	1 982 880	797 933	14 197 228
Guyane	560	1 106 848		76 312	3 482 708	7 222		71 791
Total	435 912	860 919 500	207 032 999	106 757 060	1 329 922 920	15 511 380	48 420 573	93 370 705

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

RESSOURCES DES CFA EN 2012 (suite)

REGION	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Transfert de charges	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	408 119	4 699 532	124 253	45 231	124 177	907 960	80 861 265	5 132
Aquitaine	1 733 207	6 338 498	811 031	1 094 810	130 907	4 591 841	166 802 749	8 835
Auvergne	1 860 762	1 214 610	587 798	342 251	214 359	2 987 938	56 051 664	6 229
Bourgogne	2 434 184	2 904 001	1 791 547	1 000 094	119 381	4 599 248	72 812 828	6 448
Bretagne	533 493	5 920 752	558 341	892 124	265 800	2 494 236	111 656 113	6 030
Centre	4 455 979	6 859 979	171 650	549 803	337 832	3 187 242	140 193 232	6 815
Champagne Ardenne	1 551 817	3 744 364	339 885	344 899	141 172	1 986 491	63 658 280	7 215
Corse	55 196	496 582	230 070	200 149		255 146	12 541 492	6 112
Franche Comté	2 800 984	2 183 947	693 574	462 377	179 596	3 243 461	61 561 177	5 815
Ile de France	8 261 020	25 086 801	6 517 919	2 808 377	2 396 149	22 012 065	699 737 719	8 264
Languedoc Roussillon	1 705 887	2 903 239	1 708 736	559 599	111 422	909 700	100 060 884	6 241
Limousin	438 377	1 229 920	72 699	49 877	30 060	673 839	27 211 379	7 007
Lorraine	2 423 024	5 172 602	667 951	440 767	129 638	8 238 700	99 739 868	5 859
Midi-Pyrénées	2 331 363	6 624 789	394 455	953 020	255 309	10 079 627	114 126 295	6 186
Nord Pas de Calais	1 117 367	6 675 337	958 129	223 607	313 311	3 005 804	146 540 439	6 568
Basse Normandie	3 990 484	2 892 854	705 787	409 005	139 671	4 214 773	99 741 698	9 224
Haute Normandie	2 351 609	4 503 832	706 296	427 947	134 694	7 180 536	93 116 651	6 596
Pays de la Loire	2 743 527	8 933 106	724 224	736 673	405 591	4 054 384	200 786 899	6 770
Picardie	1 775 378	4 360 541	610 595	930 012	119 934	2 198 327	84 876 514	6 386
Poitou-Charentes	2 977 037	4 591 852	700 161	182 746	26 638	1 431 263	83 747 385	5 740
PACA	4 008 710	7 418 283	716 138	821 017	202 326	9 203 689	165 987 345	5 283
Rhône Alpes	4 766 822	12 518 299	2 151 405	1 884 513	1 979 081	10 397 893	310 289 199	7 115
Guyane	46 303	632 661					5 423 845	9 685
Total	54 770 649	127 906 381	21 942 644	15 358 898	7 757 048	107 854 163	2 997 524 920	6 876

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

TAXE APPRENTISSAGE 2012

Région	Taxe reçue en 2012	Taxe reçue région	Taxe reçue hors région	Reliquat 2011 pour 2012	Taxe disponible en 2012	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage Fonctionnement	Taxe d'apprentissage THR	Taxe d'apprentissage Investissement	Total taxe consommée	Taxe consommée par jeune
Alsace	22 414 071	8 660 455	13 753 616	929 636	23 275 095	15 755	20 563 277	42 600	1 739 582	22 345 459	1 418
Aquitaine	38 912 970	20 391 334	18 521 636	1 552 479	39 782 639	18 880	37 307 694	3 660	918 806	38 230 160	2 025
Auvergne	14 263 295	9 214 781	5 048 514	370 369	14 787 479	8 998	13 945 707		471 403	14 417 110	1 602
Bourgogne	16 499 486	6 586 450	9 913 036	1 912 258	18 876 278	11 292	16 300 800		663 220	16 964 020	1 502
Bretagne	35 433 483	20 625 449	14 808 035	12 551 541	45 380 752	18 518	31 273 275	109 163	1 446 773	32 829 211	1 773
Centre	27 508 624	7 523 568	19 985 056	11 591 562	39 851 558	20 571	25 754 554	956 634	1 548 808	28 259 996	1 374
Champagne-Ardenne	15 224 777	6 185 672	9 039 104	3 977 883	18 547 396	8 823	13 035 236	510 284	1 023 993	14 569 513	1 651
Corse	2 247 020	1 225 093	1 021 927	67 238	2 275 259	2 052	1 877 353	4 554	326 114	2 208 021	1 076
Franche-Comté	11 736 812	3 282 186	8 454 628	787 813	12 137 685	10 587	10 881 215		468 657	11 349 872	1 072
Ile de France	312 246 172	145 683 469	158 084 874	72 874 111	380 342 278	84 677	299 306 285		8 161 882	307 468 167	3 631
Languedoc Roussillon	28 091 875	12 092 143	15 999 732	1 885 175	31 306 173	16 033	26 829 726	151 304	2 439 968	29 420 998	1 835
Limousin	5 478 840	2 015 159	3 463 681	1 344 449	6 340 254	3 884	4 830 533	32 002	133 270	4 995 805	1 286
Lorraine	19 175 555	12 369 365	6 806 190	10 626 002	32 703 923	17 024	21 410 992		666 929	22 077 921	1 297
Midi Pyrénées	33 686 479	17 456 469	16 230 010	3 662 679	36 736 793	18 448	31 850 822	41 469	1 181 823	33 074 114	1 793
Nord Pas de Calais	40 384 504	16 301 880	24 082 624	16 073 226	55 189 088	22 311	37 239 779		1 876 083	39 115 862	1 753
Basse Normandie	14 845 803	4 998 581	9 847 222	18 155	14 925 338	10 814	13 601 990	234 083	1 071 110	14 907 183	1 379
Haute Normandie	22 010 681	8 740 689	13 269 992	2 712 302	24 684 844	14 117	21 235 000		737 542	21 972 542	1 556
Pays de la Loire	36 673 317	17 263 483	19 409 834	5 000 534	41 296 918	29 657	35 715 759		580 625	36 296 384	1 224
Picardie	21 536 693	6 035 514	15 498 671	43 864	22 316 497	13 291	21 299 900	243 843	728 890	22 272 633	1 676
Poitou-Charentes	18 496 724	7 196 515	11 300 209	2 746 623	18 649 019	14 590	15 710 194	139 176	53 026	15 902 396	1 090
PACA	51 673 119	24 135 712	26 372 519	7 633 022	56 008 834	31 419	47 476 119		899 693	48 375 812	1 540
Rhône-Alpes	83 141 222	30 812 003	52 329 219	12 082 114	95 753 111	43 611	78 034 086		5 636 911	83 670 997	1 919
Guyane	1 116 848	549 002	113 364	75 738	1 182 586	560	1 101 517	0	5 331	1 106 848	1 977
TOTAL	872 798 370	389 344 972	473 353 693	170 518 773	1 032 349 797	435 912	826 581 813	2 468 772	32 780 439	861 831 024	1 977

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

EVOLUTION DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE RECUE PAR LES CFA EN 2012

Région	2004			2007			2010			2012			Variation de la moyenne 2012/2004 en %
	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	
Alsace	12 563	12 540 879	998	14 224	19 145 349	1 346	15 117	19 437 111	1 286	15 755	22 414 071	1 423	43%
Aquitaine	15 436	21 067 068	1 365	17 343	25 624 707	1 478	17 855	33 716 368	1 888	18 880	38 912 970	2 061	51%
Auvergne	7 434	7 006 850	943	8 445	10 931 954	1 294	8 614	13 102 298	1 521	8 998	14 263 295	1 585	68%
Bourgogne	11 355	15 691 620	1 382	12 078	16 420 744	1 360	11 746	15 361 643	1 308	11 292	16 499 486	1 461	6%
Bretagne	16 207	22 266 420	1 374	18 213	27 828 807	1 528	18 272	30 506 718	1 670	18 518	35 433 483	1 913	39%
Centre	16 436	19 065 696	1 160	18 937	22 950 921	1 212	19 939	26 166 994	1 312	20 571	27 508 624	1 337	15%
Champagne-Ardenne	7 936	10 091 106	1 272	8 868	12 997 867	1 466	8 780	13 734 939	1 564	8 823	15 224 777	1 726	36%
Corse	1 231	1 490 756	1 211	1 621	2 228 154	1 375	1 986	2 344 282	1 180	2 052	2 247 020	1 095	-10%
Franche-Comté	8 744	9 207 003	1 053	10 012	10 439 305	1 043	10 288	11 106 358	1 080	10 587	11 736 812	1 109	5%
Ile de France	62 887	205 945 791	3 275	73 434	250 549 965	3 412	79 105	275 638 595	3 484	84 677	312 246 172	3 687	13%
Languedoc Roussillon	11 744	14 158 097	1 206	13 902	19 071 476	1 372	14 647	22 549 723	1 540	16 033	28 091 875	1 752	45%
Limousin	3 349	3 821 792	1 141	3 991	5 322 732	1 334	3 876	5 206 702	1 343	3 884	5 478 840	1 411	24%
Lorraine	14 563	16 935 522	1 163	16 982	21 503 090	1 266	16 641	21 347 852	1 283	17 024	19 175 555	1 126	-3%
Midi Pyrénées	15 477	19 929 356	1 288	17 377	23 876 905	1 374	18 179	30 523 286	1 679	18 448	33 686 479	1 826	42%
Nord Pas de Calais	16 601	23 852 000	1 437	19 248	29 907 784	1 554	20 941	31 358 531	1 497	22 311	40 384 504	1 810	26%
Basse Normandie	9 954	10 328 879	1 038	10 823	12 536 700	1 158	10 953	13 398 761	1 223	10 814	14 845 803	1 373	32%
Haute Normandie	13 899	16 513 838	1 188	15 177	19 250 202	1 268	14 315	20 598 105	1 439	14 117	22 010 681	1 559	31%
Pays de la Loire	28 505	26 768 047	939	30 697	31 592 484	1 029	29 460	32 955 010	1 119	29 657	36 673 317	1 237	32%
Picardie	11 697	15 248 396	1 304	13 045	18 446 849	1 414	13 848	20 103 850	1 452	13 291	21 536 693	1 620	24%
Poitou-Charentes	12 299	11 530 984	938	13 979	13 946 982	998	14 070	17 195 252	1 222	14 590	18 496 724	1 268	35%
PACA	31 473	35 467 327	1 127	34 378	42 927 564	1 249	32 511	46 790 440	1 439	31 419	51 673 119	1 645	46%
Rhône-Alpes	33 449	50 608 176	1 513	39 738	73 315 582	1 845	41 650	75 254 806	1 807	43 611	83 141 222	1 906	26%
Guyane	193	334 431	1 733	222	396 241	1 785				560	1 116 848	1 994	15%
TOTAL	363 432	569 870 034	1 568	412 734	711 212 364	1 723	422 793	778 397 624	1 841	435 912	872 798 370	2 002	28%

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

CONTRIBUTION DES BRANCHES PROFESSIONNELLES EN 2012

Régions	Effectifs pondérés jeunes	Fonctionnement			THR			Investissement			Total			Moyenne utilisée par jeune
		Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	
Alsace	15 755	203 416	4 425 825	4 629 241			0	36 055		36 055	239 471	4 425 825	4 665 296	296
Aquitaine	18 880	3 102 976	6 686 165	9 789 141	52 400		52 400	982 041		982 041	4 137 417	6 686 165	10 823 582	573
Auvergne	8 998	2 386 177	2 364 063	4 750 240			0	259 560		259 560	2 645 737	2 364 063	5 009 800	557
Bourgogne	11 292	3 984 422	230 882	4 215 304			0	403 317		403 317	4 387 739	230 882	4 618 621	409
Bretagne	18 518	3 438 473	7 863 475	11 301 948	210 069	9 309	219 378	1 185 692		1 185 692	4 834 234	7 872 784	12 707 018	686
Centre	20 571	3 131 824	5 081 112	8 212 936	363 073		363 073	1 098 335		1 098 335	4 593 232	5 081 112	9 674 344	470
Champagne-Ardenne	8 823	2 533 309	2 275 548	4 808 857	769		769	384 317		384 317	2 918 395	2 275 548	5 193 943	589
Corse	2 052	136 271	39 941	176 212			0	24 905		24 905	161 176	39 941	201 117	98
Franche-Comté	10 587	1 461 841	4 192 976	5 654 817			0	11 200		11 200	1 473 041	4 192 976	5 666 017	535
Ile de France	84 677	6 180 735	21 573 849	27 754 584			0	616 547		616 547	6 797 282	21 573 849	28 371 131	335
Languedoc Roussillon	16 033	2 836 711	2 992 281	5 828 992	374 149		374 149			0	3 210 860	2 992 281	6 203 141	387
Limousin	3 884	1 130 664	522 572	1 653 236			0	194 018		194 018	1 324 682	522 572	1 847 254	476
Lorraine	17 024	9 922 165		9 922 165	107		107			0	9 922 272	0	9 922 272	583
Midi Pyrénées	18 448	1 249 658	965 473	2 215 131			0	50 931		50 931	1 300 589	965 473	2 266 062	123
Nord Pas de Calais	22 311	2 299 235	5 423 047	7 722 282			0		9 125	9 125	2 299 235	5 432 172	7 731 407	347
Basse Normandie	10 814	2 688 587	3 270 707	5 959 294			0	7 030 095		7 030 095	9 718 682	3 270 707	12 989 389	1 201
Haute Normandie	14 117	2 976 748	826 058	3 802 806	536 126		536 126	629 787		629 787	4 142 661	826 058	4 968 719	352
Pays de la Loire	29 657	3 849 826	8 797 754	12 647 580	351 060		351 060	1 858 096		1 858 096	6 058 982	8 797 754	14 856 736	501
Picardie	13 291	393 812	13 669 715	14 063 527			0	70 653		70 653	464 465	13 669 715	14 134 180	1 063
Poitou-Charentes	14 590	1 604 630	2 288 493	3 893 123		1 052	1 052	70 426		70 426	1 675 056	2 289 545	3 964 601	272
PACA	31 419	5 490 067	1 664 047	7 154 114	23 426	37	23 463	264 191		264 191	5 777 684	1 664 084	7 441 768	237
Rhône-Alpes	43 611	4 387 059	25 304 708	29 691 767			0	4 084 834		4 084 834	8 471 893	25 304 708	33 776 601	775
Guyane	560						0			0	0	0	0	0
TOTAL	435 912	65 388 606	120 458 691	185 847 297	1 911 179	10 398	1 921 577	19 255 000	9 125	19 264 125	86 554 785	120 478 214	207 032 999	475

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPPLV

CONTRIBUTION DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 755	1 832 332	7 201	1 139 114	2 978 647	189
Aquitaine	18 880	4 853 510	153 589	2 213 896	7 220 995	382
Auvergne	8 998	45 166		116 162	161 328	18
Bourgogne	11 292	721 883	146 464		868 347	77
Bretagne	18 518	1 802 986	476 414	627 736	2 907 136	157
Centre	20 571	2 496 011	321 770	1 708 868	4 526 649	220
Champagne Ardenne	8 823	215 235		-5 000	210 235	24
Corse	2 052	47 400		126 124	173 524	85
Franche Comté	10 587	2 386 590	134 541	242 885	2 764 016	261
Ile de France	84 677	23 668 629		6 092 223	29 760 852	351
Languedoc Roussillon	16 033	4 965 355	201 868		5 167 223	322
Limousin	3 884	119 819			119 819	31
Lorraine	17 024	3 185 012	224 984	458 574	3 868 570	227
Midi-Pyrénées	18 448	1 066 055	325 749	27 794	1 419 598	77
Nord Pas de Calais	22 311	7 936 895	93 141	3 054 850	11 084 886	497
Basse Normandie	10 814	1 544 020	170 196	314 259	2 028 475	188
Haute Normandie	14 117	803 928		160 308	964 236	68
Pays de la Loire	29 657	3 447 638		656 371	4 104 009	138
Picardie	13 291	2 256 266		1 625 508	3 881 774	292
Poitou-Charentes	14 590	1 817 992	494 686	1 807 007	4 119 685	282
PACA	31 419	9 670 172	190 986	894 428	10 755 586	342
Rhône Alpes	43 611	1 877 926	258 200	5 459 032	7 595 158	174
Guyane	560	76 312			76 312	136
Total	435 912	76 837 132	3 199 789	26 720 139	106 757 060	245

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

CONTRIBUTION DES CONSEILS REGIONAUX AU FINANCEMENT DES CFA EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 755	37 443 775	1 931 423	840 699	40 215 897	2 553
Aquitaine	18 880	50 246 654	7 353 067	24 927 928	82 527 649	4 371
Auvergne	8 998	21 006 666	4 099 903	1 252 868	26 359 437	2 929
Bourgogne	11 292	26 776 905	4 504 299	406 596	31 687 800	2 806
Bretagne	18 518	41 297 280	78 101	3 141 212	44 516 593	2 404
Centre	20 571	60 355 461	6 310 226	8 874 811	75 540 498	3 672
Champagne Ardenne	8 823	28 898 757	2 371 294	2 607 991	33 878 042	3 840
Corse	2 052	7 071 036	1 029 154	265 175	8 365 365	4 077
Franche Comté	10 587	27 717 625	1 027 760	757 269	29 502 654	2 787
Ile de France	84 677	215 356 768	100 400	11 217 904	226 675 072	2 677
Languedoc Roussillon	16 033	37 285 293	1 735 127	4 390 318	43 410 738	2 708
Limousin	3 884	14 295 289	1 012 401	836 045	16 143 735	4 157
Lorraine	17 024	35 866 423	5 610 061	799 227	42 275 711	2 483
Midi-Pyrénées	18 448	40 792 172	5 351 860	4 364 232	50 508 264	2 738
Nord Pas de Calais	22 311	54 704 533	6 738 419	11 030 100	72 473 052	3 248
Basse Normandie	10 814	34 077 193	2 956 810	15 913 335	52 947 338	4 896
Haute Normandie	14 117	38 253 447	3 907 194	3 966 883	46 127 524	3 268
Pays de la Loire	29 657	93 226 581	11 072 037	14 468 288	118 766 906	4 005
Picardie	13 291	27 046 724	3 496 546	754 422	31 297 692	2 355
Poitou-Charentes	14 590	39 743 653	1 830 407	3 772 362	45 346 422	3 108
PACA	31 419	70 179 634	2 069 989	1 053 811	73 303 434	2 333
Rhône Alpes	43 611	118 972 735	7 375 832	8 221 822	134 570 389	3 086
Guyane	560	3 063 841	379 675	39 192	3 482 708	6 219
Total	435 912	1 123 678 445	82 341 985	123 902 490	1 329 922 920	3 051

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DES CFA EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 755	253 861		1 292	255 153	16
Aquitaine	18 880	765 481	67	347 195	1 112 743	59
Auvergne	8 998	319 418	512		319 930	36
Bourgogne	11 292	680 984	915		681 899	60
Bretagne	18 518	333 669			333 669	18
Centre	20 571	557 650	20 346	47 850	625 846	30
Champagne Ardenne	8 823	160 944		33 685	194 629	22
Corse	2 052	34 109			34 109	17
Franche Comté	10 587	412 750	28	633 809	1 046 587	99
Ile de France	84 677	1 352 564		320 086	1 672 650	20
Languedoc Roussillon	16 033	438 862			438 862	27
Limousin	3 884	111 249	6 560	5 974	123 783	32
Lorraine	17 024	360 450	5 095	289 816	655 361	38
Midi-Pyrénées	18 448	377 231		4 573	381 804	21
Nord Pas de Calais	22 311	789 281			789 281	35
Basse Normandie	10 814	455 671		77 652	533 323	49
Haute Normandie	14 117	243 523		2 000	245 523	17
Pays de la Loire	29 657	926 442	11 330		937 772	32
Picardie	13 291	161 317		1 321 861	1 483 178	112
Poitou-Charentes	14 590	768 858		236 900	1 005 758	69
PACA	31 419	649 418			649 418	21
Rhône Alpes	43 611	599 989	6 930	1 375 961	1 982 880	45
Guyane	560	7 222			7 222	13
Total	435 912	10 760 943	51 783	4 698 654	15 511 380	36

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

CONTRIBUTION DES AUTRES COLLECTIVITES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 755	626 824			626 824	40
Aquitaine	18 880	284 316	12 265	8 215 413	8 511 994	451
Auvergne	8 998	617 573	2 312		619 885	69
Bourgogne	11 292	1 625 529	42 979		1 668 508	148
Bretagne	18 518	649 581	4 045	168 033	821 659	44
Centre	20 571	328 353	91 431	1 298 222	1 718 006	84
Champagne Ardenne	8 823	255 019	44 909		299 928	34
Corse	2 052	8 630			8 630	4
Franche Comté	10 587	42 432			42 432	4
Ile de France	84 677	16 573 118	90 109	778 215	17 441 442	206
Languedoc Roussillon	16 033	3 546 372			3 546 372	221
Limousin	3 884	1 114 511			1 114 511	287
Lorraine	17 024	249 256	40 596	814 519	1 104 371	65
Midi-Pyrénées	18 448	816 280	7 434		823 714	45
Nord Pas de Calais	22 311	2 178 479			2 178 479	98
Basse Normandie	10 814	68 840		8 258	77 098	7
Haute Normandie	14 117	608 485	18 971	458 467	1 085 923	77
Pays de la Loire	29 657	1 046 083	31 558	1 776 311	2 853 952	96
Picardie	13 291	86 554	25 000		111 554	8
Poitou-Charentes	14 590	165 631	75 420		241 051	17
PACA	31 419	2 062 162	18 635	645 510	2 726 307	87
Rhône Alpes	43 611	621 494	76 439	100 000	797 933	18
Guyane	560				0	0
Total	435 912	33 575 522	582 103	14 262 948	48 420 573	111

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

VENTE ET PRESTATIONS DE SERVICE DES CFA EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 755	3 183 181	281 536		3 464 717	220
Aquitaine	18 880	2 719 196	956 136		3 675 332	195
Auvergne	8 998	1 695 295	261 161		1 956 456	217
Bourgogne	11 292	2 661 759	1 427 195		4 088 954	362
Bretagne	18 518	3 399 848	3 476 233		6 876 081	371
Centre	20 571	3 225 378	1 060 030		4 285 408	208
Champagne Ardenne	8 823	985 296	218 066		1 203 362	136
Corse	2 052	290 298	23 285		313 583	153
Franche Comté	10 587	1 512 553	113 107		1 625 660	154
Ile de France	84 677	20 079 215	1 186 859		21 266 074	251
Languedoc Roussillon	16 033	3 974 967			3 974 967	248
Limousin	3 884	437 924	231 524		669 448	172
Lorraine	17 024	1 770 625	992 355		2 762 980	162
Midi-Pyrénées	18 448	3 953 935	1 060 241		5 014 176	272
Nord Pas de Calais	22 311	389 967	483 950		873 917	39
Basse Normandie	10 814	2 803 358	1 102 960		3 906 318	361
Haute Normandie	14 117	2 144 746	302 524		2 447 270	173
Pays de la Loire	29 657	4 721 093	652 542		5 373 635	181
Picardie	13 291	1 546 336	154 380		1 700 716	128
Poitou-Charentes	14 590	2 482 996	774 779		3 257 775	223
PACA	31 419	97 211	267 646		364 857	12
Rhône Alpes	43 611	10 078 630	4 118 598		14 197 228	326
Guyane	560	71 791			71 791	128
Total	435 912	74 225 598	19 145 107		93 370 705	214

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

CONTRIBUTION DES FAMILLES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 755	43 388	364 731		408 119	26
Aquitaine	18 880	108 490	1 624 717		1 733 207	92
Auvergne	8 998	331 989	1 528 773		1 860 762	207
Bourgogne	11 292	163 528	2 270 656		2 434 184	216
Bretagne	18 518	298 515	234 978		533 493	29
Centre	20 571	353 747	4 102 232		4 455 979	217
Champagne Ardenne	8 823	443 195	1 108 622		1 551 817	176
Corse	2 052	6 646	48 550		55 196	27
Franche Comté	10 587	169 596	2 631 388		2 800 984	265
Ile de France	84 677	285 958	7 975 062		8 261 020	98
Languedoc Roussillon	16 033		1 705 887		1 705 887	106
Limousin	3 884	30 744	407 633		438 377	113
Lorraine	17 024	198 928	2 224 096		2 423 024	142
Midi-Pyrénées	18 448	1 184 568	1 146 795		2 331 363	126
Nord Pas de Calais	22 311		1 117 367		1 117 367	50
Basse Normandie	10 814		3 990 484		3 990 484	369
Haute Normandie	14 117		2 351 609		2 351 609	167
Pays de la Loire	29 657		2 743 527		2 743 527	93
Picardie	13 291		1 775 378		1 775 378	134
Poitou-Charentes	14 590		2 977 037		2 977 037	204
PACA	31 419	1 430 647	2 578 063		4 008 710	128
Rhône Alpes	43 611	362 063	4 404 759		4 766 822	109
Guyane	560	46 303			46 303	83
Total	435 912	5 458 305	49 312 344		54 770 649	126

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

QUOTE PART DE SUBVENTION VIREE AU COMPTE DE RESULTAT EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 755	4 696 411	3 121		4 699 532	298
Aquitaine	18 880	5 957 653	380 845		6 338 498	336
Auvergne	8 998	1 206 177	8 433		1 214 610	135
Bourgogne	11 292	2 765 820	138 181		2 904 001	257
Bretagne	18 518	5 879 352	41 400		5 920 752	320
Centre	20 571	6 539 818	320 161		6 859 979	333
Champagne Ardenne	8 823	3 740 162	4 202		3 744 364	424
Corse	2 052	496 582			496 582	242
Franche Comté	10 587	2 125 967	57 980		2 183 947	206
Ile de France	84 677	24 448 526	638 275		25 086 801	296
Languedoc Roussillon	16 033	2 708 569	194 670		2 903 239	181
Limousin	3 884	1 229 920			1 229 920	317
Lorraine	17 024	4 989 656	182 946		5 172 602	304
Midi-Pyrénées	18 448	6 399 245	225 544		6 624 789	359
Nord Pas de Calais	22 311	6 675 337			6 675 337	299
Basse Normandie	10 814	2 332 221	560 633		2 892 854	268
Haute Normandie	14 117	4 307 747	196 085		4 503 832	319
Pays de la Loire	29 657	8 875 762	57 344		8 933 106	301
Picardie	13 291	4 256 357	104 184		4 360 541	328
Poitou-Charentes	14 590	4 066 849	525 003		4 591 852	315
PACA	31 419	7 217 951	200 332		7 418 283	236
Rhône Alpes	43 611	11 772 721	745 578		12 518 299	287
Guyane	560	632 661			632 661	1 130
Total	435 912	123 321 464	4 584 917		127 906 381	293

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

Tableau 19

REPRISES SUR AMORTISSEMENT ET PROVISIONS EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 755	121 948	2 305		124 253	8
Aquitaine	18 880	792 271	18 760		811 031	43
Auvergne	8 998	559 920	27 878		587 798	65
Bourgogne	11 292	1 696 418	95 129		1 791 547	159
Bretagne	18 518	552 923	5 418		558 341	30
Centre	20 571	150 539	21 111		171 650	8
Champagne Ardenne	8 823	338 795	1 090		339 885	39
Corse	2 052	230 070			230 070	112
Franche Comté	10 587	670 457	23 117		693 574	66
Ile de France	84 677	6 201 889	316 030		6 517 919	77
Languedoc Roussillon	16 033	1 704 036	4 700		1 708 736	107
Limousin	3 884	72 699			72 699	19
Lorraine	17 024	635 765	32 186		667 951	39
Midi-Pyrénées	18 448	383 401	11 054		394 455	21
Nord Pas de Calais	22 311	955 477	2 652		958 129	43
Basse Normandie	10 814	705 787			705 787	65
Haute Normandie	14 117	706 266	30		706 296	50
Pays de la Loire	29 657	723 526	698		724 224	24
Picardie	13 291	588 786	21 809		610 595	46
Poitou-Charentes	14 590	686 893	13 268		700 161	48
PACA	31 419	676 357	39 781		716 138	23
Rhône Alpes	43 611	1 967 851	183 554		2 151 405	49
Guyane	560				0	0
Total	435 912	21 122 074	820 570		21 942 644	50

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

TRANSFERTS DE CHARGES EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 755	45 231			45 231	3
Aquitaine	18 880	1 094 810			1 094 810	58
Auvergne	8 998	342 251			342 251	38
Bourgogne	11 292	1 000 094			1 000 094	89
Bretagne	18 518	892 124			892 124	48
Centre	20 571	549 803			549 803	27
Champagne Ardenne	8 823	344 899			344 899	39
Corse	2 052	200 149			200 149	98
Franche Comté	10 587	462 377			462 377	44
Ile de France	84 677	2 808 377			2 808 377	33
Languedoc Roussillon	16 033	559 599			559 599	35
Limousin	3 884	49 877			49 877	13
Lorraine	17 024	440 767			440 767	26
Midi-Pyrénées	18 448	953 020			953 020	52
Nord Pas de Calais	22 311	223 607			223 607	10
Basse Normandie	10 814	409 005			409 005	38
Haute Normandie	14 117	427 947			427 947	30
Pays de la Loire	29 657	736 673			736 673	25
Picardie	13 291	930 012			930 012	70
Poitou-Charentes	14 590	182 746			182 746	13
PACA	31 419	821 017			821 017	26
Rhône Alpes	43 611	1 884 513			1 884 513	43
Guyane	560				0	0
Total	435 912	15 358 898			15 358 898	35

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

Tableau 21

PRODUITS FINANCIERS EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 755	124 177			124 177	8
Aquitaine	18 880	130 907			130 907	7
Auvergne	8 998	214 359			214 359	24
Bourgogne	11 292	119 381			119 381	11
Bretagne	18 518	265 800			265 800	14
Centre	20 571	337 832			337 832	16
Champagne Ardenne	8 823	141 172			141 172	16
Corse	2 052	179 596			179 596	88
Franche Comté	10 587	2 396 149			2 396 149	226
Ile de France	84 677	111 422			111 422	1
Languedoc Roussillon	16 033	30 060			30 060	2
Limousin	3 884	129 638			129 638	33
Lorraine	17 024	255 309			255 309	15
Midi-Pyrénées	18 448	313 311			313 311	17
Nord Pas de Calais	22 311	139 671			139 671	6
Basse Normandie	10 814	134 694			134 694	12
Haute Normandie	14 117	405 591			405 591	29
Pays de la Loire	29 657	119 934			119 934	4
Picardie	13 291	26 638			26 638	2
Poitou-Charentes	14 590	202 326			202 326	14
PACA	31 419	1 979 081			1 979 081	63
Rhône Alpes	43 611				0	0
Guyane	560				0	0
Total	435 912	7 757 048			7 757 048	18

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

Tableau 22

AUTRES RESSOURCES CONSACREES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 755	795 245	375	112 340	907 960	58
Aquitaine	18 880	4 409 989	92 548	89 304	4 591 841	243
Auvergne	8 998	2 422 357	74 315	491 266	2 987 938	332
Bourgogne	11 292	4 570 959	28 289		4 599 248	407
Bretagne	18 518	1 993 271	312 025	188 940	2 494 236	135
Centre	20 571	2 166 739	95 855	924 648	3 187 242	155
Champagne Ardenne	8 823	1 906 372	42 388	37 731	1 986 491	225
Corse	2 052	255 146			255 146	124
Franche Comté	10 587	816 379	7 822	2 419 260	3 243 461	306
Ile de France	84 677	21 488 491	32 274	491 300	22 012 065	260
Languedoc Roussillon	16 033	909 700			909 700	57
Limousin	3 884	661 908	4 438	7 493	673 839	174
Lorraine	17 024	3 174 430	398 064	4 666 206	8 238 700	484
Midi-Pyrénées	18 448	9 811 807	12 327	255 493	10 079 627	546
Nord Pas de Calais	22 311	2 630 583	9 018	366 203	3 005 804	135
Basse Normandie	10 814	973 669	288 160	2 952 944	4 214 773	390
Haute Normandie	14 117	6 021 086	2 819	1 156 631	7 180 536	509
Pays de la Loire	29 657	3 705 468	242 223	106 693	4 054 384	137
Picardie	13 291	2 196 254	2 073		2 198 327	165
Poitou-Charentes	14 590	1 148 613	72 499	210 151	1 431 263	98
PACA	31 419	8 510 875	223 095	469 719	9 203 689	293
Rhône Alpes	43 611	9 239 714	495 936	662 243	10 397 893	238
Guyane	560				0	0
Total	435 912	89 809 055	2 436 543	15 608 565	107 854 163	247

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

RESSOURCES CONSACREES AU FONCTIONNEMENT DES CFA EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations
Alsace	15 755	20 563 277	4 629 241	1 832 332	37 443 775	253 861	626 824	3 183 181
Aquitaine	18 880	37 307 694	9 789 141	4 853 510	50 246 654	765 481	284 316	2 719 196
Auvergne	8 998	13 945 707	4 750 240	45 166	21 006 666	319 418	617 573	1 695 295
Bourgogne	11 292	16 300 800	4 215 304	721 883	26 776 905	680 984	1 625 529	2 661 759
Bretagne	18 518	31 273 275	11 301 948	1 802 986	41 297 280	333 669	649 581	3 399 848
Centre	20 571	25 754 554	8 212 936	2 496 011	60 355 461	557 650	328 353	3 225 378
Champagne Ardenne	8 823	13 035 236	4 808 857	215 235	28 898 757	160 944	255 019	985 296
Corse	2 052	1 877 353	176 212	47 400	7 071 036	34 109	8 630	290 298
Franche Comté	10 587	10 881 215	5 654 817	2 386 590	27 717 625	412 750	42 432	1 512 553
Ile de France	84 677	299 306 285	27 754 584	23 668 629	215 356 768	1 352 564	16 573 118	20 079 215
Languedoc Roussillon	16 033	26 829 726	5 828 992	4 965 355	37 285 293	438 862	3 546 372	3 974 967
Limousin	3 884	4 155 627	1 653 236	119 819	14 295 289	111 249	1 114 511	437 924
Lorraine	17 024	21 410 992	9 922 165	3 185 012	35 866 423	360 450	249 256	1 770 625
Midi-Pyrénées	18 448	31 850 822	2 215 131	1 066 055	40 792 172	377 231	816 280	3 953 935
Nord Pas de Calais	22 311	37 239 779	7 722 282	7 936 895	54 704 533	789 281	2 178 479	389 967
Basse Normandie	10 814	13 601 990	5 959 294	1 544 020	34 077 193	455 671	68 840	2 803 358
Haute Normandie	14 117	21 235 000	3 802 806	803 928	38 253 447	243 523	608 485	2 144 746
Pays de la Loire	29 657	35 715 759	12 647 580	3 447 638	93 226 581	926 442	1 046 083	4 721 093
Picardie	13 291	21 299 900	14 063 527	2 256 266	27 046 724	161 317	86 554	1 546 336
Poitou-Charentes	14 590	15 710 194	3 893 123	1 817 992	39 743 653	768 858	165 631	2 482 996
PACA	31 419	47 476 119	7 154 114	9 670 172	70 179 634	649 418	2 062 162	97 211
Rhône Alpes	43 611	78 034 086	29 691 767	1 877 926	118 972 735	599 989	621 494	10 078 630
Guyane	560	1 101 517		76 312	3 063 841	7 222		71 791
Total	435 912	825 906 907	185 847 297	76 837 132	1 123 678 445	10 760 943	33 575 522	74 225 598

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

RESSOURCES CONSACREES AU FONCTIONNEMENT DES CFA EN 2012 (suite)

REGION	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Transfert de charges	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	43 388	4 696 411	121 948	45 231	124 177	795 245	74 358 891	4 720
Aquitaine	108 490	5 957 653	792 271	1 094 810	130 907	4 409 989	118 460 112	6 275
Auvergne	331 989	1 206 177	559 920	342 251	214 359	2 422 357	47 457 118	5 274
Bourgogne	163 528	2 765 820	1 696 418	1 000 094	119 381	4 570 959	63 299 364	5 606
Bretagne	298 515	5 879 352	552 923	892 124	265 800	1 993 271	99 940 572	5 397
Centre	353 747	6 539 818	150 539	549 803	337 832	2 166 739	111 028 821	5 397
Champagne Ardenne	443 195	3 740 162	338 795	344 899	141 172	1 906 372	55 273 939	6 265
Corse	6 646	496 582	230 070	200 149	179 596	255 146	10 873 227	5 299
Franche Comté	169 596	2 125 967	670 457	462 377	2 396 149	816 379	55 248 907	5 219
Ile de France	285 958	24 448 526	6 201 889	2 808 377	111 422	21 488 491	659 435 826	7 788
Languedoc Roussillon		2 708 569	1 704 036	559 599	30 060	909 700	88 781 531	5 538
Limousin	30 744	1 229 920	72 699	49 877	129 638	661 908	24 062 441	6 196
Lorraine	198 928	4 989 656	635 765	440 767	255 309	3 174 430	82 459 778	4 844
Midi-Pyrénées	1 184 568	6 399 245	383 401	953 020	313 311	9 811 807	100 116 978	5 427
Nord Pas de Calais		6 675 337	955 477	223 607	139 671	2 630 583	121 585 891	5 450
Basse Normandie		2 332 221	705 787	409 005	134 694	973 669	63 065 742	5 832
Haute Normandie		4 307 747	706 266	427 947	405 591	6 021 086	78 960 572	5 593
Pays de la Loire		8 875 762	723 526	736 673	119 934	3 705 468	165 892 539	5 594
Picardie		4 256 357	588 786	930 012	26 638	2 196 254	74 458 671	5 602
Poitou-Charentes		4 066 849	686 893	182 746	202 326	1 148 613	70 869 874	4 857
PACA	1 430 647	7 217 951	676 357	821 017	1 979 081	8 510 875	157 924 758	5 026
Rhône Alpes	362 063	11 772 721	1 967 851	1 884 513		9 239 714	265 103 489	6 079
Guyane	46 303	632 661					4 999 647	8 928
Total	5 458 305	123 321 464	21 122 074	15 358 898	7 757 048	89 809 055	2 593 658 688	5 950

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

CHARGES DE PERSONNELS DES CFA EN 2012

Région	Formateurs	Autres personnels	Non réparti	Total
Alsace	39 934 329	11 342 940		51 277 269
Aquitaine	50 866 327	26 829 698		77 696 025
Auvergne	19 395 377	7 442 033		26 837 410
Bourgogne	26 759 321	16 581 968		43 341 289
Bretagne	49 603 231	20 569 100		70 172 331
Centre	52 489 604	26 086 193		78 575 797
Champagne-Ardenne			34 542 968	34 542 968
Corse	5 374 911	2 417 401		7 792 312
Franche-Comté	28 814 289	8 707 814		37 522 103
Ile de France	238 144 791	162 831 817		400 976 608
Languedoc Roussillon	37 684 650	19 947 368		57 632 018
Limousin	11 077 730	6 308 698		17 386 428
Lorraine	35 432 017	21 446 276		56 878 293
Midi Pyrénées	38 838 673	17 926 069		56 764 742
Nord Pas de Calais	58 427 681	26 146 748		84 574 429
Basse Normandie	30 401 638	15 784 649		46 186 287
Haute Normandie	35 574 956	16 458 221		52 033 177
Pays de la Loire	78 303 771	34 419 981		112 723 752
Picardie			50 955 476	50 955 476
Poitou-Charentes	31 551 147	14 517 749		46 068 896
PACA	55 558 491	32 679 798		88 238 289
Rhône-Alpes	107 680 348	57 391 906		165 072 254
Guyane	1 194 295	1 363 392		2 557 687
TOTAL	1 033 107 577	547 199 819	85 498 444	1 665 805 840

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux - remontées CNFPTLV

CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES CFA THR COMPRIS (EN €) EN 2012

Région	Effectifs pondérés jeunes	Nombre d'heures	Charges d'exploitation (cptes 60 à 65)	Coût (1) par jeune	Charges hors exploitation (cptes 66 à 68)	Coût (2) par jeune	Total Transport, Hébergement, Restauration	Charges de fonctionnement THR compris	Coût (3) par jeune	Coût / heure apprenti
Alsace	15 755	8 545 133	53 120 069	3 372	20 390 850	1 294	2 704 179	55 824 248	3 543	7
Aquitaine	18 880	9 871 590	116 273 537	6 159	2 394 153	127	11 236 265	127 509 802	6 754	13
Auvergne	8 998	4 222 265	46 260 034	5 141	825 799	92	6 307 770	52 567 804	5 842	12
Bourgogne	11 292	5 761 963	62 628 822	5 546	1 921 869	170	8 857 699	71 486 521	6 331	12
Bretagne	18 518	9 571 028	99 931 022	5 396	622 489	34	5 012 767	104 943 789	5 667	11
Centre	20 571	10 830 766	110 697 883	5 381	651 928	32	13 726 543	124 424 426	6 048	11
Champagne-Ardenne	8 823	4 207 198	53 196 376	6 029	1 068 045	121	4 662 588	57 858 964	6 558	14
Corse	2 052	836 787	10 318 098	5 029	166 367	81	1 105 543	11 423 641	5 568	14
Franche-Comté	10 587	5 833 024	51 729 146	4 886	765 599	72	4 028 700	55 757 846	5 267	10
Ile de France	84 677	49 372 755	648 101 155	7 654	9 754 509	115	14 366 788	662 467 943	7 823	13
Languedoc Roussillon	16 033	16 033	89 204 060	5 564	993 410	62	4 588 357	93 792 417	5 850	
Limousin	3 884	2 083 369	22 883 471	5 892	501 918	129	1 996 619	24 880 090	6 406	12
Lorraine	17 024	9 480 733	80 083 703	4 704	2 666 518	157	9 251 638	89 335 341	5 248	9
Midi Pyrénées	18 448	10 110 759	98 435 909	5 336	1 545 968	84	8 860 961	107 296 870	5 816	11
Nord Pas de Calais	22 311	1 057 379	123 408 836	5 531	1 116 551	50	8 542 434	131 951 270	5 914	125
Basse Normandie	10 814	5 563 066	60 194 426	5 566	303 023	28	10 447 320	70 641 746	6 533	13
Haute Normandie	14 117	7 590 224	78 058 984	5 529	1 393 274	99	7 747 475	85 806 459	6 078	11
Pays de la Loire	29 657	16 409 821	166 029 996	5 598	2 049 177	69	15 751 066	181 781 062	6 129	11
Picardie	13 291	7 325 270	74 571 839	5 611	1 546 508	116	5 916 032	80 487 871	6 056	11
Poitou-Charentes	14 590	7 990 078	70 494 143	4 832	1 166 335	80	7 185 206	77 679 349	5 324	10
PACA	31 419	16 217 906	155 638 575	4 954	2 278 660	73	6 095 421	161 733 996	5 148	10
Rhône-Alpes	43 611	21 904 487	260 963 194	5 984	7 305 733	168	18 997 052	279 960 246	6 420	13
Guyane	560	341 381	4 334 970	7 741	73 300	131	356 406	4 691 376	8 377	14
TOTAL	435 912	215 143 014	2 536 558 248	5 819	61 501 983	141	177 744 829	2 714 303 077	6 227	13

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

RESSOURCES CONSACREES A L'INVESTISSEMENT EN 2012

Région	Effectifs pondérés jeunes	Taxe apprentissage utilisée	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Région	Etat	Autres collectivités	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	15 755	1 739 582	36 055	1 139 114	840 699	1 292		112 340	3 869 082	246
Aquitaine	18 880	918 806	982 041	2 213 896	24 927 928	347 195	8 215 413	89 304	37 694 583	1 997
Auvergne	8 998	471 403	259 560	116 162	1 252 868			491 266	2 591 259	288
Bourgogne	11 292	663 220	403 317		406 596				1 473 133	130
Bretagne	18 518	1 446 773	1 185 692	627 736	3 141 212		168 033	188 940	6 758 386	365
Centre	20 571	1 548 808	1 098 335	1 708 868	8 874 811	47 850	1 298 222	924 648	15 501 542	754
Champagne-Ardenne	8 823	1 023 993	384 317	-5 000	2 607 991	33 685		37 731	4 082 717	463
Corse	2 052	326 114	24 905	126 124	265 175				742 318	362
Franche-Comté	10 587	468 657	11 200	242 885	757 269	633 809		2 419 260	4 533 080	428
Ile de France	84 677	8 161 882	616 547	6 092 223	11 217 904	320 086	778 215	491 300	27 678 157	327
Languedoc Roussillon	16 033	2 439 968			4 390 318				6 830 286	426
Limousin	3 884	133 270	194 018		836 045	5 974		7 493	1 176 800	303
Lorraine	17 024	666 929		458 574	799 227	289 816	814 519	4 666 206	7 695 271	452
Midi Pyrénées	18 448	1 181 823	50 931	27 794	4 364 232	4 573		255 493	5 884 846	319
Nord Pas de Calais	22 311	1 876 083	9 125	3 054 850	11 030 100			366 203	16 336 361	732
Basse Normandie	10 814	1 071 110	7 030 095	314 259	15 913 335	77 652	8 258	2 952 944	27 367 653	2 531
Haute Normandie	14 117	737 542	629 787	160 308	3 966 883	2 000	458 467	1 156 631	7 111 618	504
Pays de la Loire	29 657	580 625	1 858 096	656 371	14 468 288		1 776 311	106 693	19 446 384	656
Picardie	13 291	728 890	70 653	1 625 508	754 422	1 321 861			4 501 334	339
Poitou-Charentes	14 590	53 026	70 426	1 807 007	3 772 362	236 900		210 151	6 149 872	422
PACA	31 419	899 693	264 191	894 428	1 053 811		645 510	469 719	4 227 352	135
Rhône-Alpes	43 611	5 636 911	4 084 834	5 459 032	8 221 822	1 375 961	100 000	662 243	25 540 803	586
Guyane	560	5 331			39 192				44 523	80
Total	435 912	32 780 439	19 264 125	26 720 139	123 902 490	4 698 654	14 262 948	15 608 565	237 237 360	544

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

RESSOURCES CONSACREES AU THR EN 2012

REGION	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques
Alsace	15 755	42 600		7 201	1 931 423		
Aquitaine	18 880	3 660	52 400	153 589	7 353 067	67	12 265
Auvergne	8 998				4 099 903	512	2 312
Bourgogne	11 292			146 464	4 504 299	915	42 979
Bretagne	18 518	109 163	219 378	476 414	78 101		4 045
Centre	20 571	956 634	363 073	321 770	6 310 226	20 346	91 431
Champagne Ardenne	8 823	510 284	769		2 371 294		44 909
Corse	2 052	4 554			1 029 154		
Franche Comté	10 587			134 541	1 027 760	28	
Ile de France	84 677				100 400		90 109
Languedoc Roussillon	16 033	151 304	374 149	201 868	1 735 127		
Limousin	3 884	421 531			1 012 401	6 560	
Lorraine	17 024		107	224 984	5 610 061	5 095	40 596
Midi-Pyrénées	18 448	41 469		325 749	5 351 860		7 434
Nord Pas de Calais	22 311			93 141	6 738 419		
Basse Normandie	10 814	234 083		170 196	2 956 810		
Haute Normandie	14 117		536 126		3 907 194		18 971
Pays de la Loire	29 657		351 060		11 072 037	11 330	31 558
Picardie	13 291	243 843			3 496 546		25 000
Poitou-Charentes	14 590	139 176	1 052	494 686	1 830 407		75 420
PACA	31 419		23 463	190 986	2 069 989		18 635
Rhône Alpes	43 611			258 200	7 375 832	6 930	76 439
Guyane	560				379 675		
Total	435 912	2 858 301	1 921 577	3 199 789	82 341 985	51 783	582 103

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

RESSOURCES CONSACREES AU THR EN 2012 (suite)

REGION	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	281 536	364 731	3 121	2 305	375	2 633 292	167
Aquitaine	956 136	1 624 717	380 845	18 760	92 548	10 648 054	564
Auvergne	261 161	1 528 773	8 433	27 878	74 315	6 003 287	667
Bourgogne	1 427 195	2 270 656	138 181	95 129	28 289	8 654 107	766
Bretagne	3 476 233	234 978	41 400	5 418	312 025	4 957 155	268
Centre	1 060 030	4 102 232	320 161	21 111	95 855	13 662 869	664
Champagne Ardenne	218 066	1 108 622	4 202	1 090	42 388	4 301 624	488
Corse	23 285	48 550				1 105 543	539
Franche Comté	113 107	2 631 388	57 980	23 117	7 822	3 995 743	377
Ile de France	1 186 859	7 975 062	638 275	316 030	32 274	10 339 009	122
Languedoc Roussillon		1 705 887	194 670	4 700		4 367 705	272
Limousin	231 524	407 633			4 438	2 084 087	537
Lorraine	992 355	2 224 096	182 946	32 186	398 064	9 710 490	570
Midi-Pyrénées	1 060 241	1 146 795	225 544	11 054	12 327	8 182 473	444
Nord Pas de Calais	483 950	1 117 367		2 652	9 018	8 444 547	378
Basse Normandie	1 102 960	3 990 484	560 633		288 160	9 303 326	860
Haute Normandie	302 524	2 351 609	196 085	30	2 819	7 315 358	518
Pays de la Loire	652 542	2 743 527	57 344	698	242 223	15 162 319	511
Picardie	154 380	1 775 378	104 184	21 809	2 073	5 823 213	438
Poitou-Charentes	774 779	2 977 037	525 003	13 268	72 499	6 903 327	473
PACA	267 646	2 578 063	200 332	39 781	223 095	5 611 990	179
Rhône Alpes	4 118 598	4 404 759	745 578	183 554	495 936	17 665 826	405
Guyane						379 675	678
Total	19 145 107	49 312 344	4 584 917	820 570	2 436 543	167 255 019	384

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

AIDES AUX APPRENTIS

Régions	Aides directes aux apprentis										
	Premier équipement	Fournitures scolaires	THR	Mobilité européenne	Fonds d'aides sociales	Aide au permis B	Carte nationale d'apprenti	Ordinateurs	Chèques Culture	Autres aides	Total aides directes
Alsace	389 100		4 577								393 677
Aquitaine											0
Auvergne				640						24 000	24 640
Bourgogne											0
Bretagne	824 150		10 456 300								11 280 450
Centre	325 400							76 650	318 300		720 350
Champagne Ardenne				152 079							152 079
Corse											0
Franche Comté			1 052 640								1 052 640
Ile de France			12 799 278				61 272			762 983	13 623 533
Languedoc Roussillon						134 720					134 720
Limousin	218 940									9 600	228 540
Lorraine											0
Midi-Pyrénées	151 635							70 711			222 346
Nord Pas de Calais	4 331 518										4 331 518
Basse Normandie											0
Haute Normandie	345 675			169 339							515 013
Pays de la Loire								191 084	230 000		421 084
Picardie	694 515									16 027	710 542
Poitou-Charentes			4 269 632	214 107		2 677 092					7 160 831
PACA					256 498				76 000		332 498
Rhône Alpes	1 634 490	1 170 508		548 313							3 353 311
Gyane											0
Total	8 915 423	1 170 508	28 582 427	1 084 478	256 498	2 811 812	61 272	338 445	624 300	812 610	44 657 772

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

AIDES AUX APPRENTIS (suite)

Régions	Aides via les CFA									
	Premier équipement	Fournitures scolaires	Transport / Hébergé / Rest	Mobilité européenne	Fonds d'aides sociales	Aides aux handicapés	Carte nationale d'apprenti	Autres aides	Total aides indirectes	Total des aides aux apprentis
Alsace	36 550		1 931 423	42 677		191 960	2 976		2 205 586	2 599 263
Aquitaine			7 353 067		264 000				7 617 067	7 617 067
Auvergne	483 325		4 099 903	48 200					4 631 428	4 656 068
Bourgogne	232 232		4 504 299						4 736 531	4 736 531
Bretagne				377 456		193 934			571 390	11 851 840
Centre			6 310 226	801 630					7 111 856	7 832 206
Champagne Ardenne			2 972 881		250 677		8 298		3 231 856	3 383 935
Corse	77 000		1 029 154		58 517	75 000			1 239 671	1 239 671
Franche Comté	436 257		1 027 760		10 853				1 474 870	2 527 510
Ile de France			100 400	2 576 673				1 949 934	4 627 007	18 250 540
Languedoc Roussillon	793 435		1 735 127	128 423					2 656 985	2 791 705
Limousin			193 865	4 969					198 834	427 374
Lorraine	255 592		5 610 061	55 786	3 832	55 179	4 709	18 108	6 003 267	6 003 267
Midi-Pyrénées			5 351 860	255 776					5 607 636	5 829 982
Nord Pas de Calais			6 738 419	616 043	266 467				7 620 929	11 952 447
Basse Normandie	478 631		2 956 810	91 670	167 560	337 244		166 591	4 198 506	4 198 506
Haute Normandie			3 907 194						3 907 194	4 422 207
Pays de la Loire	1 900 067	184 255	11 072 037		633 197				13 789 556	14 210 640
Picardie			3 496 546						3 496 546	4 207 088
Poitou-Charentes	1 407 600		1 830 407		210 969				3 448 976	10 609 807
PACA	1 731 795		2 069 989	170 569					3 972 353	4 304 851
Rhône Alpes			7 375 832		269 500	161 846		226 072	8 033 250	11 386 561
Guyane			379 675						379 675	379 675
Total	7 832 484	184 255	82 046 935	5 169 872	2 135 572	1 015 163	15 983	2 360 705	100 760 969	145 418 741

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

CNEFOP

Adresse postale : 14, Avenue Duquesne 75350 PARIS SP 07

Tél : 01 44 38 33 85

Document téléchargeable sur : www.cnefop.gouv.fr